

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
TRAVAIL DE NUIT
DES ENFANTS

DANS LES

Usines à Feu continu

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 juin 1909

PAR

ALBERT MALAUZAT

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. RAOUL JAY, Professeur

Suffragants : { MM. DESCHAMPS } Professeurs
PERREAU }

ROCHECHOUART

IMPRIMERIE DUPANIER FRÈRES

PLACE DUPUYTREN

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41556019_0011

AVANT-PROPOS

Nous ne reviendrons pas, dans cette étude, sur les discussions doctrinales entre interventionnistes et libéraux. Il est vrai que la question n'est pas encore tranchée par le triomphe définitif de l'une ou l'autre école. D'ailleurs, y a-t-il en ces sujets des triomphes définitifs, puisque la nature même des faits qu'on étudie reste soumise aux perpétuelles évolutions des sociétés humaines ?

Si la science économique est une, de sa nature, il en est autrement des doctrines où la pluralité est un fait inévitable, car elles supposent l'intervention de considérations de justice, d'utilité, d'opportunité, qui sont essentiellement subjectives. Aussi bien, en cette matière, n'aurons-nous pas la sotte prétention de trancher un débat qui dure

depuis des siècles. De nombreux ouvrages ont étudié la question, tous les arguments ont été présentés, et ceux que nous pourrions apporter ne seraient que des redites.

S'il nous fallait formuler un avis, nous dirions qu'en cette matière, nous croyons qu'il n'y a pas de vérité absolue, que les attitudes doivent varier avec les époques. Les événements historiques ont, en effet, leur répercussion dans le domaine économique, et telle doctrine excellente à un moment donné devient, sous la poussée des événements, d'un archaïsme trop étroit.

Dans l'état actuel des choses, notamment dans le monde du travail, il nous a semblé que bien des misères et des injustices attendraient vainement de la liberté, une solution suffisante.

La révolution industrielle qui a si profondément transformé le monde moderne au cours du siècle dernier, devait faire nécessairement ses victimes, et le régime de liberté individualiste issu de la Révolution, après avoir répondu à un besoin, devait bientôt devenir un danger. Aussi, le législateur dans tous les pays a-t-il été poussé à intervenir dans le domaine du travail. Il l'a fait à l'encontre des idées régnantes et les premières lois de protection ont été votées dans des Parlements à majorité individualiste; on peut

dire que c'est sous la poussée des besoins que l'école interventionniste a pris naissance.

Un fait nouveau devait lui donner une importance grandissante, c'est l'introduction du suffrage universel qui, en faisant passer à tous un droit qui jusque-là avait été le patrimoine de quelques-uns, déplaçait l'axe des intérêts et conduisait à d'inévitables transformations. La limitation de la journée de travail fut une des revendications de notre Révolution de 1848. Depuis, les lois de protection ouvrière se sont multipliées. Elles forment aujourd'hui une législation imposante et répondent à une indiscutable nécessité.

Qu'il y ait là une intervention passagère des pouvoirs publics, nécessitée par l'état de transformation qui caractérise notre époque, mais destinée à disparaître pour laisser place à des organismes librement constitués tels que syndicats ou autres formes de l'association ; c'est une chose qu'il ne nous appartient pas d'envisager. Il nous paraît sage cependant d'admettre à côté des initiatives privées l'intervention de la loi. Il y a place pour les deux. La protection légale est surtout nécessaire à l'égard de ceux que leur faiblesse, leur ignorance, leur état de misère rendent incapables de se défendre eux-mêmes : enfants, femmes, travailleurs à domicile. L'état

doit les protéger bien qu'ils ne disposent pas de la puissance électorale.

Aussi bien, ne condamnerons-nous pas la législation du travail, au nom de conceptions plus ou moins théoriques de la liberté. Quelque dangereux que puisse paraître le droit d'intervention que nous donnons ainsi à l'Etat, nous reconnaitrons qu'il n'en a point abusé. En cette matière, la législation s'est efforcée de réaliser deux réformes principales, relativement à la durée du travail et au travail de nuit.

Sur ce dernier point, le législateur a su faire preuve d'énergie. Soit directement, soit par voie de convention internationale, il s'est attaché à faire progressivement disparaître le travail de nuit pour les femmes et pour les enfants, mais les lois elles-mêmes, comme toutes les élaborations humaines, ne sont pas parfaites. Créées par la nécessité du moment, elles ne peuvent, du premier jet, embrasser toute la complexité des problèmes sociaux et apporter le remède spécifique qui s'appliquera à toutes les situations et à toutes les époques. Dans la jeune législation du travail, nous voyons subsister encore d'intolérables lacunes, qui perpétuent des situations angoissantes. Dans ce nombre, nous rangeons le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu. C'est la question que nous allons étudier ici.

Avant de commencer, nous tenons à rendre un respectueux et reconnaissant hommage à notre éminent professeur et président de thèse, M. Raoul Jay, pour les conseils si utiles qu'il n'a cessé de nous donner au cours de ce travail.

Nous exprimons aussi toute notre gratitude à MM. Fagnot, de Seilhac, et Merlin, pour l'accueil affable qu'ils nous ont fait, et les renseignements précieux qu'ils ont bien voulu nous communiquer.

LE TRAVAIL DE NUIT DES ENFANTS

Dans les Usines à Feu continu

HISTORIQUE

Le siècle qui vient de s'achever a vu s'accomplir dans l'industrie des transformations extraordinaires que nos pères n'auraient pu soupçonner et dont nous ne pouvons pas davantage prévoir tous les contre-coups. Sur les deux continents, de vastes usines s'efforcent, avec une fébrile activité, d'utiliser les découvertes de la science et de pourvoir aux exigences nouvelles et chaque jour renouvelées de la lutte économique. Cette course au progrès a

entraîné des modifications profondes dans le régime du travail : d'une façon générale, la machine épargne à l'ouvrier l'effort proprement musculaire ; elle accomplit en son lieu et place les tâches accablantes pour lui laisser la direction. Mais tandis qu'elle le libère ainsi d'un côté, elle fait peser des servitudes d'un autre ordre en attirant notamment l'enfant à l'usine et en contraignant toute une partie du personnel au travail de nuit.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en prenant un essor aussi universel, en multipliant les moyens de communication et de transport, le machinisme agrandissait presque à l'infini le champ de la concurrence. Sur le marché ainsi agrandi, l'avenir appartenait aux productions obtenues à meilleur marché : par conséquent, on allait substituer partout où ce serait possible, l'enfant ou la femme à l'ouvrier adulte, et pour amortir plus rapidement l'outillage on aurait recours au travail de nuit.

Contre de pareils abus, la conscience publique et les législateurs s'émurent. Dès 1802, l'Angleterre se préoccupe de ces enfants qu'épuise un travail disproportionné et elle fait fléchir avec fermeté les intérêts égoïstes pour sauvegarder l'avenir de sa race.

La Prusse suit cet exemple par un règlement de 1839 et deux ans plus tard, la France réprime

les plus douloureux abus qu'entraîne le travail des enfants, par la loi du 22 mars 1841. (1)

§ 1^{er}. — Législation de la Monarchie de Juillet

Notre loi de 1841 fut précédée d'une enquête restée célèbre. Menée avec une consciencieuse sévérité par le D^r Villermé, elle est une source précieuse de renseignements sur nos industries textiles. Ce n'est pas le lieu d'en parler ici ; disons seulement que les abus qu'elle révélait ont contribué puissamment au vote d'une loi dont le principe était peu conforme aux préjugés du temps. Le vent ne soufflait pas alors à l'interventionnisme.

Cette loi était bien incomplète : elle visait les « manufactures, usines, ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et leurs dépendances, ainsi que toute fabrique comprenant plus de vingt ouvriers ». Elle interdisait d'occuper plus de 8 heures par jour les enfants de moins de 8 ans, et plus de 12 heures ceux de 12 à 16 ans ; pour les uns comme pour les autres, elle décidait que le travail devait s'effectuer entre 5 heures du matin et 9 heures du soir et être coupé par des repos.

(1) Loi relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers.

Pour le travail de nuit, les enfants de moins de 13 ans ne pouvaient y coopérer, mais le principe de l'interdiction fléchissait dans deux cas : 1° pour chômage ou réparation de moteur ; 2° dans les usines à feu continu « dont la marche ne peut être suspendue dans le cours des vingt-quatre heures ». Suivaient des dispositions relatives à la scolarité, et au repos du dimanche pour les enfants de moins de 16 ans. Enfin l'article 7 annonçait des décrets et donnait à l'administration des pouvoirs assez étendus pour améliorer la loi. Ces décrets qui auraient pu exercer une action bienfaisante ne sont jamais intervenus.

Ainsi, dans les usines à feu continu, les enfants pouvaient être employés la nuit à partir de l'âge de 8 ans. La loi y mettait une condition ; elle spécifiait, en effet, qu'on compterait deux heures pour trois, c'est-à-dire près de six heures pour les enfants de moins de 12 ans et huit heures pour ceux de 12 à 16 ans.

Ces prescriptions étaient insuffisantes. On ne tarda pas à s'apercevoir, avant même la fin de la Monarchie de Juillet, que leur extension était trop étroitement limitée, et que dans la pratique leur application était nulle ou à peu près, faute d'une surveillance d'autant plus nécessaire qu'on était au début de la législation du travail. Dès le 15 février 1847, le gouvernement déposait un projet

de loi. Amendé dans un sens plus protecteur par la commission, il fut voté le 21 février 1848 mais n'aboutit pas, car il sombra avec le gouvernement de Louis-Philippe.

§ 2. — Législation de la 2^{me} République

Le gouvernement provisoire rendit un décret (2 mars 1848) limitant à 10 heures pour Paris, 11 heures pour la province, la durée quotidienne du travail dans les usines et manufactures. Il ne fut pas appliqué. L'Assemblée constituante fut bientôt saisie d'une proposition tendant à l'abroger et qui aboutit au décret-loi du 9 septembre 1848, (relatif aux heures de travail dans les usines et manufactures). Il limite en principe la journée de travail (Art. 1^{er}), prévoit des exceptions réglementées par décret (Art. 2), et établit une sanction (amende de 5 à 100 fr.) (Art. 4).

La loi du 4 mars 1851 (Loi relative au contrat d'apprentissage) protège une catégorie d'enfants que ne touchait pas la loi de 1841. Elle porte, en effet, qu'aucun travail ne pourra être imposé aux enfants pendant la nuit. (9 h. du soir à 5 h. du matin) et les dimanches et jours fériés (Art. 9). Cette loi générale s'étend donc aux apprentis

employés la plupart du temps dans les petits ateliers, notamment dans l'industrie de l'alimentation, et qui restaient en dehors de la loi de 1841.

§ 3. — Législation du second Empire

Préoccupé par d'autres questions, l'Empire s'inquiéta assez peu de législation ouvrière. Les dernières années du régime virent cependant apparaître un projet destiné à réformer la loi du 22 mars 1841 ; notamment en ce qui concerne l'inspection qu'il se proposait de créer. Mais il arrivait trop tard, et la guerre l'emporta comme la Révolution de février avait emporté l'autre. Cet effort ne fut pas perdu. A peine le pays était-il délivré de l'invasion étrangère, que M. Joubert reprenait l'initiative de 1870. Une commission fut nommée, et M. Tallon chargé du rapport à l'Assemblée nationale. La proposition de M. Joubert est devenue, après de longues discussions, la loi du 19 mai 1874.

§ 4. — Législation de la 3^{me} République

Nos désastres nous avaient fait réfléchir, on s'aperçut alors que chez notre vainqueur, une préoccupation militaire avait été le point de départ

du règlement prussien de 1839, motivé par l'intelligence des dangers que faisait courir à la puissance du pays la dégénérescence des populations industrielles. (1)

Cette considération, d'après certains auteurs, s'est ajoutée, dans le vote de la loi de 1874, aux considérations d'humanité qui seules avaient inspiré la loi de 1841. Cette opinion paraît bien conforme à nos préoccupations militaires d'alors (2). « L'Assemblée nationale, dit M. « Sauzet a eu par-dessus tout la préoccupation « d'avoir l'armée la plus nombreuse et la plus « solide possible, or en 1872, il n'était pas « utopique d'espérer opposer aux forces allemandes « des forces françaises numériquement égales. Nous « nous sommes tenus à cette idée pendant 30 ans, « dans toutes nos lois militaires, financières et « autres » (3). Pour réaliser ce plan de défense, il fallait bien mettre un frein à toutes les causes d'affaiblissement de la race, et par conséquent s'opposer au travail prématuré qui ne donne au pays, quand il ne les tue pas, que des jeunes gens débiles, impropres au service militaire.

La loi nouvelle (19 mai-3 juin 1874), beaucoup

(1) Saraute. — Thèse Paris 1900 p. 13.

(2) R. Jay. — Thèse Paris 1880 p. 20.

(3) Marc Sauzet. — *Cours de droit administratif*, 24 décembre 1907.

plus large que sa devancière repoussait à 12 ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel, mais elle permettrait à un décret de l'autoriser dès 10 ans dans certaines industries et pour une durée ne pouvant dépasser 6 heures par 24 heures. (C'était le travail de demi-temps). La durée du travail était limitée à 12 heures par jour. Le travail de nuit était interdit jusqu'à 16 ans pour les garçons et 21 ans pour les filles, (9 heures du soir et 5 heures du matin). Il y avait exception : 1° en cas de chômage ; 2° dans les usines à feu continu pour les travaux indispensables. Dans l'un et l'autre cas on ne pouvait y employer les enfants de moins de 12 ans. Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils pouvaient être exécutés, devaient être déterminés par règlement d'administration publique.

Ce qui distingue surtout cette loi de celle de 1841, c'est que le législateur non content de la voter, s'est encore inquiété de la faire passer dans la pratique, ne reculant pas devant une lutte difficile, contre des routines et des préventions coalisées. Dans ce but il édicta des pénalités assez sévères (amendes correctionnelles). Il créa aussi un corps spécial d'inspecteurs du travail, chargés d'assurer le respect de la loi et dont le zèle plein de fermeté plia les industriels récalcitrants à ses exigences.

Le décret prévu par l'article 6 de la loi intervint le 12 mai 1875. Nous ne l'examinerons pas en détail parce que, dans l'ensemble, il déborde notre sujet. Il présente cependant des particularités intéressantes qui méritent que nous en fassions état dans cette étude. Il est, en effet, le premier qui ait donné une liste des usines à feu continu. La loi ne les avait pas définies, le décret se contentera d'énumérer les industries admises à bénéficier de l'exception prévue à l'article 6.

Dans son remarquable commentaire de la loi de 1874, M. Tallon loue la sagesse dont a fait preuve le législateur en se confiant, pour déterminer les usines à feu continu, aux règlements d'administration publique, ceux-ci étant plus compétents pour résoudre les questions techniques. La confiance témoignée par cet auteur à l'Administration ne se trouvait pas mal placée ; le règlement de 1875 (22 mai, complété le 5 mars 1877), en effet, se conformait, suivant nous, très scrupuleusement à l'esprit de la loi. Nous voudrions pouvoir reprendre aujourd'hui, sans réserve aucune, le témoignage rendu par M. Tallon à l'œuvre de l'administration, nous aurons l'occasion de dire qu'elle n'a pas, dans la suite, justifié pareille confiance.

Pour connaître la véritable définition des usines à feu continu dans la loi de 1874, il faut nous

reporter au rapport présenté par M. Bérard à la sous-commission du Comité consultatif des Arts et Manufactures (1) chargé de cette étude préparatoire du décret du 22 mai 1875. « Votre sous-commission, disait le rapporteur, a pensé que « cette définition (usines à feu continu) ne pouvait « être appliquée qu'aux industries qui exigent « nécessairement l'emploi d'une source calorique « continue, et dans lesquelles le feu, élément « direct de fabrication, est un agent indispensable « de la transformation que l'on fait subir à la « matière ; les usines, où en même temps, ce feu « doit être entretenu constamment pour raisons « tirées, soit des dimensions du foyer, soit de la « température qu'il s'agit de maintenir, soit des « propriétés mêmes du produit fabriqué. » Il citait comme exemple d'industries entrant dans la définition, les fabriques de fonte employant des hauts fourneaux. Il prenait soin, afin de bien limiter son interprétation, d'écarter les établissements qui, comme les filatures par exemple, ne modifient la matière que par des procédés mécaniques, et qui n'emploient le calorique que comme source de force. Il faisait remarquer que, dans le langage administratif, ces dernières étaient justement appelées manufactures. « Pour résumer, disait-il,

(1) Cité par Tallon -- Op. cit. — Appendice, p. 519.

« nous avons pensé que les mots *usine à feu con-*
« *tinu*, avaient un sens limitatif, qu'ils avaient été
« employés pour désigner les établissements qui
« devaient nécessairement fonctionner sans inter-
« ruption, et les distinguer de l'universalité des
« établissements industriels qui pourraient à la
« rigueur et selon la volonté du patron, pour-
« suivre leurs opérations pendant la nuit. Nous
« devons ajouter, que l'avis de votre sous-com-
« mission concorde, selon toute apparence, avec
« l'intention du législateur ». Il appuyait son
affirmation sur le rapport de M. Tallon.

Nous avons tenu à citer le texte même du rapport de M. Bérard, car il a fidèlement interprété la pensée du législateur de 1874. Tel est aussi l'avis du rapporteur, M. Tallon. La chose n'a pas été admise unanimement par les commentateurs de la loi; MM. Nusse et Périn, notamment, ont soulevé des difficultés dans le détail desquelles nous n'entrerons pas (1), mais que nous signalerons cependant, car elles ne semblent pas étrangères à l'interprétation trop large et critiquable, selon nous, donnée par les auteurs du décret du 15 juillet 1893. Ils ont soutenu que les auteurs du décret de 1875 avaient outrepassé la mission que leur avait confiée l'Assemblée nationale, en limitant à cer-

(1) R. Jay. — Thèse Paris 1889

taines usines à feu continu une exception que le législateur avait voulu étendre à toutes, et ils citaient à l'appui l'article 6 de la loi.

Il faut bien reconnaître, tout en ne partageant pas la conclusion de ces auteurs, que le texte de la loi « néanmoins dans les usines à feu continu « les enfants pourront être employés la nuit ou « les dimanches et jours de fêtes aux travaux « indispensables » paraît bien donner à leur argumentation une base solide; il est vrai qu'une interprétation aussi large rend difficile celle du § 2 du même article 6 qui donne à l'administration pleins pouvoirs pour « désigner les travaux tolérés et le temps pendant lequel ils pourront être « exécutés ». Il nous semble plus vrai d'admettre qu'en parlant dans son article 6 § 1^{er} des usines à feu continu, le législateur a voulu limiter à cette catégorie le pouvoir qu'il conférait par le § 2 aux auteurs du décret, et les empêcher d'étendre cette autorisation à des usines autres que celles à feu continu. C'est l'opinion qui a été soutenue notamment par M. Jay.

Le système de MM. Nusse et Périn nous paraît beaucoup plus faible encore, si nous détachant du texte nous recherchons les intentions du législateur. C'est là un point de vue qu'il ne faut pas négliger. Si comme ces auteurs le prétendent, le décret de 1875 est illégal, les tribunaux n'auront

pas à en tenir compte, ils seront libres d'apprécier si telle usine remplit bien les conditions prévues par l'article 6 et par conséquent a le droit de bénéficier de l'exception ; alors, c'est le patron qui demeure juge de la question de savoir si oui ou non une usine est à feu continu et par conséquent peut employer des enfants la nuit, et ce droit, il l'exercera sous le libre contrôle du pouvoir judiciaire. Un tel système est inadmissible, il conduirait à l'incohérence, car là où le législateur, qui possède des moyens d'investigation particuliers, se serait reconnu incompétent à trancher une question technique, par une singulière ironie des choses, ce soin reviendrait à des tribunaux qui n'y sont préparés ni par leurs connaissances ni par leurs fonctions. Les questions à trancher étant des questions de fait, on ne pourrait pas encore espérer l'établissement d'une jurisprudence fixe et uniforme. Il est donc difficile d'admettre l'opinion de MM. Nusse et Périn qui conduirait à de telles conséquences. Nous croyons, avec la plupart des auteurs, avec le rapporteur de la loi lui-même, bien placé pour en connaître les intentions, avec la sous-commission du Comité consultatif des arts et manufactures, que les auteurs du décret de 1875 ont été de fidèles et scrupuleux interprètes d'une mission qui s'est trouvée bienfaisante.

Après cette digression un peu longue, mais

nécessaire cependant pour notre sujet, car elle en fixe un des points essentiels, revenons au rapport de notre sous-commission.

Nous y voyons que 26 industries avaient sollicité le classement — 4 seulement furent admises à bénéficier des avantages réservés aux usines à feu continu, dans le sens le plus étroit de l'expression. Les autres furent rejetées après une enquête des plus sérieuses. — M. Bérard, dans son rapport, ne s'étend pas sur les raisons qui motivèrent les rejets. « Nous sommes partis, dit-il, de ce principe que le travail de nuit étant une des plus fâcheuses nécessités de certaines opérations industrielles, il y avait lieu de l'interdire à l'enfant dans tous les cas où cette nécessité ne serait pas clairement démontrée ».

Les auteurs du décret n'eurent point à revenir sur une étude aussi sérieuse, ils sanctionnèrent en tous points l'avis de la sous-commission du Comité des arts et manufactures, et seules furent admises à bénéficier des exceptions prévues à l'article 6 de la loi : 1° les verreries ; 2° les hauts-fourneaux, forges, usines métallurgiques ; 3° les papeteries ; 4° les sucreries.

Suivant le vœu du législateur, le décret de 1875 déterminait encore les travaux auxquels, dans les industries fixées par la loi, les enfants pouvaient être employés. Nous les retrouverons, ainsi que

les règles fixant la durée du travail, lorsque nous étudierons le fonctionnement de la loi de 1892 qui ne les a pas changés.

La première loi véritablement protectrice des travailleurs, parce qu'elle avait su créer et organiser l'inspection du travail, devait facilement entrer dans les mœurs. Un an fut laissé aux industriels pour se conformer aux nouvelles exigences. L'adaptation fut rapide, si nous nous en rapportons aux premières propositions tendant à élargir encore le champ d'application de la loi de 1874. Elles datent de 1879, et sont dues à l'initiative de M. Martin Nadaud d'une part, d'autre part de M. Villain et plusieurs de ses collègues. On réclamait une réduction nouvelle de la durée du travail, on voulait reculer l'âge auquel les enfants cessent d'être protégés et surtout étendre aux femmes la protection réservée jusque-là aux enfants et filles mineures. Les propositions mises à l'étude, M. Richard Wadington déposa un rapport au nom de la Commission à la Chambre des députés le 11 juin 1880. Voté en première lecture le 30 novembre de la même année, la discussion fut plus longue lors de la deuxième délibération. La proposition votée cependant le 29 mars 1881 n'en fut pas moins repoussée par le Sénat le 24 février 1882.

MM. Richard Wadington et Martin Nadaud,

dès que les délais légaux furent expirés, reprirent la proposition le 10 décembre 1885. La Commission supérieure du travail étudia la question, et un projet fut présenté à la Chambre le 13 novembre 1886 par M. Lockroy, ministre du Commerce et de l'Industrie, et Demôle, garde des Sceaux, sur « la réglementation du travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie ». M. Richard Wadington chargé d'étudier le projet et les propositions réunis déposa son rapport le 13 décembre 1887. Voté à la Chambre, le projet fut transmis au Sénat le 8 mars 1889, le rapporteur était M. Charles Ferry. Profondément modifié, le projet revint à la Chambre le 19 décembre 1889. Au Sénat le 13 février 1891, modifié à nouveau après un rapport de M. Tollain le projet passa à la Chambre le 16 novembre 1891. Au Sénat le 21 décembre 1891, nouveau rapport Tollain, le projet retourna enfin à la Chambre le 2 avril 1892 et après un rapport de M. Sibille, présenté le 18 juin, il fut enfin voté sans modification.

Ainsi, douze longues années s'étaient écoulées entre les premières propositions Nadaud-Villain et le vote de la loi; entre temps, le projet avait subi des modifications profondes. Avec énergie, la Chambre haute a fait échec au Palais-Bourbon, par un rejet et quatre modifications

successives de son texte. Malgré cette tenacité la Chambre ne se découragea pas et le Sénat dut enfin céder.

La bataille s'était livrée autour de la protection de la femme. Le principe est bien entré dans la loi, grâce peut-être aux vœux émis dans ce sens par la Conférence de Berlin. Mais ce n'est qu'au prix de nombreuses exceptions que le vote du Sénat lui fut acquis. Il fallait cependant en finir avec ce débat qui menaçait de s'éterniser. Les intérêts défendus par les deux Chambres étaient trop différents pour qu'une nouvelle tentative de conciliation donnât l'espoir de les réunir. C'est ce que la Chambre des députés a compris. Dans la séance du 29 octobre 1892, le rapporteur de la loi, M. Sibille, répondant à M. Dron, s'exprimait ainsi : « Le projet réalise au point de vue social des progrès considérables. Des votes émis, des renseignements recueillis, il résulte que l'accord entre les deux Chambres, accord nécessaire pour qu'une solution intervienne, ne pouvait s'établir sur d'autres bases. Par conséquent, l'intérêt des travailleurs exige et commande une adoption immédiate pure et simple ». La Chambre se rangea à ces sages observations, elle adopta, sans le modifier, le texte qui venait de lui être transmis par le Sénat, si bien, qu'on a pu dire que la loi était née de la lassitude du Parlement. Nous n'en

voulons pour preuve que les paroles de M. Sibille.

La loi de 1892 abrogeait celle de 1874 ; elle annonçait, dans son article 30, que les règlements d'administration publique, nécessaires à l'application de la loi, seraient rendus après avis de la Commission supérieure du travail et du Comité consultatif des arts et manufactures. (Les règlements concernant nos usines à feu continu sont intervenus les 13 mai et 15 juillet 1893).

PREMIÈRE PARTIE

La Loi du 2 Novembre 1892

CHAPITRE PREMIER

Le principe de l'interdiction du travail de nuit

Nous venons de retracer les origines de notre législation protectrice du travail, en faisant une rapide analyse des lois de 1841 et 1874. Nous avons vu combien de difficultés avaient entravé les projets qui sont devenus la loi de 1892. Avant d'examiner les difficultés d'application qu'elle a soulevées, nous devons dire quelques mots des réformes qu'elle accomplissait. Fondée sur le même principe que la loi de 1874, elle s'est substituée à elle

en l'élargissant. C'est ainsi qu'elle a élevé à treize ans l'âge d'admission des enfants dans les ateliers, fixé à douze ans par la loi de 1874 et à huit ans par celle de 1841 ; elle a réduit également la durée du travail pour les garçons de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes, et elle a posé le principe de l'interdiction du travail de nuit des femmes sauf certaines tolérances. C'était là, la grande réforme de 1892, celle qui eut le plus de peine à se faire admettre dans la loi. Les libéraux qui n'avaient admis la protection des enfants qu'à cause de leur caractère de mineurs protestaient contre les prétentions de la majorité qui, à leurs yeux, ne pouvaient réclamer la protection de la femme qu'en l'assimilant à un mineur. A ce point de vue purement juridique, l'assimilation eut été puérile, mais la raison était autrement respectable et profonde, elle était essentiellement morale et sociale, et finit par triompher de ces subtilités.

Parmi toutes les lacunes de notre loi, et de notre législation du travail en général — elles sont nombreuses encore, malgré les progrès de ces dernières années — la question du travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu semble avoir peu préoccupé le législateur français, elle constitue dans nos trois grandes lois ouvrières de 1841, de 1874 et 1892, une exception au principe

de la suppression du travail de nuit pour le personnel protégé.

A la Chambre, aussi bien qu'au Sénat, dans les travaux préparatoires, toutes les questions furent examinées, tous les arguments invoqués dans le débat. Les défenseurs du système de la liberté du travail exposèrent à nouveau leur théorie intransigeante, d'autres admettaient bien la protection pour l'enfant mais se refusaient à l'étendre à la femme majeure. « Il faut, disait M. Yves Guyot, « éviter l'intervention de l'Etat dans les contrats « relatifs au travail. S'il est prudent de l'admettre « à l'égard des enfants et des jeunes filles mineures, « il n'y a pas lieu d'y avoir recours, lorsqu'il s'agit « des hommes et des femmes adultes. Les règles « exagérées auraient pour résultat de ramener « à ce que l'on appelait en 1848 le droit au « travail ».

Plus nombreux étaient ceux qui faisant un pas de plus, demandaient aussi pour la femme l'intervention de la loi, car disaient-ils, protéger l'enfant et non la femme est un non sens (1). Ces

(1) de Mun. — Séance 2 février 1891. « Il y a un mot terrible dans les dépositions qui sont là, c'est un ouvrier qui l'a dit, et les ouvriers ont souvent des mots qui entrent dans le cœur. — Cet ouvrier raconte l'histoire de ses propres enfants; il dit que ceux qu'il a eus pendant que sa femme travaillait la nuit, sont venus au monde mort-nés, ou sont morts presque tous à un ou deux ans. Et il ajoute en finissant : que le travail de nuit est un mangeur d'enfants. Voilà

derniers l'emportèrent et le principe fut inscrit dans la loi. Parmi les dérogations qui y furent apportées et dont beaucoup se justifient, la plupart eurent l'honneur d'une discussion. Une seule cependant, celle qui, par les circonstances particulièrement pénibles dans lesquelles elle s'exerce, aurait dû spécialement attirer l'attention du Parlement : le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu, n'a été ni discutée, ni définie, ce soin a été laissé à un règlement d'administration publique. Et cependant on se trouvait en présence d'un travail anormal, car il se fait la nuit, malsain, parce que pratiqué au milieu de gaz ou de vapeurs provenant de l'impureté des produits employés, pénible enfin entre tous, par le fait qu'on l'accomplit au milieu d'une atmosphère surchauffée à une température trop élevée pour que la machine humaine puisse s'y adapter.

La question était aussi importante par le nombre des travailleurs en cause. Plus de 11.000 enfants sont occupés à un travail qui dépasse leurs forces

le mot cruel, le mot terrible qui est dans vos dossiers. Il éclairé la situation. — Il ajoute, cet ouvrier, que depuis que sa femme a renoncé au travail de nuit ses enfants vivent. — Eh bien, certes, le travail qui épuise les femmes est terrible pour elles; mais il a en outre pour conséquence de tuer les enfants ou de les étioier, prenez y garde ! alors ce n'est plus seulement une question industrielle que nous agitions ici, ce n'est plus seulement une question de l'intervention de la loi dans le travail des fabriques, c'est une question nationale »

et si pénible que leur recrutement est devenu un problème inquiétant pour les industries qui les emploient.

Cette situation douloureuse aurait dû émouvoir le législateur, il n'en a rien été, l'exception est passée comme si elle avait eu un droit acquis contre le principe nouveau qui entraînait dans la loi. Devons-nous accuser le législateur de 1892 de cette défaillance ? non pas certes, il avait à surmonter trop de difficultés. Au Sénat surtout, il devait lutter contre les partisans du laisser faire, et son œuvre contient trop de bonnes choses pour que nous songions à l'incriminer de n'avoir pas tout fait à la fois. Ce qui nous surprend seulement, c'est que la question des usines à feu continu n'ait pas été discutée, qu'on n'ait pas cherché au moins à les définir, à limiter étroitement l'œuvre de l'administration. Il y a là une lacune d'autant plus regrettable que les auteurs du décret de 1893 n'ont pas su résister à certaines pressions, et ont eu la faiblesse d'écrire dans leur œuvre huit exceptions, alors que le décret de 1875 n'en avait écrit que quatre. C'était un recul d'autant plus surprenant qu'il correspondait à une loi de progrès ; personne, en effet, n'oserait soutenir que la loi nouvelle n'était pas un progrès sur celle de 1874, dont elle était l'image agrandie et perfectionnée.

Quoi qu'il en soit de notre opinion sur le

décret de 1893, nous n'en retiendrons que ce fait : c'est que, si pendant vingt ans, quatre industries ont pu se passer du travail de nuit des enfants, elles n'auront pas à nous préoccuper outre mesure lorsque nous étudierons l'effet que pourrait produire sur ces industries la suppression du travail de nuit. Il ne nous en restera que quatre, et parmi elles, deux nous retiendront plus longuement : la métallurgie et la verrerie.

L'interdiction du travail de nuit, dont le principe existait déjà pour les jeunes garçons de moins de 16 ans, était étendue aux jeunes gens de moins de dix-huit ans et aux femmes de tout âge, par l'article 4 de la loi.

ART. 4. — « *Les enfants de moins de dix-huit ans, les filles mineures et les femmes, ne peuvent être employées à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}. (Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers, et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïcs ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi). Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est considéré comme travail de nuit. Toutefois, le travail sera autorisé de*

4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins. etc... ».

Ainsi donc, aux termes de l'article 4 de la loi, le travail de nuit, c'est tout travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

A la séance du 16 juin 1888, plusieurs amendements avaient été déposés dans le but d'étendre la nuit légale, par MM. Martin Nadaud (6 heures du soir à 7 heures du matin), Camélinat (8 heures du soir à 6 heures du matin), Keller (7 heures du soir à 5 heures du matin). Mais la Chambre venant par 282 voix contre 227 de repousser l'interdiction du travail de nuit pour les femmes majeures, MM. Camélinat et Nadaud retirèrent leur amendement. « En présence du vote que la Chambre vient d'émettre, disait M. Camélinat, vote que nous considérons comme portant un coup terrible à la loi, nous retirons notre amendement ». Seul, M. Keller maintint le sien, il demandait à ceux qui tiennent à respecter la vie de famille de le voter. La Chambre n'en admit pas moins le texte proposé par la Commission. Lors de la seconde délibération, M. Gabriel (2 février 1891) avait proposé de considérer comme travail de nuit celui qui serait exécuté entre 6 heures du

soir et 6 heures du matin. Cette proposition devait être également repoussée.

Tous ces amendements s'inspiraient de législations étrangères. La définition du travail de nuit est plus large, en effet, chez la plupart de nos voisins. La nuit légale s'étend en Autriche, de 9 heures du soir à 6 heures du matin; en Allemagne, de 8 h. 1/2 à 5 h. 1/2; en Angleterre, de 9 heures à 6 heures; en Hollande, de 9 heures à 5 heures.

Notre loi de 1892 fixait donc comme la loi hollandaise la nuit légale entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Les raisons qui ont fait interdire le travail de nuit n'exigent pas de longs développements, elles sautent aux yeux. Le principe qui a dicté cette prescription est le même qui a amené le retard progressif dans l'admission des enfants au travail industriel et la diminution des heures de travail : il ne faut pas par un travail prématuré, prolongé ou anormal, arrêter le développement physique, intellectuel ou moral de l'enfant. Telle est la formule qui peut le résumer.

Personne certes ne songera à contredire que le travail de nuit est anormal; la constitution physique de l'homme est adaptée à celle du monde extérieur. La succession des jours et des nuits a aussi sa raison d'être pour l'homme. La lumière

du jour lui a été donnée pour lui permettre de vaquer à ses occupations et de pourvoir à ses besoins ; l'obscurité de la nuit lui était nécessaire pour reposer en paix et l'équilibre de son organisme dépend de son respect pour cet ordre naturel des choses. S'il en était besoin, la pratique de tous les peuples viendrait confirmer cette évidente vérité. Aussi, lorsqu'une pratique universelle se trouve un instant contrariée, nous devons chercher à cette anomalie une cause étrangère à la nature de l'homme.

Pour expliquer le travail de nuit et son effrayante extension à notre époque, il nous faut en voir la cause dans la révolution industrielle qui, en modifiant de fond en comble et rapidement le monde du travail, n'a pas permis à l'homme de se ressaisir. Sa vie comme sa production ont été prises dans l'engrenage du mouvement nouveau ; les exigences de la consommation, l'imperfection de l'outillage industriel, l'ont poussé à contredire sa nature en se livrant au travail nocturne. De ce fait, une perturbation grave a été apportée à son organisme. Mais fermement, nous espérons qu'il n'y a là qu'un désordre accidentel, il nous paraît certain que la cause du mal porte en elle le remède spécifique. De plus définitives découvertes détruiront l'effet désastreux occasionné par d'insuffisantes inventions ; l'application

de doctrines plus larges réparera les maux créés ou perpétués par des théories trop étroites ou des concepts trop absolus.

Mais ce travail de nuit, toujours déplorable, devient particulièrement odieux lorsqu'il s'applique à des enfants non encore développés. Pour eux, il n'est pas seulement la cause d'une fatigue de plus, il est antiphysiologique, il contrarie leur croissance, il prépare des hommes débiles, inaptes aux fonctions auxquelles ils sont destinés. A travers leurs personnes il compromet les espérances lointaines de la nation.

Ajoutons que ce travail a lieu dans de détestables conditions hygiéniques, dans des usines surchauffées, au milieu des émanations provenant de machines qui ont marché toute la journée, des odeurs de graisse et d'huile, dans des ateliers étroits et souvent mal aérés. Etat de choses qui, sur l'organisme encore si frêle de l'enfant, a une répercussion si désastreuse, que de nos jours les physiologistes ont poussé le cri d'alarme. Ils se sont insurgés contre l'écrasant surmenage du travail de nuit. Facile à concevoir, d'ailleurs, ce surmenage, et sans être nous-même médecin, il nous est cependant aisé d'en suivre tout le navrant processus. Après un repos souvent insuffisant ou incomplet, l'enfant arrive à son usine, il entre dans son atelier, et tout de suite, brusquement,

sans transition ; le voilà « attelé » à son travail habituel. Autour de lui, les machines ronflent et tournent dans un perpétuel et exacerbant bruit monotone. Placé devant l'une d'elles, le jeune apprenti va répéter les mêmes actes de demi-inconscience, dont l'indispensable et absolue précision fait bientôt de lui un émule de la machine qu'il mène. Et lorsque la nuit est venue, les paupières battantes, sous la clarté des lampes électriques qui lui brûlent ses yeux lourds d'insomnie, il luttera contre le sommeil, et alors, à son insu, pour ne pas succomber à la fatigue qui l'accable, il devra demander à une passagère surexcitation nerveuse la force que lui refuse son organisme déprimé.

Ce travail de nuit est souvent d'autant plus pénible qu'il vient s'ajouter à celui de la journée. Quand les équipes sont incomplètes, pour une raison ou pour une autre, il faut bien combler les vides, et pour cela on prend tout ce qui tombe sous la main, les enfants aussi bien que les adultes.

Les raisons morales ne sont pas moins impérieuses que celles tirées de l'hygiène. Il suffit, pour s'en rendre compte, de penser à la situation de ces enfants, qui passent leur vie dans la promiscuité de l'usine dans une confusion des deux sexes, au milieu de l'obscurité, mélangés à des

hommes, chez qui le souci de la moralité est une des moindres préoccupations.

C'est pour tout cela que la loi a interdit le travail de nuit aux enfants de moins de dix-huit ans, d'une façon absolue, sans distinguer entre les usines et les ateliers. L'interdiction générale s'applique également aux établissements publics ou privés de charité ou non et à leurs dépendances.

CHAPITRE II

La Suppression du travail de nuit et les usines à feu continu

Cette interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants de moins de dix-huit ans, comportait des exceptions parmi lesquelles figure celle relative aux usines à feu continu prévue à l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892.

ART. 6. — « Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin, peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine. Les travaux tolérés, et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. »

Ce règlement, intervenu le 15 juillet 1893, désigne 8 industries : 1° Distilleries de betteraves. 2°

Fabriques d'objets en fer et fonte émaillée. 3° Usines pour l'extraction des huiles. 4° Papeteries. 5° et 6° Fabriques et raffineries de sucre. 7° Usines métallurgiques. 8° Verreries.

Ainsi, aux termes de l'article 6, toute cette législation protectrice, dont nous avons jusque là suivi la lente élaboration dans le temps, et marqué les trois grandes étapes de 1841, 1874 et 1892 s'efface pour les enfants et les femmes de nos usines à feu continu — du moins pour les travaux tolérés par les décrets auxquels nous allons arriver. — De toute cette réglementation protectrice, une seule clause persiste : c'est l'obligation de donner au personnel protégé le repos hebdomadaire. Non point un repos collectif du dimanche, comme semblait l'indiquer l'usage, mais un jour quelconque au choix du patron. Cette mesure a été depuis étendue à tous les ouvriers du commerce et de l'industrie par la loi du 13 juillet 1906. Les termes de la loi de 1892, trop généraux, avaient besoin de précisions. Elles ont été apportées par les décrets des 13 mai et 15 juillet 1893. Pour la partie qui nous concerne ils s'exprimaient ainsi :

Décret des 15 - 26 juillet 1893 « relatif au travail des enfants, filles mineures et femmes. »

..... ART. 4. — « *Dans les usines à feu continu*
« *où des femmes majeures et des enfants du sexe mascu-*

lin sont employés la nuit, les travaux tolérés pour ces deux catégories de travailleurs sont les suivants :

- | | |
|---|--|
| « 1° Betteraves (distilleries de) : enfants et femmes | Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, aider aux batteries de diffusion et aux appareils disillatoires. |
| « 2° Fer et fonte émaillée (fabriques d'objets en) : enfants | Manœuvrer à distance les portes des fours. |
| « 3° Huiles (usines pour l'extraction des) : enfants | Remplir les sacs, les secouer après pesage, porter les sacs vides et les claies. |
| « 4° Papeteries : enfants et femmes | Aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier. |
| « 5° et 6° Sucres (fabriques et raffineries de) : enfants et femmes | Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre les toiles, laver les appareils et ateliers, travailler le sucre en tablettes. |

- « 7° Usines métallurgiques : enfants Aider à la préparation des lits de fusion, aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour les objets de fonte moulée, de rangement des paquets, des feuilles, des tubes et des fils.
- « 8° Verreries : enfants Présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage et au moulage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets, le tout dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 13 mai 1893.

« Lorsque les enfants et femmes majeures sont employés toute la nuit, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos d'une durée au moins égale à 2 heures. La durée du travail effectif ne peut d'ailleurs dépasser, dans les 24 heures, 10 heures pour les femmes et les enfants. »

Le décret du 13 mai 1893 « relatif au travail des

enfants, filles mineures et femmes dans les manufactures », prescrit des mesures d'ordre et de sécurité, concernant certaines de nos industries.

..... ART. 7. — « Les enfants au-dessous de treize ans, ne peuvent, dans les verreries, être employés à cueillir et à souffler le verre. Au-dessus de treize ans, jusqu'à seize ans, ils ne peuvent cueillir un poids de verre supérieur à mille grammes. Dans les fabriques de bouteilles et de verre à vitre, le soufflage par la bouche est interdit aux enfants de moins de seize ans. Dans les verreries où le soufflage se fait par la bouche, un embout personnel sera mis à la disposition de chaque enfant de moins de dix-huit ans.

ART. 8. — « Il est interdit de préposer des enfants au-dessous de seize ans, au service des robinets à vapeur.

ART. 9. — « Il est interdit d'employer des enfants de moins de seize ans, en qualité de doubleurs, dans les ateliers où s'opèrent le laminage et l'étirage de la verge de tréfilerie. Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux ateliers dans lesquels le travail des doubleurs est garanti par des appareils protecteurs. »

Telles sont les dispositions des décrets rendus en exécution de la loi. La chose qui nous frappe

le plus (1), à la lecture de ces textes, nous l'avons déjà signalé sans nous y arrêter, c'est que l'administration de 1893 a cru devoir étendre à 8 industries, (fabriques et raffineries de sucre étant réunies sous un même numéro), l'exception que le décret de 1875 avait, en s'appuyant sur de très solides arguments, réservé à 4 seulement. Voyons les motifs qui ont été donnés au Comité des arts et manufactures. (2)

« Nous avons pensé, dit le rapporteur à la sous-commission, que l'on devait assimiler aux fabriques de sucre les raffineries de sucre et les distilleries de betteraves. Les raisons tirées de la matière première et du genre de travail qui ont déterminé l'inscription des sucreries dans la catégorie des usines à feu continu, sont applicables aux raffineries et distilleries et justifient l'assimilation,

« De même les fabriques d'objets en fer et fonte émaillée se rapprochent des usines métallurgiques

(1) Cette remarque ne nous est pas personnelle, elle a été formulée dès 1893, par l'inspecteur de la 2^e Circ., M. Boyer. « On avait su tout accueilli, comme un immense progrès « réalisé, la suppression complète du travail de nuit. Grande « a été la désillusion à l'apparition des règlements d'administration publique, accordant à certaines industries la « faculté de prolonger le travail au-delà des premières limites « fixées ». Rapp. 1893, p. 61. Le même inspecteur, en 1896. Rapp. p. 39, pose la question de la suppression complète du travail de nuit.

(2) Cité par Louis Bouquet : *Règlementation du travail dans l'industrie*, p. 77 et suiv.

par la continuité des feux et la température constante et élevée qu'il faut maintenir dans les mouffles,

« Les huileries sont dans la nécessité de soumettre les graines oléagineuses à une température et à une pression constantes. Si un refroidissement survient, les matières albuminoïdes contenues dans les cellules végétales en même temps que l'huile se coagulent et emprisonnent le corps que la pression ne fait plus sortir ».

Ces raisons ne sont pas sans valeur, nous le reconnaissons, elles, nous montreraient, s'il en était besoin, que l'autorisation du travail de nuit pour les enfants faciliterait le travail dans beaucoup d'industries en dehors des huit qui en bénéficient. Mais la chose nous importe assez peu. L'extension de la nomenclature des usines à feu continu en 1893 se justifie d'autant moins que le système plus réduit de 1875 était entré dans les mœurs, et que ce recul n'avait pas été demandé par le Parlement. Les résistances du Sénat étaient venues, en effet, de la protection du travail des femmes.

De nombreuses demandes de classement parmi la catégorie d'industries prévues à l'article 6 avaient été repoussées, notamment pour les fabriques de pain de guerre (lettre ministérielle du 10 juin 1897) ; fabriques de faulx (lettre ministérielle du 11 novembre 1897 et 8 décembre 1898) ; fabriques de charbon pour électricité (lettre ministérielle du

21 novembre 1898); amidonneries (lettre ministérielle du 16 octobre 1895). Pour ces dernières, le Comité consultatif des arts et manufactures avait fait remarquer que si dans l'intérêt de l'entreprise des femmes étaient employées au service de l'étuve, leur présence n'y était pas indispensable ; il observait encore que s'il était préférable de maintenir le feu d'une façon continue dans les amidonneries, il ne s'en suivait pas qu'elles possédassent le caractère d'usines à feu continu dans le sens attribué à cette expression par le législateur.

CHAPITRE III

Problèmes généraux soulevés par l'application de l'article 6 de la loi de 1892 aux usines à feu continu.

Le travail des usines à feu continu comporte nécessairement une série d'équipes plus ou moins nombreuses se succédant à la même tâche et dont les combinaisons peuvent beaucoup varier. Nous n'entreprendrons même pas de les énumérer. La pratique du travail continu a conduit les industriels à choisir les types les plus simples, ceux qui exigent le moins de complications administratives

Ils se ramènent à trois, les seuls qui nous arrêteront : 1° travail à deux équipes ; 2° travail à trois équipes ; 3° travail par relais.

§ 1^{er}. — Travail à deux équipes

Avec l'organisation à deux équipes, la continuité des opérations industrielles ne se conçoit pas en

dehors d'un travail de 12 heures pour chaque équipe, sans distinguer entre les hommes et les enfants, dont les tâches respectives sont étroitement liées les unes aux autres.

Mais s'il en est ainsi, on aperçoit bien vite qu'un travail de 12 heures est en opposition formelle avec la loi du 2 novembre 1892 qui limite à 10 heures la durée du travail des enfants mineurs de 18 ans.

Ce système a cependant été parfois pratiqué depuis 1892. Les inspecteurs l'ont mentionné notamment dans la papeterie.

Illégale pour les enfants, cette organisation ne l'était pas pour les adultes (ils pouvaient travailler 12 heures en vertu de la loi du 9 septembre 1848) elle l'est devenue depuis la loi du 30 mars 1900 qui limite à 10 heures la durée du travail des adultes employés dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants. De sorte qu'aujourd'hui, lorsque le travail est vraiment continu, le système des deux équipes ne se conçoit plus légalement. Il est vrai que rarement, la continuité de la fabrication est telle qu'elle ne permette pas de très courts arrêts. Dans la plupart des cas, il est possible de concevoir l'organisation à deux équipes avec un repos d'une heure au milieu du travail et un intervalle du même temps entre le départ d'une équipe et l'arrivée de l'autre. Ainsi, la présence de l'équipe

est bien de 12 heures, mais son travail ne dépasse pas les 10 heures permises par la loi de 1900. De cette façon le travail à deux équipes est légal même pour les enfants.

Mais si une telle organisation peut arriver à satisfaire les prescriptions de la loi, elle se heurte à une difficulté très grave, qu'il nous faut maintenant étudier, et qui tient à la nécessité de l'alternance.

§ 2. — L'Alternance

A moins de supposer, en effet, que dans une industrie où le travail se poursuit jour et nuit sans interruption, les mêmes hommes travaillent toujours la nuit, et les autres continuellement le jour, — ce qui est inadmissible, à cause de la nature extrêmement pénible du travail, — il vient tout naturellement à l'esprit de se demander comment l'équipe de jour peut passer au service de nuit et inversement, sans que le travail soit interrompu, et sans que soient violées : la loi de 1848, qui interdit de prolonger au delà de douze heures la durée du travail journalier des hommes, et, à plus forte raison, la loi du 30 mars 1900, qui limite à dix heures cette durée pour les hommes travaillant dans les mêmes locaux que des femmes ou des

enfants. Telle est la question qui, pendant de longues années, a préoccupé les industriels comme les inspecteurs du travail (1), sans qu'aucun ait pu la résoudre d'une manière heureuse, en dehors de solutions d'espèces plus ou moins élégantes (2), et cela, parce qu'ainsi posé et limité dans ces termes, le problème était insoluble.

En supposant, en effet, la journée de travail de douze heures — c'était la durée maxima et le plus généralement employée avant 1900 — et le travail organisé de manière que l'équipe A soit occupée de 6 heures du matin à 6 heures du soir, et l'équipe B de 6 heures du soir à 6 heures du matin ; il fallait, pour opérer l'alternance, ou bien, dans un premier système, prolonger pour l'équipe A, le travail commencé à 6 heures du matin jusqu'au lendemain à 6 heures, c'est-à-dire lui imposer un travail de 24 heures consécutives, précédées et suivies d'un repos de 12 heures, pour continuer ensuite comme équipe de nuit la journée normale de 12 heures. Pendant ce temps, l'équipe B se

(1) Rapports sur l'application des lois et règlements, 1893 : 5^e Circ. p. 122, 1894 : 9^e Circ., p. 315, 1896 : 5^e Circ., p. 118, 1897, p. xxxi, p. 37, 1899 : 7^e Circ., p. 331 ; 9^e Circ., p. 430 ; 1901, 6^e Circ., p. 215.

(2) On avait proposé notamment le dédoublement d'une équipe (Rap. 1898 : 7^e Circ., p. 274 ; 1900, 5^e Circ., p. 187). On comprend facilement que ce système ne peut convenir à toutes les industries.

reposait 24 heures, précédées et suivies d'un travail de 12 heures; elle devenait alors équipe de jour. L'alternance suivante était opérée sur l'équipe B, qui devait à son tour supporter un travail de 24 heures ininterrompues. De cette manière, pour chaque équipe, le repos de 24 heures pris tous les quinze jours était acheté par un travail de 24 heures dans la même quinzaine.

Dans un second système, le poids de l'alternance était partagé chaque fois par les deux équipes, qui faisaient chacune 18 heures de travail et prenaient 18 heures de repos.

Enfin dans un troisième système, pour ne retenir que les principaux (1) — car on peut varier beaucoup les combinaisons, — l'alternance était réglée de la façon suivante : l'équipe A, de jour, après ses 12 heures de travail, prenait seulement 6 heures de repos, puis faisait 6 heures de travail de nuit, et après 12 heures de repos, elle devenait équipe de nuit. Il y avait bien là 18 heures de travail dans la même journée, mais elles étaient coupées par un repos de 6 heures.

Ainsi, d'une manière comme de l'autre, les 12 heures de travail journalier permises par la loi de 1848 se trouvaient dépassées. Pendant long-

(1) Voir d'autres systèmes, décrits par les inspecteurs. Rapp. 1847-8^e Circ. p. 307. 1900, p. LXX. 1^{re} Circ. p. 22. 1903, p. LII.

temps, faute d'issue, on laissa violer cette loi qui jusqu'à 1883 (2), avait été très peu appliquée. On essaya bien de légaliser cette pratique, autant du côté patronal que du côté de l'inspection. Le travail de 24 heures, disait-on, puisqu'il est précédé et suivi d'un repos de 12 heures, n'est pas en opposition avec la loi de 1848 ; les limites de la journée n'étant pas fixées, il suffira de diviser le travail en deux périodes de 12 heures ; d'attribuer, la première à une journée et la seconde à l'autre, les vingt-quatre heures chevauchant sur deux journées, la loi est respectée. C'était singulièrement tenir au respect de la loi que d'imaginer un raisonnement aussi subtil, il pouvait à la rigueur satisfaire le texte, mais il allait manifestement contre le désir de la loi, qui était de s'opposer à une trop longue journée de travail.

La plupart des industriels eurent la sagesse de ne pas chercher une justification à une pratique qui n'en avait pas, ou n'en avait d'autre que la continuité du travail, et la volonté bien arrêtée de la part des chefs d'établissements, de ne pas se créer, par le recours à un régime plus complexe, une gêne de plus. Les inspecteurs, trop préoccupés par les difficultés que soulevait la loi nouvelle,

(2) Loi 16 février 1883, qui charge l'inspection de faire appliquer la loi de 1848.

dans son application aux femmes et aux enfants, trop peu nombreux pour la tâche immense qui leur était confiée, oublièrent de faire exécuter la loi de 1848.

Pour être juste, il faut dire aussi que les patrons avaient eu, du fait de la loi, de nombreuses réformes à accomplir dans leurs industries. Transformations coûteuses d'une part, mais aussi et surtout, qui troublaient leurs habitudes d'autorité sans contrôle dans leurs établissements. C'est dans cet effort et ce sacrifice qu'on leur imposait, qu'il faut chercher le secret et l'excuse de certaines résistances. Malgré tout, avec un peu de bonne volonté, l'emploi des équipes de remplacement eût été possible, c'est ce que nous tenions à signaler. Ajoutons qu'on ne les inquiéta d'ailleurs pas ou fort peu et que ce système a duré jusqu'en 1906. Le décret du 28 mars 1902, rendu en exécution de la loi du 9 septembre 1848, est venu rendre légale la pratique de l'alternance pour les hommes adultes, dans les usines à feu continu (1). La loi du 13 juillet 1906 apportait la

(1) (Art. 4). Pour les « travaux des ouvriers employés soit au service des fours, soit à d'autres opérations Quand le service ou les opérations doivent rester continus pendant plus d'une semaine », il accorde « faculté illimitée pendant un jour, pour permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins ».

solution la plus heureuse par le repos hebdomadaire, imposé à toutes les industries, et qui allait permettre de profiter de ce jour pour régler l'alternance sans surcharge de travail.

Cette pratique de l'alternance, qui n'est autorisée que depuis 1902 et pour les seuls adultes, n'aurait pas dû nous arrêter. Nous avons dû cependant l'étudier, car elle a été imposée à de nombreux enfants, en violation de la loi. Les rapports des inspecteurs signalent souvent le cas d'enfants faisant 24 heures consécutives. C'était un des abus les plus révoltants. Il revêtait parfois une forme plus excessive, lorsque, par accident, un ouvrier manquait à l'équipe montante, il était remplacé par un de ses camarades de l'équipe descendante qui pouvait voir son travail atteindre quarante-huit heures consécutives, lorsque le doublage avait lieu au jour de l'alternance (1).

§ 3. — Le problème de l'alternance résolu par l'organisation de 3 équipes de 8 heures

Avant même la loi du 30 mars 1900, certains patrons avaient adopté le seul moyen simple et .

(1) Rapp. 1906, p. XLVIII, 5^e circ. p. 122.

efficace d'éviter une trop longue journée de travail : l'organisation du travail à trois équipes.

Supposons trois équipes : A, travaillant de minuit à 8 heures ; B, de 8 heures à 4 heures du soir ; et C, de 4 heures à minuit. Il est facile de comprendre qu'une telle organisation permet de régler l'alternance sans imposer une aussi longue journée de travail que dans les systèmes présentés plus haut (1). Ici, pour produire le changement désiré entre B., C. et A., il suffira de diminuer de moitié le repos de deux équipes et de tripler au contraire celui de la troisième. Supposons l'équipe A parvenue à la fin de ses 8 heures, on va lui substituer C au lieu de B et lorsque C aura fait ses 8 heures, A viendra de nouveau travailler le même temps et B le remplacera, il se sera donc produit la succession suivante :

<u>A</u>	<u>B</u>	<u>C</u>	<u>A</u>	<u>C</u>	<u>A</u>	<u>B</u>	<u>C</u>	<u>A</u>
min.	8 h.	4 h.	min.	8 h.	4 h.	min.	8 h.	4 h.
			min.					min.

Ainsi donc le jour de l'alternance A et C n'auront eu que 8 heures de repos entre deux périodes de 8 heures de travail. B au contraire jouira d'un repos ininterrompu de 36 heures. Aux alternances suivantes, le repos sera reporté successivement

(1) Un inspecteur (Rap. 1900 p. 68) proposait une loi imposant les trois équipes à toutes les usines à feu continu.

sur A et sur C. Ainsi toutes les trois semaines, par exemple, une équipe se reposera 36 heures, alors que les deux autres ne prendront que 8 heures.

On pourrait aussi bien, avec les trois équipes, ne changer que l'ordre de deux, lors de l'alternance, mais ce système paraît moins pratique, il n'assurerait que 24 heures de repos à chaque équipe, et toutes les trois semaines; or l'avantage des 36 heures est incontestable, c'est le principe de la semaine anglaise et le seul moyen d'assurer un jour véritable de repos.

Avant la loi du 30 mars 1900 on se demandait justement pourquoi des industriels qui pouvaient légalement remplir la journée par le travail de deux équipes de 12 heures préféraient recourir à trois de 8 heures. Quels que soient les salaires distribués, il semble difficile, en effet, dans l'état actuel des choses, de pouvoir réduire de $\frac{1}{3}$ le salaire de chaque ouvrier, car en somme, c'est à ce résultat que semble amené un patron désirant ne pas élever le prix de revient de ses produits fabriqués, et qui fait travailler à la même tâche trois ouvriers au lieu de deux dans une journée de vingt-quatre heures.

Dans la pratique, les choses ne se passent cependant pas ainsi, on admet généralement, et c'est l'expérience industrielle qui l'enseigne tous

les jours, que l'homme qui ne fournit que 8 heures de travail produit proportionnellement davantage que celui qui travaille 12 heures, ses membres mieux reposés, son esprit plus libre, lui donnent une facilité et une puissance de travail, que l'ouvrier exténué ne connaît pas.

D'autre part la pratique du travail aux pièces permet au patron de se retrouver. Au point de vue des ouvriers, elle est un stimulant vers une productivité plus grande. Ce travail aux pièces vers lequel semblent converger les deux intérêts opposés, nous met en présence d'un des problèmes qui passionnent le plus la classe ouvrière. Ce n'est pas ici le lieu de le traiter. Disons seulement que les organisations ouvrières en réclament énergiquement la suppression, un peu à cause des abus qui l'accompagnent, un peu plus à cause des résultats du système lui-même sur la production.

Une raison plus décisive, à notre avis, avait poussé les industriels à recourir aux trois équipes, c'est qu'elles leur permettaient d'employer des enfants et des femmes, en se conformant à la législation de 1892 sans recourir à l'emploi d'équipes spéciales auxquelles ils sont surtout hostiles. La loi de 1892, nous l'avons vu, fixait à 10 heures le maximum de la journée de travail des mineurs de 18 ans, et à 11 heures celle de la femme, mais ramener à

10 heures la journée de travail de tout le personnel protégé comme va le faire bientôt la loi du 30 mars 1900, c'était évidemment une solution, elle avait toutefois l'inconvénient de faire perdre 4 heures par jour et de diminuer la production dans une mesure plus que proportionnelle — les usines à feu continu à raison même de leur nature devaient en souffrir davantage encore — C'est là, suivant nous, la raison qui a le plus milité en faveur du système des trois équipes qui réalise un très grand progrès. C'est dans un cas particulier, la réalisation du système des trois-huit (8 heures de travail, 8 heures de sommeil et 8 heures de liberté), préconisé par beaucoup de bons esprits qui, sans verser dans la chimère socialiste, ne ferment pas leur cœur au désir d'une ascension des masses populaires vers une société plus démocratique.

Mais si la trop longue durée du travail des hommes adultes peut avoir des inconvénients pour leur santé, à plus forte raison en est-il ainsi pour les enfants. Le législateur de 1892 l'a compris et s'en est occupé avec soin. Il a même établi des différences entre les maxima d'heures de travail pour les diverses catégories d'ouvriers. Cette réglementation devait singulièrement compliquer la tâche des industriels dans les établissements occupant des femmes, des enfants et des hommes.

§ 4. — Les Relais

Dans les problèmes soulevés par l'application de la loi de 1892 et examinés jusqu'à présent, il est question d'équipes se succédant de jour et de nuit pour maintenir la continuité du travail, mais on a eu assez souvent recours, dans les industries qui nous préoccupent, à un autre procédé dont il nous faut maintenant dire quelques mots. Nous voulons parler des relais.

Tandis que dans les cas jusque là étudiés, l'équipe A par exemple, n'abandonne la place à l'équipe B que lorsqu'elle a achevé ses 10 ou 12 heures de travail. Avec le système des relais, les équipes chevauchent l'une sur l'autre, la journée de travail au lieu d'être divisée en deux est scindée par exemple en quatre parties. L'équipe A, après avoir travaillé 6 heures, se repose le même temps, elle reprend ensuite le travail pour 6 nouvelles heures, suivies d'un repos égal. L'équipe B travaille pendant le repos de l'équipe A.

On aperçoit tout de suite les avantages qu'un pareil système peut procurer à une industrie au point de vue de l'emploi de la journée : pas une minute ne se trouve ainsi perdue, dès qu'une équipe quitte le travail, elle est immédiatement remplacée par l'autre. Il n'y a pas lieu d'accorder

au milieu du travail ces inévitables repos qu'il faut bien donner à une équipe travaillant 12 heures (ou 10 heures depuis la loi du 30 mars 1900), sous peine d'exposer ses membres à de graves accidents. Mais ces avantages des relais ne sont que théoriques, ils ne répondent point à la réalité des choses.

On reproche volontiers au repos obligatoire de deux heures de prolonger d'une manière excessive la présence de l'enfant à l'atelier. Cet inconvénient apparaît ici considérablement grossi, par l'usage des relais dont nous allons voir le mécanisme, et étudier les conséquences graves qu'il entraîne pour les hommes adultes et surtout pour les enfants.

Puisqu'aussi bien, l'organisation des relais est destinée à éviter toute perte de temps et que le concours des enfants au travail des adultes est la pratique courante des usines à feu continu, il convient d'examiner les relais organisés de la façon la plus normale pour les hommes et pour les enfants, avec deux équipes A et B auxquelles nous ajouterons une équipe de roulement C pour tenir la place des enfants libérés après les 10 heures légales. Plaçons-nous entre 1892 et 1900.

Pour les hommes, l'équipe A travaille de minuit à 6 heures du matin et de midi à 6 heures du soir, l'équipe B de 6 heures du matin à midi et de 6 heures du soir à minuit.

Pour les enfants, l'équipe A travaille de minuit à 5 heures du matin et de 10 heures à 3 heures, l'équipe B de 5 heures du matin à 10 heures et de 3 heures à 8 heures du soir. L'équipe C, de remplacement, vient alors de 8 heures à minuit. Ne nous inquiétons pas de cette dernière qui peut, le reste du temps, être employée à des travaux accessoires ou concourir à d'autres roulements auprès d'équipes dont les heures de travail sont autrement distribuées que celles que nous avons admises ici.

L'équipe A se repose donc de 5 heures à 10 heures du matin et de 3 heures du soir à minuit. L'équipe B se repose de 10 heures à 3 heures de l'après-midi et de 8 heures du soir à 5 heures du matin. Essayons de suivre l'emploi du temps de ces enfants. Il est infiniment probable, pour peu que leur domicile soit éloigné de quelques kilomètres du lieu de leur travail, et ce sera le cas le plus habituel, qu'ils ne le réintégreront pas lors du repos de 5 heures. Quel avantage auraient-ils à le faire, surtout si la famille est dispersée, si le père et la mère travaillent chacun de son côté ? Ils ne recueilleraient pour tout bénéfice que la fatigue du trajet. Le plus souvent, l'enfant prenant avec ses camarades le repas qu'il a apporté, ne rejoindra son domicile que pour le grand repos de 9 heures qui, lui, en vaut la peine, il dînera à la maison, et prendra un repos bien court, hélas !

après une longue journée de travail. Ce repos atteindra 7 heures, en mettant les choses au mieux, mais sera généralement inférieur. (1)

De toute façon, le sommeil laissé à l'enfant ne suffit pas, son travail devient un surmenage d'autant plus compromettant pour sa santé, qu'il se produit dans la période de croissance. Période délicate et qui exigerait des soins particuliers, car c'est d'elle que dépend la vigueur, la force de l'homme de demain. Au point de vue de la santé physique de l'ouvrier, il y a dans l'organisation des relais un vice fondamental, un obstacle absolu au repos nécessaire, c'est une pratique détestable pour les hommes, elle devient antiphysiologique lorsqu'elle s'applique aux enfants.

Nous ne nous sommes point encore demandés ce que faisaient les enfants des 5 heures de liberté qui leur sont accordées après la première période de travail. Pouvons-nous croire qu'ils se reposent dans un coin de l'usine ? Ce serait montrer une bien grande ignorance de la vie ouvrière. Le plus souvent, ils ne savent où passer leur temps, le cabaret les recueille, les plus audacieux et les plus corrompus s'imposent aux plus faibles, et là, avec

(1) Rapp. 1893, p. 49. M. Jacques, inspecteur départemental, critique ce syst. et en expose les inconvénients. Rapp. 1894. 1^o Circ., p. 17, signale le syst. des relais comme le plus généralement adopté.

l'aide de l'alcool, s'ébauchent des relations étroites de camaraderie, qui conduiront l'adolescent presque toujours au libertinage, souvent à la désertion du foyer familial, quelquefois même à la prison.

Encore une déplorable conséquence morale dont les relais ne sont point la cause nécessaire, mais qu'ils favorisent par la mauvaise distribution du travail qu'ils entraînent inévitablement.

Si, dépassant le cadre que nous nous sommes assigné, nous supposons l'institution des relais généralisée, le père, la mère, les enfants travaillant chacun de leur côté à des besognes diverses, libres à des heures différentes, ne se rencontrant jamais à la maison, c'est alors la fin de la famille ouvrière déjà si gravement compromise, la porte ouverte à la débauche et aux excès de toutes sortes.

La loi du 30 mars 1900, qui supprima les relais en principe, les laissa cependant subsister à titre d'exceptions dans certaines industries ; parmi lesquelles figurent au premier rang les usines à feu continu. Cette dérogation ne paraît s'appuyer sur aucune nécessité. On en usa d'ailleurs assez peu, si nous en croyons les rapports de l'inspection. Ils nous apprennent même que certaines usines renoncèrent à cette tolérance après la loi du 30 mars 1900 et que le retour au régime normal eut beaucoup de succès auprès des ouvriers.

« Du côté ouvrier, dit l'inspecteur Drancourt, nous avons constaté une grande satisfaction, c'est presque du délire, tous les ouvriers s'accordent à reconnaître qu'ils prennent maintenant beaucoup plus de repos qu'auparavant, et que, jusqu'ici, tout au moins, le travail ne leur a pas paru plus pénible, ils pourront ainsi se loger plus loin de l'usine et à moindre frais. Quelques-uns n'hésitent pas à demander qu'on complète la mesure en supprimant le travail de nuit. Du côté de la direction, on est également content. La production — c'était là le point noir, la cause de la résistance — n'a pas diminué, on a déclaré qu'elle est restée exactement la même. D'autre part, le recrutement des enfants est maintenant plus facile, parce qu'on peut les prendre dans les communes environnantes, ce qui n'était pas possible quand l'intervalle entre deux séances n'était que de 7 heures. Et l'on pourra renoncer à l'emploi d'enfants italiens (il s'agissait d'une verrerie), qui a causé quelques ennuis cette année, et à l'emploi d'enfants en sous-âge (1) ».

§ 5. — Obligation d'accorder un repos de deux heures

Une autre mesure spéciale au travail du

(1) Rap. pour la 1^{re} circ., 1901, p. 14; 1902, p. 99; 1903, p. 50; 1904, p. 207.

personnel protégé est prévue au décret du 15 juillet 1893 : c'est l'obligation de couper le travail par des repos d'une durée totale au moins égale à 2 heures. Cette disposition fut une des moins appliquées de la loi ; c'est qu'en effet elle rencontrait dans la plupart des cas les hostilités réunies des patrons et des ouvriers ; ce repos de 2 heures ayant pour conséquence de porter à 12 heures la durée de présence à l'usine.

Beaucoup d'inspecteurs, dans leurs rapports, se faisant les interprètes des intéressés demandaient sa réduction à 1 heure. Il est préférable, disait-on justement, que ces enfants puissent rentrer chez eux 1 heure plus tôt, le repos normal pris à la maison s'en trouvera augmenté d'autant (1).

Cette solution s'imposait encore avec plus de force, lorsque les enfants travaillant la nuit habitaient assez loin de l'usine — c'est le cas de la plupart des travailleurs de nos grandes villes qui habitent la banlieue où la vie et les logements sont moins chers — Pour eux, le temps de l'aller

(1) Rap. 1893, 1^{er} cir., p. 48 « Un repos d'une heure dit « M. Chevalier est largement suffisant. Libéré une heure plus « tôt d'une veillée toujours fatigante, l'ouvrière et l'enfant « trouveront au foyer, après une dure nuit d'hiver, le repos « définitif et réel, et les soins de la famille ». L'inspecteur divisionnaire insiste dans le même sens Voir aussi rap. gén. 1895, 1900 ; 3^e cir., p. III ; 5^e cir., p. 195 ; 1907, 1^{er} cir.

et du retour s'ajoutant au repos, pouvait porter à 13 ou 14 heures la durée du déplacement.

Le législateur n'est point intervenu pour modifier cette situation qui lui était signalée, mais l'inspection du travail s'est montrée assez large dans l'application des textes, elle a autorisé, dans la plupart des cas. ces petits accrocs faits à la loi, qui sans augmenter la durée du travail effectif, et tout en assurant un repos-suffisant, diminuaient la durée de présence à l'usine. En agissant ainsi, elle a fait preuve d'une largeur d'esprit qu'on ne saurait blâmer. Son initiative était d'autant plus sage et opportune qu'elle supprimait pour les industriels une difficulté. Il ne faut pas oublier, en effet, que ce repos de 2 heures n'était imposé qu'en faveur des enfants et des femmes. Or là où ils étaient employés avec des hommes adultes, il fallait, ou bien étendre à tous le repos de 2 heures, ou encore faire intervenir des équipes de remplacement, ce qui était très difficile ici à moins de recourir à des majeurs de 18 ans, car ce repos normalement placé au milieu du travail était pris au même moment par toutes les équipes et ne permettait pas de faire passer successivement les remplaçants d'une équipe à l'autre. Ou enfin, mais cela n'était pas toujours possible et dépendait de la nature du travail,

continuer pendant 1 heure ou 2 sans le concours des personnes protégées.

La tolérance dont nous avons parlé permettait aux chefs d'établissements, de faire coïncider ce repos d'une heure avec celui qu'ils étaient inévitablement amenés à accorder aux adultes et d'éviter ainsi une complication à laquelle semblait devoir nécessairement les conduire la loi du 2 novembre 1892.

On s'était parfois rabattu sur l'organisation de trois équipes de 8 heures, pour le personnel protégé, correspondant à deux équipes d'hommes adultes, car on admettait généralement qu'avec 8 heures, 1 heure de repos était suffisante. En étudiant les difficultés propres à certaines industries, nous verrons que dans les verreries notamment, des objections ont été soulevées par les ouvriers eux-mêmes contre ce dernier système.

§ 6 — Repos hebdomadaire

La loi de 1892 (art. 5) (1) accordait le repos hebdomadaire à tout le personnel protégé, y compris

(1) « Les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge, ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. Une affiche apposée dans l'atelier indiquera le jour adopté pour le repos » (Art. 5),

celui des usines à feu continu. Cette disposition devait, elle aussi, soulever des difficultés dans son application, et ceci grâce à la complexité des régimes créés par la loi. Ce fut une des occasions où s'imposait le recours aux équipes de remplacement (une pour six). Nous avons déjà indiqué que de nombreuses violations de la loi eurent lieu dans les années qui suivirent 1893. Mais la vigoureuse insistance de l'inspection vint à bout de toutes les résistances et le repos hebdomadaire entra dans la pratique (1). Disons à l'honneur de la plus grande partie des chefs d'établissements qu'ils se soumirent volontiers à cette prescription, les uns poussés par des sentiments religieux, les autres dans un but purement philanthropique. Beaucoup étendirent même le repos hebdomadaire aux hommes adultes (2). On doit regretter que le législateur n'ait pas osé inscrire le dimanche dans la loi ; d'autant plus que, ce qui le retint, ne fut pas une préoccupation d'ordre économique ; on aurait pu concevoir qu'il se laissât arrêter par la question de l'équipe de remplacement qui, le dimanche, aurait dû être composée d'hommes

(1) Rap. 1897, p. 190 : 1901, p. 215, p. 429 : 1902, p. 49.

(2) Rapp. 1894, 3^e circ., p. 81 : 1895, p. 86 : 1897, 10^e circ. : 1898, 2^e circ., p. 51 : 7^e circ., p. 272 : 1899, 6^e circ., p. 272 : 1902, p. 49.

adultes, mais il n'en fut rien. Le système de 1892 était inspiré par le désir de respecter la liberté de conscience de chacun et de ne pas se mettre en contradiction avec la loi du 12 juillet 1880, abrogative de celle du 18 novembre 1814 sur l'observation du dimanche et des fêtes religieuses, cela ressort du rapport de M. Waddington. La loi du 12 juillet, en effet, tout en confirmant la loi organique du 18 germinal an X (qui désigne les jours de fêtes célébrées en France, outre le dimanche) abroge cependant la loi du 18 novembre 1814 sur le repos du dimanche et des fêtes religieuses. Il y a là une sorte de contradiction que nous ne chercherons pas à élucider. Au cours des débats, on avait objecté que le repos dominical gênerait la liberté de conscience des ouvriers israélites. Un orateur catholique avait justement répondu qu'il serait facile de faire pour eux une exception au repos dominical et d'obliger les industriels à leur accorder le samedi.

Jules Simon a montré, mieux que nous ne saurions le faire, combien étaient puériles les craintes du législateur :

«... Je donne moins d'importance à la question du dimanche, tout le monde sait bien que c'est le dimanche qui sera chômé quoique la loi se refuse de le dire. Elle refuse de le dire dans cet article, elle le dit ailleurs. Le repos dominical existe dans

nos lois, c'est ici seulement qu'on a fait la chose en évitant de l'avouer tout haut. Pour nous, c'est à la chose surtout que nous tenons, et puisque nous l'avons, sous la forme du repos hebdomadaire, nous pouvons nous consoler de n'en point avoir le nom.

« Mais si nous nous consolons dans la pratique, nous ne nous consolons pas pour le législateur qui a fait preuve de pusillanimité. En vérité, ils sont plaisants avec leur crainte de passer pour cléricaux ! Non, messieurs, quoique vous ayez soin de ne jamais siéger le dimanche, et d'observer constamment pour vous-mêmes le repos dominical, quoique vous exigiez des maîtres de vos enfants qu'ils ne les fassent pas travailler le dimanche, quoique vous fermiez ce jour-là vos ateliers et vos bureaux, quoique vous donniez congé à l'armée et que par conséquent vous observiez et fassiez observer dans toutes les carrières, dans toutes les professions, et d'un bout de la France à l'autre la loi du repos dominical, personne ne songera jamais à vous accuser de cléricisme. Vous avez fait la loi scolaire et la loi militaire, vous avez présidé à l'application des fameux décrets, avec un tel passé vous pouviez avoir le courage de dire : les ateliers seront fermés le dimanche. L'absence de cette déclaration est

une petite tache dans une loi d'ailleurs excellente ». (1)

L'optimisme de Jules Simon était peut-être excessif et le repos dominical n'a pas été aussi généralement accordé qu'il l'avait espéré.

Aujourd'hui, l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892, qui établissait le repos hebdomadaire pour les femmes et les enfants, est aboli par la loi du 13 juillet 1906 (art. 18). Celle-ci pose le principe du repos dominical (art. 2, § 1^{er}), mais elle prévoit aussitôt un certain nombre de dérogations (art. 2, § 2). « Toutefois, lorsqu'il est établi que » le repos simultané le dimanche, de tout le » personnel d'un établissement, serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement », le repos pourra être donné d'une autre manière. La loi prévoit alors quatre systèmes parmi lesquels figure le repos par roulement.

Il s'agit de savoir si le travail des enfants dans les usines à feu continu est soumis au principe ou s'il tombe sous le coup de l'exception. Si celle-ci s'applique à nos enfants, le système de 1892, détruit par l'article 2, § 1^{er}, est rétabli aussitôt par le § 2 du même article 2.

(1) J. Simon. — *Préface à Lagrèsille*.

La loi du 13 juillet 1906 ne parle pas expressément des usines à feu continu, mais elle les vise indirectement dans son article 3, lorsqu'elle « admet de droit à donner le repos hebdomadaire » par roulement..... 11° les industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

» Un règlement d'administration publique énumèrera la nomenclature, etc... »

Le décret annoncé est intervenu le 14 août 1907 (1). Dans son tableau figurent sept de nos industries à feu continu :

Usines de distillation et rectification de produits de fermentation alcoolique.

Fabriques de papier. Fabriques et raffineries de sucre.

Usines de production des métaux, laminoirs et tréfileries de tous les métaux.

Fabriques d'objets en fer et fonte émaillés.

Verreries et cristalleries (service des fours).

En dehors des huileries, non comprises dans ce tableau et que nous pouvons négliger, à raison du très petit nombre d'enfants qu'elles emploient au travail de nuit, nous apercevons que la législation

(1) Décret complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement, en vertu de l'article 3, 10° et 11° de la loi du 13 juillet 1906.

de 1906 (loi et règlement) rétablit, après l'avoir abrogé, le régime de 1892, pour les enfants des usines à feu continu. Ils sont soumis au repos hebdomadaire qui peut leur être accordé par roulement.

CHAPITRE IV

Problèmes spéciaux soulevés dans chacune des industries à feu continu par l'application de la loi du 2 novembre 1892.

L'inspection du travail ne devait pas seulement se heurter à des difficultés d'ordre général, telles que celles que nous avons rencontrées au chapitre précédent, et de même que le décret avait procédé à une énumération détaillée des travaux tolérés pour chacune des industries à feu continu, de même des difficultés spéciales devaient nécessairement se présenter à l'application de ces règles et exiger de la part de l'inspection et des tribunaux; des solutions spéciales à chaque industrie, souvent même des solutions d'espèces.

(Voir le tableau des industries admises à bénéficier de l'exception prévue à l'article 6 et les travaux tolérés pour chacune d'elles, page 43).

Dans quelle mesure a-t-il été fait usage de ces

dérérogations? C'est ce qu'il nous faut tout d'abord indiquer. Il nous suffit pour cela de consulter les rapports des inspecteurs sur l'application des lois réglementant le travail pendant ces dernières années et les données statistiques qui y sont annexées.

(Voir le tableau statistique, pages 78-79).

De ces statistiques, il ressort que le nombre d'enfants coopérant au travail de nuit des adultes n'est véritablement considérable que dans les verreries et les usines métallurgiques. Dans ces deux industries, ils constituent une fraction importante du personnel employé; nous consacrerons à chacune d'elles une section spéciale. La papeterie sera également isolée des autres et étudiée séparément, en raison du caractère particulier et très peu pénible du travail des enfants.

SECTION I

Distilleries de betteraves. — Fabriques d'objets en fer et fonte émaillés. — Usines pour l'extraction des huiles. — Fabriques et raffineries de sucre.

Le nombre des enfants, employés dans ces différentes branches d'industrie au travail de jour et de nuit, est si peu important, comparé au nombre

PERSONNEL DES USINES A FEU CONTINU EN 1904, 1905, 1906, 1907

INDUSTRIES	NOMBRE d'établissements	PERSONNEL EMPLOYÉ exclusivement de jour			PERSONNEL EMPLOYÉ de jour et de nuit		
		Enfants de moins de 18 ans	Filles de plus de 18 ans et femmes	HOMMES adultes	Enfants du sexe masculin	FEMMES	HOMMES
DISTILLERIES DE BETTERAVES	1904	193	305	245	2.644	20	3.484
	1905	213	291	251	4.715	48	3.349
	1906	490	317	202	4.578	36	3.582
	1907	238	490	265	2.134	42	4.316
FERS & FONTES ÉMAILLÉS (fabriques d'objets en)	1904	36	806	878	3.161	»	476
	1905	49	833	985	3.166	»	436
	1906	39	866	964	3.455	»	539
	1907	40	957	872	3.901	»	555
HUILES (usine pour l'extraction des)	1904	340	474	953	3.020	29	3.624
	1905	339	475	944	3.033	»	3.461
	1906	381	463	1.052	3.380	»	4.180
	1907	365	473	925	3.414	2	4.035

SUCRES (fabriques et raffineries)	{ 1904	403	2.636	3.515	15.725	528	169	33.159
	{ 1905	419	2.700	3.619	14.670	468	90	35.908
	{ 1906	404	2.604	3.965	12.840	507	22	35.353
	{ 1907	374	2.733	3.875	13.969	271	42	52.046
PAPETERIES	{ 1904	374	2.510	9.121	14.816	720	153	9.476
	{ 1905	373	2.418	8.957	12.676	872	143	10.997
	{ 1906	377	2.479	8.261	12.091	858	41	10.414
	{ 1907	372	2.620	9.099	12.182	677	35	9.440
USINES MÉTALLURGIQUES	{ 1904	225	4.657	981	46.123	3.307	»	36.704
	{ 1905	228	4.702	1.025	40.534	3.577	»	40.831
	{ 1906	231	5.421	1.075	51.349	3.589	»	43.783
	{ 1907	266	5.081	1.150	48.870	4.968	»	53.679
VERRERIES	{ 1904	155	4.265	2.198	9.868	5.676	227	14.918
	{ 1905	150	4.875	2.220	9.420	5.258	367	15.090
	{ 1906	155	4.416	2.368	9.946	5.825	148	15.679
	{ 1907	151	4.538	2.983	10.649	5.389	162	27.537
TOTAUX.....	{ 1904	1.726	15.353	17.891	95.357	10.619	598	101.841
	{ 1905	1.741	15.494	18.001	85.214	10.530	618	110.072
	{ 1906	1.777	16.266	17.887	94.939	11.162	247	113.530
	{ 1907	1.766	16.297	19.169	95.119	11.688	253	131.608

d'hommes adultes occupés aux mêmes travaux et dans les mêmes conditions, que nous avons cru pouvoir les réunir dans une même et très brève étude.

Voyons comment la loi de 1892 y a été appliquée et quel genre d'objections elle a soulevé.

Dans les rapports des inspecteurs, nous ne trouvons rien ou bien peu de choses sur les huileries. Pour les fabriques d'objets en fer et fonte émaillés, on signale quelques emplois d'enfants, la nuit, à des travaux non autorisés par le décret; les rapports indiquent l'emploi de quelques enfants à l'étamage (1). Plusieurs inspecteurs remarquent que dans la plupart des usines de leur circonscription et appartenant à cette industrie, les patrons ont, d'eux-mêmes, pris l'initiative de la suppression des enfants dans les équipes de nuit; la chose est maintenant un fait accompli (2). Les enfants y étaient employés à des tâches assez peu pénibles, notamment à la manœuvre des portes des fours (3). Ils étaient habituellement divisés en deux équipes. Le repos hebdomadaire y était généralement accordé. En ce qui concerne la dis-

(1) Rapp. 1904, p. 59.

(2) Rapp. pour la 2^e circ., 1898, p. 51; rapp. pour la 3^e circ., 1907; rapp. pour la 2^e circ., 1894, p. 54; 1899, p. 273.

(3) Rapp. pour la 5^e circ., 1894; rapp. pour la 5^e circ., 1896.

tillerie de betteraves et les sucreries (fabriques et raffineries), on nous signale fréquemment des violations de repos hebdomadaire (1), des refus de la part des chefs d'établissements, d'organiser des équipes de roulement. Il fallait s'attendre à rencontrer de telles contraventions. Nous sommes ici, en effet, en présence de deux industries que le législateur aurait pu aussi bien placer parmi les exceptions prévues en faveur des industries saisonnières (2), que parmi les usines à feu continu, car les produits qu'elles se chargent de transformer, sont subordonnés au procès naturel de la production agricole. Les graines oléagineuses et surtout les betteraves, ne sont point susceptibles d'une conservation indéfinie. Il faut aller vite en besogne pour faire subir à la matière première les préparations nombreuses d'où sortira le sucre et l'alcool, et l'on comprend aisément que les industriels n'aient pas à se voir entravés par des prescriptions relatives au repos hebdomadaire ou aux équipes de remplacement. Ils souffrent d'autant moins volontiers ces entraves que le travail dure à peine quatre mois. Les personnes protégées n'ont-elles pas intérêt à ne pas chômer

(1) Rapp. 1893, 5^e circ., p. 123 ; 1894, 1^{re} circ., p. 18.

(2) L'inspecteur de la 5^e circ. le propose déjà en 1895 : rapp. p. 152 ; 1899, p. 198. Avis Commission supérieure du travail, 1896.

un seul jour, une seule heure ? Elles auront bien le temps de se reposer le reste de l'année. Ils perdent ainsi de vue que ces personnes travailleront ailleurs, mais la chose leur échappe et ne les intéresse plus dès qu'elle ne leur apparaît pas en fonction de leur propre fabrication. Et puis, le travail de ces enfants est si peu pénible, il se borne à la facile manœuvre de quelques robinets ; leur présence est plus nécessaire que leur travail. Pourquoi donc les protéger contre des fatigues imaginaires ?

Ainsi peuvent se résumer les résistances des industriels. Dans la pratique, elles se traduisirent par des renvois d'enfants ; c'est ce que signalent la plupart des rapports des inspecteurs (1). Ils mentionnent également l'emploi d'un autre système que rien ne justifie et dans lequel les équipes de jour ne comprennent que des enfants et les équipes de nuit, des femmes employées sans interruption au travail nocturne (2). Il y avait bien là un moyen d'éviter les ennuis de l'alternance et du travail des enfants, mais à quel prix ? Il n'est pas besoin d'insister pour juger détestable un régime qui libérerait les enfants au prix du sacrifice de la femme.

(1) Rap. 1893, p. 9, p. 40 ; 1905 p. xxvi, p. 63.

(2) Rap. 1893, 5^e c r., p. 122.

En présence du peu d'importance de la main-d'œuvre infantile, dans ces industries, nous croyons possible, sans qu'il en résulte des charges appréciables, de faire disparaître l'exception à la suppression du travail de nuit. Nous serons d'autant plus affirmatifs ici, que la question de l'apprentissage n'est pas en jeu. La proportion de 1 % des enfants protégés, comparés à l'ensemble du personnel, nous dispense d'envisager l'étendue des charges nouvelles qu'imposerait à ces industries la réforme que nous proposons. D'autre part, la suppression du travail de nuit nous paraît constituer le moyen le plus simple et le plus élégant de donner satisfaction aux industriels en les dispensant d'organisations compliquées. Elles cadrent mal avec le besoin de rapidité qu'exigent les industries saisonnières, dont l'économie est dominée par le besoin d'aller vite, afin d'éviter toute perte de temps et de matière première.

On objectera peut-être qu'il n'est pas besoin d'intervenir. Les statistiques que nous avons présentées plus haut, ne montrent-elles pas, en effet, que le nombre des enfants travaillant de jour et de nuit va sans cesse diminuant, il est passé successivement de 916 en 1904 à 823 en 1905, 890 en 1906, 654 en 1907. Pourquoi ne pas laisser les choses aller d'elles-mêmes et causer ainsi, par une législation inopportune, une gêne à notre

industrie nationale qui a déjà tant de mal à soutenir la concurrence étrangère. Nous répondrons à cette objection qu'elle ne nous touche pas, car nous partons d'un autre point de vue. Sans négliger, en effet, les intérêts économiques du pays, nous croyons que c'est mal les comprendre que de les défendre ainsi. Nous apercevons plus haut, les dominant, des intérêts plus généraux. Nous nous plaçons d'abord au point de vue de ces enfants, et nous croyons que la suppression, pour eux, d'un travail qui les épuise prématurément, est indépendante du nombre de ceux qui y sont soumis, et si nous avons fait intervenir cette question de nombre, c'est pour montrer à ceux-là même qui se placent à un point de vue différent du nôtre, qu'ils ne peuvent sérieusement invoquer les charges et les difficultés créées à l'industrie par la suppression de l'exception.

Nous devons examiner maintenant l'application de la loi et les réformes désirables, dans les trois groupes d'établissements les plus importants de notre étude. Ici, de nouvelles considérations vont entrer en jeu, du fait de nécessités techniques propres à ces industries et aussi du nombre relativement considérable d'enfants employés, 11.034 contre 654 seulement, dans les quatre industries

de la première section. Nous ferons remarquer qu'à l'inverse des précédentes, où le nombre d'enfants diminue chaque année, il augmente ici, au contraire, d'une manière progressive ; il a passé successivement de 9.703 en 1904, 9.707 en 1905, 10.272 en 1906, 11.034 en 1907.

N'y a-t-il pas là, la raison décisive d'une prompte intervention ?

SECTION II

Papeteries

Le nombre des enfants travaillant la nuit dans cette industrie est, en 1907, de 677 contre 9.440 hommes, c'est-à-dire un peu plus de 7 %. Il ressort des rapports de l'inspection que le travail est réparti généralement entre deux équipes. Quelquefois trois, mais c'est l'exception.

Le travail y est considéré comme assez peu pénible, et pour cette raison, l'inspection avoue n'avoir pas trop insisté pour l'organisation d'équipes de remplacement (1). Lorsqu'elle l'a fait, on a répondu qu'elles étaient difficiles à constituer,

(1) Rapp. 1893, 9^e circ., p. 185 ; 1895, 5^e circ., p. 153.

cette raison a paru suffisante et l'on a laissé faire. Il y avait, cependant, un moyen bien simple, qui n'aurait pas entraîné une surcharge de frais appréciable — ce travail étant un apprentissage, très peu pénible, et, par conséquent, très peu payé — c'était de mettre trois enfants aux services qui, jusque-là, n'en avaient employé que deux (1). On ne l'a pas fait, les enfants travaillent donc douze heures et la loi est violée. On pratique aussi, dans la papeterie, l'alternance de 18 heures ; les enfants n'échappent pas à cette obligation ; enfin, le repos hebdomadaire y est assez peu accordé (2), sauf cependant dans les usines qui ferment un jour par semaine.

En somme, la lecture des rapports de l'inspection, pour ce qui concerne notre industrie, laisse l'impression qu'on a été plutôt large dans l'application de la loi. On aime à représenter l'enfant, assis près de la machine, dérangé seulement lorsque la feuille de papier se casse pour la rattraper, et l'on ajoute qu'un homme aurait trop peu d'ouvrage, si dans cette fonction on le substituait à l'enfant. Il y a un autre avantage qui, pour ne point sauter aux yeux, n'en est pas moins

(1) Ce moyen a été proposé par un inspecteur, rapp. 1895, 5^e circ., p. 153.

(2) Rapp. 1893, 3^e circ., p. 75.

essentiel, c'est que tout en surveillant, l'enfant fait son apprentissage. On ne peut pas dire qu'il soit difficile en papeterie ; il exige de l'attention ; plus d'observation que de travail. L'enfant chargé d'une simple surveillance, est dans des conditions excellentes pour apprendre le métier qu'il exercera plus tard.

Ces raisons sont-elles décisives ? Nous ne le croyons pas ; efforçons-nous de l'établir.

Si l'apprentissage de l'ouvrier papetier exige de l'attention, il ne s'en suit pas que celle-ci doive nécessairement s'exercer aussi la nuit. Au poste de surveillance, l'enfant est occupé le jour. Cet exercice, répété de longues années, ne suffit-il pas à faire un papetier accompli ? Il semble même que l'attention de l'enfant, occupé la nuit, doive être singulièrement émoussée par un besoin de sommeil naturel à son âge. Il s'inquiétera tout simplement de rattraper la feuille brisée, et fort peu, du moins nous le croyons, du fonctionnement des machines.

A cette impression qui, pour n'être pas mentionnée dans les rapports, ne nous paraît pas moins décisive, ajoutons que certaines papeteries ne font la nuit qu'un emploi très limité des enfants ; M. Jaraczewski nous l'affirme et il conclut, en demandant si l'on ne pourrait pas supprimer les papeteries de la nomenclature des

usines à feu continu ? (1) Observons, tout d'abord, que cette pratique, qui consiste, de la part des chefs d'établissements, à ne pas user complètement de la tolérance de la loi, est un indice que le travail de nuit des enfants dans la papeterie n'est pas absolument indispensable. Nous dirons même que le travail de nuit pour tout le personnel ne paraît pas correspondre à la définition si étroite et si judicieusement limitée par le décret de 1875 aux industries dans lesquelles : « le feu, élément « direct, etc... ».

Comment en effet, si le travail des papeteries répondait à cette définition, les fabriques de papier de la vallée de la Vienne auraient-elles pris l'initiative de supprimer le travail de nuit ? La chose a cependant été essayée : le fait nous est signalé par l'inspecteur de la 2^{me} circonscription. « Dans les papeteries de paille, la nécessité du « travail de nuit n'est pas absolue, elle permet « simplement de diminuer les frais généraux. « aussi, les fabriques de la Haute-Vienne ont-elles « essayé de le supprimer par une entente amiable. « L'accord n'a pu se faire, par suite de l'opposition « de l'une d'elles, et aussi un peu par crainte de

(1) Certaines fabriques de papier ont renoncé à employer les enfants la nuit. Rapp. 1894, 2^e circ., p. 54 ; 1895 : 4^e circ., p. 108 ; 1897, 4^e circ., p. 132 ; 1900, 2^e circ., p. 67.

« voir les fabriques similaires des autres parties
« de la France leur faire concurrence. Quoi qu'il
« en soit, bien que classées dans les usines à feu
« continu, le travail de nuit pourrait être supprimé
« dans les fabriques de papier de paille, sans grand
« dommage pour ces industries et peut-être même
« à leur grande satisfaction ».

Ce renseignement est intéressant en ce qu'il nous indique une initiative patronale en vue de la suppression du travail de nuit. Elle n'a pas abouti, il est vrai, mais les causes nous en sont très fidèlement rapportées, elles n'indiquent pas l'impossibilité de la réforme, elles se résument seulement, en une question de concurrence qui revêt deux aspects : 1° concurrence locale (une maison a refusé de suivre les autres); 2° concurrence nationale (ou craignait les fabriques similaires des autres régions). Cette situation n'a rien de spécial, elle est souvent la cause de l'échec de très généreuses initiatives privées. C'est là une des meilleures justifications de l'intervention de la loi.

Nous pourrions nous arrêter là pour conclure à la suppression du travail de nuit des enfants, puisqu'aussi bien la chose est possible pour tout le monde, mais nous tenons à y ajouter deux renseignements qui pour être divergents, n'en

sont pas moins précieux, ils ont été fournis par MM. Martin-Saint-Léon et Fagnot, dans les enquêtes qu'ils ont faites en 1906 et 1908, pour l'Association Internationale, pour la protection légale des travailleurs.

Écoutons tout d'abord la réponse que faisait à M. Martin-Saint-Léon, le président de l'Union des fabricants de papier de France, M. Outhenin Chalandre, sénateur :

« La dérogation faite à la loi du 2 novembre 1892, en faveur des papeteries, porte uniquement sur ce qu'on appelle les guetteurs ou gamins de machines. Elle est une conséquence du fait que les papeteries sont reconnues dans le monde entier comme usines à feu continu et que, pendant la nuit, la machine à papier n'arrête jamais.

« La nécessité du gamin de machine s'impose au double point de vue de la nécessité de l'apprentissage, si long et si compliqué, du poste de conducteur de machine à papier, en même temps qu'elle se justifie par le rôle très peu fatigant, qui est dévolu aux gamins de machine ; surveiller si la feuille casse, mettre quelques gouttes d'huile, aider, si la feuille casse, à la rattraper (1), ce qui est peu fréquent. Le poste ne comporte pas un

(1) L'inspecteur de la 5^e cir., dans son rap. 1897, p. 185, signale l'emploi d'un dispositif qui permet de faire mécaniquement la reprise du papier coupé.

homme qui n'aurait pas une occupation suffisante ; le gamin se repose autant qu'il veut et il apprend ainsi son métier » (1).

C'est la justification de l'exception prévue à la loi et portée au décret de 1893 en faveur des papeteries. Nous pouvons remarquer qu'elle résume d'une façon très précise les observations que nous avons rencontrées au cours des rapports de l'inspection.

M. Fagnot, en 1908, recueillait un renseignement de même source patronale, mais aboutissant à des conclusions différentes. Les fabriques de papier Darblay et C^{ie} à Essonnes, (S.-et-O.), occupent 2.500 ouvriers environ, dont 200 enfants, travaillant alternativement de jour et de nuit. C'est la plus grande papeterie de France. (Elle occupe le quart des enfants employés dans les papeteries). M. Fagnot explique que le travail est à deux postes de 12 heures. (Les enfants, par tolérance spéciale, y font 12 heures de présence, mais le repos y est au moins égal à 2 heures). Il résume ainsi le raisonnement de ce chef d'établissement : « La mesure ne lui paraît pas irréalisable, il a préféré pour mieux faire connaître son opinion, raisonner comme si le principe de la loi,

(1) Martin-Saint Léon. — Travail de nuit des adolescents dans l'industrie française, p. 23. (Publications de l'A. Int. p. l. p. l. d. t., 1906.

interdisant le travail de nuit des enfants était voté. Dans ce cas, il lui paraît désirable qu'au lieu de supprimer brusquement le travail de nuit pour les jeunes gens de moins de 18 ans, on procède par paliers..... Au fur et à mesure de l'application, on trouverait peut-être des combinaisons permettant d'occuper tout le monde pendant la durée normale de la journée. Ce serait la meilleure solution » (1). M. Darblay, estime qu'il serait dangereux de laisser désœuvrés de grands jeunes gens, ce qui arriverait avec les trois équipes de 8 heures. La réforme, d'après lui, supprimerait le travail d'un certain nombre d'enfants; on ne conserverait que le nombre indispensable pour la formation des apprentis, les autres seraient remplacés par des adultes occupés le jour à des travaux divers.

C'est à une question de temps ou plutôt de tact, que le directeur des fabriques de papier Darblay, subordonne la concession qu'il fait. Nous partageons l'avis de M. Fagnot et nous dirons avec lui qu'on peut sans inconvénient, nous fondant sur les déclarations ci-dessus rapportées, supprimer les papeteries des usines à feu continu. Nous irons même plus loin encore, et tandis qu'il attend

(1) Fagnot. — Rap. sur le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu, p. 42. (Publ. A. Int. p. 1. p. 1. d. t.), 1908.

cette suppression d'une convention internationale, analogue à celle qui pour les femmes est intervenue récemment à Berne; nous préfererions voir la France prendre l'initiative d'une telle mesure. (Les papeteries de la Haute-Vienne n'ont pas été arrêtées par la crainte d'une concurrence internationale, mais d'une concurrence nationale). En l'instituant chez elle d'abord, elle serait plus forte pour en faire admettre le principe dans une convention entre Etats.

En ce qui concerne la mise en pratique d'une telle réforme, toutes les latitudes nécessaires devraient être accordées à l'industrie pour que la transformation s'accomplisse sans heurts, et ceci, dans l'intérêt de tous, même du consommateur que nous semblons avoir, jusqu'à présent, volontairement oublié.

SECTION III

Usines métallurgiques

L'industrie des métaux occupe en France une place très importante. Bien que très concentrée au point de vue technique et économique, elle est plutôt dispersée dans l'espace et répandue un peu partout sur le sol de notre pays. On peut tou-

tefois indiquer trois groupes métallurgiques importants : ceux du Nord (avec Maubeuge et Denain), du Centre (avec le Creusot, Saint-Etienne, Furminy, Montluçon), de l'Est (avec Audincourt), etc...).

Mais quelle extension donnerons-nous au mot métallurgie dans cette étude ? C'est une précision qu'il importe d'indiquer avant d'aller plus loin.

Etymologiquement, la métallurgie, c'est l'œuvre, le travail du métal. Etudier les usines métallurgiques, dans leurs rapports avec la loi du 2 novembre 1892, ce semblerait devoir être de suivre tout le travail relativement à tous les métaux. Ce n'est certes pas l'extension que le législateur a voulu donner à ce terme. A aucun moment, il n'a eu la pensée d'étendre l'exception prévue à l'article 6 aux industries de transformation de l'or et de l'argent, et aux autres métaux précieux. Il ne semble pas davantage avoir voulu l'appliquer à la production et au travail de ce qu'il est convenu d'appeler les petits métaux, tels que le zinc, le cuivre, le plomb, etc.

En limitant ainsi l'étendue de l'exception qu'elle portait au principe, la loi s'est conformée davantage à l'usage qu'à une étymologie rigoureuse, car l'usage avait déjà fait une sélection entre les métaux et il s'était conformé au bon sens, en restreignant une acception trop large, presque

indéfinie du mot métallurgie au fer, auquel il faut nécessairement joindre ses deux dérivés : la fonte et l'acier.

Il va de soi que, même ainsi limitée, l'industrie métallurgique, au point de vue qui nous occupe, ne s'étendra pas à certaines opérations, telles que la construction mécanique par exemple. L'y comprendre serait sortir de la définition des usines à feu continu, donnée par le décret de 1875.

Nous bornerons, par conséquent, notre étude de la métallurgie à la production du fer, de la fonte et de l'acier, et aux transformations primaires qui accompagnent immédiatement, sans solution de continuité, cette production elle-même.

Avant d'aborder l'application de la loi à notre industrie, il nous faut la connaître un peu, essayer d'apercevoir le travail en lui-même, ses difficultés, les conditions techniques de sa production ; cela est nécessaire, avant de l'apprécier économiquement et socialement, avant de condamner telle pratique qui nous semble un abus. Cette étude préalable est la condition indispensable d'un jugement équitable. Il nous faudra, pour cela, suivre à travers les transformations qu'on lui fait subir, le minerai, depuis le moment où il est précipité dans le haut fourneau jusqu'à celui où, réduit à l'état d'acier ou de fer, il est transformé au lami-

noir à la tréfilerie, pour être enfin livré au commerce. Nous verrons, du même coup, dans ces entreprises colossales, où s'exécutent tant d'opérations, comment le travail est divisé et organisé.

Résumons la description que M. Charles Benoist nous donne de ces diverses opérations, dans son excellent ouvrage sur *l'Organisation du Travail* (1).

La production de ce métal (le fer) demande généralement trois opérations successives : 1° Production de la fonte ; 2° production du fer ou de l'acier brut, par les fours à puddler (fours Martin ou convertisseur Bessemer et Thomas) ; 3° mise à la forme voulue par les laminoirs, presses ou pilons.

De ces trois opérations, la première est la production de la fonte. Le minerai entassé dans le haut fourneau et porté à une très haute température par la combustion du coke, qui lui est mélangé dans une certaine proportion, est réduit de ce fait à l'état de fonte. Celle-ci est coulée par un étroit chenal de sable, dans des rigoles creusées côte à côte, « semblables aux corbeilles où les boulangers disposent la pâte pour faire le pain ». Une fois refroidie, elle est prête à subir les trans-

(1) Ch. Benoist : *l'Organisation du travail* (métallurgie), p. 252

formations des deuxième et troisième degrés. La loi du haut-fourneau étant de ne s'éteindre jamais, ces ouvriers forment des équipes de jour et de nuit, dont chacune comprend : des *fondeurs* et des *aides-fondeurs*, des *peseurs*, des *chargeurs*, des *rouleurs*, des *empileurs*, des *outillements* et des *manœuvres*.

La fonte ainsi obtenue est impropre à certains usages industriels, elle comprend du carbone en excès, ce qui la rend cassante. Pour la remener au degré de carburation suffisant et qui donnera l'acier, il faut la passer au convertisseur. Une puissante soufflerie en projetant de l'air au sein de la masse en fusion brûlera une partie du carbone. Jour et nuit, une équipe est là 12 heures durant, relevée par une autre équipe, elle a à sa tête son *chef fondeur*, qui ne la quitte pas, il est comme elle tantôt de jour, tantôt de nuit, chargé de surveiller dans tout l'atelier la marche des fours, la succession des coulées. Sous ses ordres, se trouvent : un *fondeur*, chargé de la conduite des fours ; un *aide-fondeur* ; un *leveur de porte* ; un *chef gazier* ; un *aide* ; un *grésilleur* ; des *manœuvres* qui font le chargement. En outre, pour l'ensemble des fours, les couleux : un *chef couleur* ; des *aides-couleurs*, enfin des *manœuvres*, (maçons, peseurs, machinistes, dégrasseurs). A cette équipe active correspond une équipe administrative,

La fonderie, ne travaille que le jour et à une seule équipe, sa besogne consiste à préparer les moules en terre, dans lesquels on verse le métal liquide pour lui donner la forme demandée.

Mais l'usine ne produit pas seulement l'acier, elle produit encore le fer par le puddlage ou brassage de la fonte. Ce four à puddler est une sorte de fourneau à reverbère d'aspect assez primitif. Devant la gueule du four à puddler, toujours béante, les ouvriers extrêmement robustes se postent nus jusqu'à la ceinture armés d'un long ringard de 2^m. 50, terminé par un crochet : le « rabot » et d'un autre ringard de même longueur, terminé par une palette « l'aspadelle ». L'ouvrier avec ces deux instruments fait son métier de puddleur, il brasse la fonte, la retourne sur la sole du four, la pétrit, la coupe, la roule en boules.

Ce travail est extrêmement pénible, plusieurs hommes sont là pour se remplacer. Le puddlage se fait à l'usine par deux équipes de composition identique, pour le jour et la nuit. Chacune d'elles comprend un *contremaître* ; un *peseur* ; des *maîtres puddleurs* ; des *aides-puddleurs* ; des troisièmes ou *rouleurs de boules* ; des *marteleurs* ou *cingleurs* ; des *lamineurs* et des *machinistes*. Là encore le service actif est doublé d'un service administratif.

A côté de l'acierie et de la fonderie se trouve la tolèrie. Une grue happe, au sortir du four, le

lingot de métal réchauffé et l'apporte sur la table du laminoir ; la masse ramenée entre des cylindres, tournant en sens contraire s'applatit, s'étire, s'élargit, et elle en sort une tôle épaisse de quelques millimètres, large d'un mètre, longue de plusieurs mètres qui se développe comme une étoffe. De même qu'à l'acierie ou au puddlage la tôlerie emploie deux équipes jour et nuit, l'équipe comprend : un *contremaître* ; des *chauffeurs* ; des *aides-chauffeurs* ; des *leveurs de porte* ; *chefs lamineurs* ; *seconds lamineurs*, des *rattrapeurs*, des *manceuvres* pour la plaque ; des *serreurs de vis* ; des *machinistes* ; des *rouleurs de charbon*.

Avec les forges apparaissent les impressionnants marteaux pilons, de trente, soixante, cent tonnes, et parfois davantage, merveilleusement adaptés à l'usage de l'homme. Ces monstrueux engins peuvent être mis en mouvement par un enfant. Aujourd'hui, ils sont souvent remplacés par des presses, fonctionnant par des systèmes de pistons mus à eau comprimée. Un forgeron et des aides-forgerons constituent une équipe affectée à sa presse ou à son marteau.

La tréfilerie est une des choses les plus curieuses de la métallurgie. Cette barre qui s'engage, longue d'un mètre peut-être, et large de 8 à 10 centimètres dans la première canelure du laminoir, guidée par des hommes qu'on a eu la précaution

de revêtir de jambières de métal, sort bientôt de la dernière, longue d'une trentaine de mètres, grosse comme le petit doigt, « elle se tord en anneaux, se plie, se replie, court à terre comme un serpent de feu, c'est le plus mobile, le plus agile, le plus reptile des reptiles ; et il faut être perpétuellement sur le qui-vive pour l'éviter, sauter d'un côté, puis de l'autre, selon qu'il ondule d'un côté ou de l'autre, ne pas se laisser prendre en ses lacets, en ses nœuds, car de quelque point qu'il effleure, il blesse. Son contact même est une morsure et sa morsure une brûlure. Une seconde de distraction ou de retard peut être fatale, et l'on nous a cité le cas d'un ouvrier qui ayant manqué son élan, a eu un pied encerclé et coupé. » (1)

M. Ch. Benoist conclut en indiquant qu'on n'emploie que de tous jeunes gens à la tréfilerie.

Après cet exposé sommaire des différentes étapes que parcourt le minerai avant d'être livré au commerce sous forme de métal, efforçons-nous d'apercevoir la distribution des ouvriers entre les tâches diverses qui constituent le travail du métal. A vrai dire la chose est assez difficile. Sauf pour les jeunes gens employés au laminage des petites barres, les traîneurs de barres au

(1) Ch. Benoist. — *Op. Cit.*, p. 266.

puddlage, les leveurs de portes, attachés aux différents ateliers, et quelques traceurs ou apprentis ajusteurs, il y a peu de jeunes gens employés dans la métallurgie. D'autre part, chaque ouvrier demeure tant qu'il le peut dans sa spécialité ou catégorie sans en jamais sortir. « Il n'y a point entre les catégories ou spécialités de répartition par âge, voulue ou délibérée, mais seulement cette répartition naturelle et automatique que le temps opère lui même ». Les jeunes gens sont mêlés dans les ateliers et les équipes à des hommes dont l'âge est très différent du leur et très différent de l'un à l'autre.

Ainsi donc, pas de répartition des ouvriers par âge dans la métallurgie comme dans les mines par exemple, où l'on trouve deux ou trois grandes catégories. Ce phénomène s'explique ici parfaitement par la difficulté même du travail, le tour de main qu'il faut acquérir dans une profession à la fois pénible et dangereuse, exige de la part des ouvriers une spécialisation dès l'origine. D'abord auxiliaire secondaire, l'enfant se familiarise avec le métier, il devient plus tard l'aide de l'ouvrier, qu'il remplacera un jour. Ainsi formé, il est un rouage nécessaire, indispensable à telle opération de la métallurgie, mais aussi et du même coup, impropre à tout autre du fait de sa spécialité même.

Quelle est l'importance de la main-d'œuvre infantile dans le travail de la métallurgie ? C'est une question à laquelle nous pourrions facilement répondre, si nous nous reportons à la statistique annexée au rapport des inspecteurs du travail pour 1907. Nous y voyons parmi le personnel employé de jour et de nuit 4.968 enfants de moins de dix-huit ans, contre 53.679 hommes adultes, c'est-à-dire 8 1/2 % du personnel employé.

La plupart de ces enfants, nous dit M. Fagnot (1), sont employés aux trains de laminoirs ; le travail y est organisé en 2 postes faisant 10 heures chacun, soit 20 heures sur 24. Entre chaque poste, il y a deux heures d'arrêt. Pour le laminage des grosses barres, les équipes ne comprennent généralement que des adultes. Au laminage des barres moyennes, il n'y a que quelques jeunes gens dans les équipes. C'est au laminage des petites barres que les équipes ne comprennent que des enfants, sous la direction d'un chef lamineur ou d'un second.

Nous voici donc fixés sur le nombre des enfants employés dans la métallurgie. Il ressort du livre de M. Ch. Benoist et de l'enquête de M. Fagnot, que la plupart des opérations de la métallurgie prennent les enfants dès leur entrée à l'usine pour

(1) Fagnot, op. cit., p. 10.

l'apprentissage. La plus grande partie va aux laminoirs, où sans changer de métier, les enfants passent successivement des tâches les plus faciles aux travaux les plus pénibles, du laminage des petites barres au laminage des moyennes et des grosses, suivant les besoins du moment, et en tenant compte de l'âge et de la force des ouvriers.

Tels sont les faits.

§ I. — Application des dispositions réglementaires

Le règlement de 1893, intervenu pour obéir au vœu de la loi du 2 novembre 1892, fixait les travaux auxquels les enfants pouvaient être astreints pendant la durée du travail de nuit. « Ils pourront, dit le décret, aider à la préparation des lits de fusion, aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de réparation de moules pour objets de fonte moulée, de rangement des paquets, des feuilles, des tubes et des fils ». Ces dérogations au droit commun, créé par la loi de 1892, en ce qui concerne le travail de nuit des femmes et enfants, sont dominées par un principe : l'interdiction des tâches principales, pendant le travail de nuit, au personnel protégé. Cela ressort très nettement des

termes du décret. Quant aux travaux permis, on les aperçoit moins bien, si l'on pense à la complexité des tâches dont nous avons essayé plus haut de donner une énumération. On aurait préféré des indications plus précises, se référant à chacune des grandes branches de la métallurgie ; l'expression : travail accessoire, est aussi imprécise que ce travail lui-même. La limite est souvent indéfinie entre la tâche principale et la tâche secondaire. Cette imprécision devait laisser aux industriels et à l'inspection un pouvoir assez large d'appréciation.

Quoiqu'il en soit, l'application rigoureuse de la loi devait porter atteinte à la pratique ancienne de ces industries, le décret de 1875 n'avait pas reçu une application intégrale, car lorsque nous parcourons les rapports des inspecteurs, nous retrouvons mentionnés l'existence de certaines pratiques qui faisaient directement échec à la loi, mais tellement enracinées et appuyées sur des considérations si rationnelles, que l'inspection hésite à en poursuivre la suppression.

Écoutons ce que disait M. Jaraczewski, en 1896 (1) : « En ce qui concerne les travaux permis pendant la nuit, les prescriptions réglementaires

(1) Rapp. 1896, 5^e circ., p. 124. Dans le même sens, rapp. 1898, 3^e circ., p. 79 ; 1899, 9^e circ., p. 429.

ne sont pas plus rigoureusement observées (il vient de parler du repos hebdomadaire non accordés en temps de surproduction, et des deux heures de repos au milieu du travail de nuit). Les enfants sont employés selon leurs forces, le jour et la nuit à tous les travaux. Les plus âgés sont employés pour les besognes les plus rigoureuses, telles que le transport des loupes, le rattrapage, le redressage ou le crochetage des barres au laminoir, et leur salaire varie de 3 fr. 50 à 4 francs par jour, représentant en effet la juste rémunération de ce travail pénible.

« Les enfants de 13 à 16 ans, d'une robuste constitution, sont employés à des travaux peut-être moins fatigants, mais nécessitant encore de la force, on les occupe au dressage et au trainage des barres, et leur journée varie de 2 fr. 50 à 3 fr. 50; enfin, les moins développés ont des besognes secondaires qui correspondent aux travaux accessoires mentionnés à l'article 4 du décret du 15 juillet 1893. Ces besognes sont : la manœuvre des portes des fours, des marteaux-pilons, des élévateurs, le démélage des barres, le balayage, le jet de sable et autres menus travaux d'occasion; elles leur sont payées de 2 à 2 fr. 50 par jour.

« De sorte qu'il faut conclure que ces prescriptions spéciales en vue du travail de nuit ne sont pas observées. Le service de l'inspection hésite à agir, car il faut frapper non seulement une industrie considérable, puissante, qui fait une des

richesses de la région, mais atteindre encore une catégorie intéressante de jeunes travailleurs ».

Telles sont les déclarations que nous trouvons au rapport de l'inspecteur de la 5^e circonscription; elles révèlent un abus généralisé, un mal tellement chronique que l'inspection n'ose sévir. Et cependant, M. Jaraczewski, si nous en croyons les études consciencieuses qu'il fournit chaque année, est un inspecteur extrêmement actif. Cet aveu de sa part nous permet de penser que dans la métallurgie la situation est la même un peu partout. Pire encore, sans doute, dans les régions moins favorisées que le Nord d'où nous viennent ces renseignements.

La conclusion de cet inspecteur est un aveu d'impuissance. « L'emploi des enfants la nuit aux seuls travaux d'affinage, de martelage et de laminage, n'est pas possible, car à qui confierait-on pendant la nuit, les travaux que ces jeunes garçons sont aptes à remplir le jour? Sans se préoccuper de la perturbation immense que causerait l'application de cette réglementation, on ne peut vraiment retirer à des enfants vigoureux de 16 à 18 ans, de solides gaillards assurément, le bénéfice qu'ils recueillent d'un long apprentissage, de leur adresse et de leur force. »

C'est plus que de l'impuissance, c'est l'apologie par l'inspection elle-même, d'une pratique qu'elle a reçu mission d'enrayer. Sans doute, objectera-t-on avec quelque apparence de raison, il est illo-

gique de ne pas permettre la nuit les travaux autorisés le jour. Aussi bien ne le prétendons-nous pas, nous reconnaissons que cette distinction complique l'organisation de l'usine, mais il faut bien admettre cependant, que les dangers plus grands du travail de nuit justifient dans une certaine mesure ces prescriptions plus sévères. Pourquoi enfin se refuser à apercevoir que les auteurs du décret, en édictant ces règles, auraient pu vouloir tout simplement obliger les industriels à ne confier, même le jour, aux enfants travaillant alternativement de jour et de nuit, que les travaux tolérés la nuit. Cette explication en vaut bien une autre, elle simplifie les choses aussi bien que la pratique tolérée illégalement, elle a le grand avantage de respecter les exigences de la loi. On ne semble pas y avoir pensé, ou si l'on a aperçu cette conséquence, c'est pour la juger désastreuse et accuser la loi d'y avoir involontairement conduit.

Quoiqu'il en soit de cette interprétation, l'inspection avait le devoir de faire appliquer la loi et les décrets tels qu'ils étaient. Tolérer une violation aussi manifeste, n'était-ce pas étrangement abuser du pouvoir d'appréciation qu'exige la mission de l'inspecteur ?

En dehors de cet échec aux prescriptions de la loi, et nous venons de voir qu'il est considérable, les rapports nous en signalent d'autres assez importants. Le repos hebdomadaire n'est pas

toujours respecté pour les enfants : « Si en temps ordinaire le chômage qui est pratiqué dans certaines industries du samedi soir au lundi matin, donne satisfaction à l'obligation du repos hebdomadaire, il est loin d'en être toujours ainsi en temps de surproduction. » (1)

Encore une constatation qui nous éclaire sur l'application du repos hebdomadaire. Nous pourrions rappeler que les équipes de remplacement avaient justement ce but. On nous répondra, sans doute que tout le personnel disponible était normalement occupé pendant ces périodes où les demandes abondent, il ne reste personne pour constituer les équipes de remplacement.

Indiquons aussi que le repos d'une durée au moins égale à 2 heures, et destiné à couper le travail de nuit, n'était peut-être pas toujours accordé de la façon désirée par la loi. On comptait tous les arrêts qui pour une cause ou une autre, suspendaient le travail pendant quelques minutes. De cette façon, une présence de 12 heures correspondait à un travail effectif de moins de 10 heures.

Avant d'étudier la suppression du travail de nuit dans la métallurgie, il nous faut signaler le nombre considérable d'accidents qui se produisent dans cette industrie : (métallurgie et travail des

(1) Rap. 1897, 3^e Circ, p. 103. L'inspecteur mentionne que dans les usines métallurgiques de sa région, le repos n'est accordé que trois dimanches par mois.

métaux). En parcourant la statistique des accidents pour 1907 (1) on peut s'apercevoir que la métallurgie figure pour un chiffre vraiment effrayant dans le total des accidents de l'année : 109.984 sur 359.747, soit 30 %. Pour les enfants, la proportion est plus considérable encore ; la même statistique signale en effet 32.051 accidents d'enfants de moins de 18 ans sur 141.250, soit 44 %. Il était bon de faire cette constatation dont l'importance ne saurait échapper à ceux qui se préoccupent du travail de nuit des enfants.

§ 2. — Suppression du travail de nuit

Peut-on supprimer le travail de nuit dans la métallurgie pour tous les enfants qui y sont employés ? A cette question posée pour les industries précédemment examinées, nous avons pu hardiment répondre : oui, et nous avons dit pourquoi. Ici la question devient beaucoup plus délicate et exige un examen minutieux de la situation. Nous profiterons des enquêtes faites par MM. Martin-Saint-Léon, en 1906 et Fagnot, en 1908, elles nous fournissent de très précieux renseignements émanant de sources opposées et

(1) Rap. 1907, p. 500.

mettant bien en relief les objections patronales et les revendications ouvrières.

Dans l'enquête de M. Martin-Saint-Léon, une note intéressante qui émane d'un représentant d'une usine métallurgique du Nord résume assez bien les objections patronales (1).

« Les gamins devront travailler avec leurs équipes ou ne travailleront pas du tout : voilà un premier point sur lequel on peut être très affirmatif. Evidemment il sera possible dans une grande usine d'énumérer quelques catégories de métiers qui n'exigeront pas le travail de nuit ou qui n'exigeront la nuit, que des équipes moins nombreuses et peut-être pas de gamins. Mais il importe peu que cette liste soit plus ou moins longue. Quand l'énumération aura été aussi complète qu'on voudra, elle ne comprendra que la moindre partie de l'ensemble de l'industrie ; il restera une longue liste de métiers dans lesquels le travail de nuit se fait par suite de nécessités industrielles impératives dans les mêmes conditions que le travail de jour ». Ce correspondant poursuit, en affirmant que là, où la présence d'un gamin se justifie le jour, elle se justifie également pendant la nuit, autrement il faudrait que des adultes travaillent toujours la nuit, ce qui est

(1) Martin-Saint-Léon. — Op. cit. p. 24 et suiv.

impossible. Supprimer les enfants la nuit, c'est donc les supprimer aussi le jour. C'est donc aussi la suppression de l'apprentissage. Il ne faut pas songer à ouvrir ni ateliers séparés, où le futur métallurgiste apprendrait son métier sur des machines plus petites, ni des écoles professionnelles spéciales, comme celles créées pour les électriciens. « Les ouvriers métallurgistes ne peuvent se former dans une salle de cours ou un atelier séparé. Il faut, pour leur apprentissage, que toutes les conditions de travail existent simultanément. L'aide-fondeur, l'aide-lamineur, etc., doivent être au milieu de leur équipe, à côté du fondeur, du lamineur, dans les mêmes conditions que ceux-ci et non *ailleurs*. En un mot, l'école d'apprentissage, c'est *l'usine*; le professeur, c'est l'ouvrier déjà formé ou le contremaître. Donc, lorsque le travail de nuit sera supprimé pour les gamins, l'apprentissage disparaîtra du même coup sans que rien puisse y suppléer (1).

M. Fagnot (2) nous donne l'avis de l'ingénieur d'une Société métallurgique du nord de la France; il est nettement opposé à la suppression du travail de nuit. « En voyant les laminoirs qui fonctionnent en ce moment, nous dit-il, vous reconnaîtrez

(1) Martin Saint Léon, *op. cit.*, p. 26.

(2) Fagnot, *op. cit.* p. 13, 15, 16.

vous-même que la présence des enfants est aussi indispensable la nuit que le jour ». M. Fagnot, après avoir examiné la situation, conclut que ce travail conviendrait aussi bien à de jeunes garçons de plus de dix-huit ans. En dehors des roulements, il ne voit qu'une question de frais généraux à la substitution des adultes aux enfants sur le poste de nuit.

La Société anonyme des forges et aciéries du Nord et de l'Est, dont les usines sont à Trith-Saint-Léger, a donné un avis dans le même sens. « Il paraît d'autant moins possible de les remplacer aux laminoirs, que les trains où ils sont occupés ne conviennent qu'à eux ». On appuie cet avis sur l'impossibilité d'organiser des roulements avec les hommes qui devraient travailler toujours la nuit. « La mesure porterait tort à l'apprentissage et générerait le recrutement du personnel, recrutement qui, dès maintenant, est très difficile dans la région » ; on ajoute enfin que « les adultes, par amour-propre, ne consentiraient pas, de bonne grâce, à faire le travail des enfants ».

M. Fagnot résume l'entretien qu'il a eu avec le directeur de la Société anonyme d'Escaut-et-Meuse, à Anzin, qui occupe 2.200 ouvriers, dont 130 enfants. « Les directeurs et ingénieurs de ce grand établissement, nous ont déclaré qu'ils comprenaient parfaitement que l'on veuille interdire le

travail de nuit des enfants partout où la chose n'est pas techniquement impossible ». « En leur donnant le temps de modifier l'organisation des équipes, le travail de nuit des enfants pourrait être supprimé dans leur usine, sauf au laminage des tubes soudés par rapprochement (tubes pour la conduite de gaz et d'eau) ». Il concluait en admettant le principe de la suppression du travail de nuit, sauf certaines exceptions.

Il est à remarquer que ces observations, provenant de source patronale, sont beaucoup moins affirmatives que les précédentes en ce qui concerne notre réforme; ce patron ne demande qu'une petite faveur pour les 'apprentissages délicats, et parce que la spécialité qu'il indique est un monopole de notre industrie nationale.

Avant de voir ce que l'on pense du côté ouvrier, écoutons encore les déclarations extrêmement importantes faites à M. Fagnot, par le chef d'un établissement qui produit, surtout, de petites barres et de petits fers et dans l'atelier duquel, les enfants sont proportionnellement plus nombreux que partout ailleurs dans la région (100 enfants pour 1.100 adultes).

« La réforme n'est pas impossible, nous a déclaré le directeur, du moment qu'elle doit être réalisée par une loi applicable dans tous les Etats industriels et que, par suite, elle ne faussera pas

les conditions de la concurrence entre les usines des divers pays.

» Il en résultera sûrement une augmentation du prix de revient des fers et aciers laminés, augmentation que le consommateur devra payer. Si les Gouvernements des divers pays estiment que la réforme doit s'accomplir malgré la hausse de prix qu'elle entraînera, nous n'avons pas nous, industriels, de raisons majeures pour nous y opposer.

« Le travail des enfants étant indispensable, il nous paraît possible, à première vue, d'assurer la marche des petits trains ou trains occupant les enfants par une organisation comportant 16 heures de travail, divisées en deux postes de 8 heures et un arrêt de 8 heures sur 24 heures, pendant lequel le feu du four à réchauffer serait couvert : dans ce régime, l'apprentissage n'en souffrirait pas (1). »

Il subordonnait sa concession à une question de temps.

Enfin, M. Fagnot a consulté MM. Henin, ancien lamineur, secrétaire du syndicat d'Anzin, et Maillard, ancien lamineur, secrétaire du syndicat de Maubeuge. L'un et l'autre, dont les réponses n'ont point été concertées, ont formulé les mêmes observations. Ils sont d'accord pour signaler les

(1) Fagnot. — Op., cit., p. 13 et 17.

inconvenients et les dangers du travail de nuit, tant au point de vue moral, qu'au point de vue physique. Ils affirment, et cela ne paraît point contestable, que le travail nocturne est une cause d'augmentation des frais de nourriture pour l'ouvrier et pour sa famille. Les accidents y sont plus considérables la nuit que le jour et portent davantage sur les enfants. (1)

Nous aurions voulu rapporter une plus grande partie des notes et conversations qui constituent l'enquête de M. Fagnot. Le peu que nous avons reproduit est intéressant parce qu'il nous fait connaître l'avis des deux parties, dont les intérêts apparaissent diamétralement opposés.

En présence de toutes ces déclarations, moins divergentes peut-être qu'on ne le suppose, quel parti devons-nous adopter ? Un examen s'impose et il nous semble que deux grands problèmes le dominent : 1° une question d'apprentissage ; 2° une question de frais généraux.

Pour ce qui est de ces derniers, la chose ne fait aucun doute, la substitution d'adultes aux enfants employés dans la métallurgie, amènerait une augmentation assez notable de frais généraux, par conséquent une élévation de prix dont le poids retomberait en définitive sur le consommateur.

(1) Fagnot. — Op., cit., p. 11.

teur. Il nous faut rappeler que M. Fagnot s'est placé exclusivement au point de vue d'une suppression du travail de nuit, par voie de convention internationale. Une objection nouvelle s'élèverait si nous examinions l'effet d'une suppression limitée à notre pays, pour l'ensemble des industries à feu continu.

Ce fait incontestable, d'une élévation au moins momentanée des prix, serait-elle de nature à empêcher la mesure que nous proposons? Nous ne le croyons pas. N'a-t-il pas été l'objection constante élevée par les industriels à toutes nos lois ouvrières? (1) Or, notre propre expérience, comme l'observation chez nos voisins (les Anglais et leur loi de 1850), nous ont montré que la production n'a jamais diminué dans la mesure que semblait annoncer l'entrave apportée par la loi. C'est que cette réglementation a eu une conséquence extrêmement heureuse; elle a augmenté la capacité productive de ceux dont elle diminuait le labeur, elle a augmenté leur puissance d'attention, en faisant de ceux qu'elle protégeait des hommes plus libres, capables de mieux s'instruire et se perfectionner, et au point de vue social, des citoyens plus dignes de la haute mission qui leur

(1) Reoul Jay. — *La protection légale des travailleurs*, chap. III.

incombe dans une démocratie. Elle a aussi rendu service à l'industrie elle-même qu'elle semblait avoir volontairement sacrifiée. On a constaté, en effet, que si chaque intervention législative limitant la journée de travail a eu pour conséquence immédiate une diminution de la production, cette situation n'a pas duré, l'industrie a bien vite repris son essor et la diminution passagère qu'elle a subie a été simplement la conséquence des inévitables tâtonnements d'une organisation nouvelle. Or, dans la question qui nous occupe ici, nous pensons que les choses suivront la même évolution.

S'il n'y avait qu'une question de frais généraux, nous pourrions sans inquiétude, réclamer une suppression radicale du travail de nuit pour tous les mineurs de 18 ans, mais il en est une, autrement grave, à laquelle il nous faut maintenant arriver.

L'apprentissage ne nécessite-t-il pas le maintien du travail de nuit des enfants ?

Il résulte bien des déclarations faites au cours de l'enquête, par les industriels ou leurs représentants, que les difficultés suscitées à l'apprentissage par la réforme, occupent le premier plan dans leurs objections. Il faut observer cependant que cette question les préoccupe inégalement. Nous avons rencontré des oppositions absolues,

Nous avons trouvé des chefs d'établissement faisant de larges concessions. Certains ont estimé que la protection limitée aux mineurs de seize ans serait suffisante. D'autres enfin ont admis le principe, pourvu qu'il soit tempéré par des exceptions qu'ils jugent indispensables. Ils sollicitent tout au moins le temps nécessaire pour se plier au régime nouveau.

Par contre, les avis des syndicats ouvriers sont formels, leurs chefs affirment qu'on peut supprimer le travail de nuit des enfants. Sans doute, dans certaines parties, la chose amènera une augmentation de frais, une organisation nouvelle, mais nulle part il n'y a d'impossibilité absolue.

Nous nous rangerons à ce dernier avis. Sous le nom d'apprentissage, n'a-t-on pas tendance à faire entrer un certain nombre d'occupations, telles que ranger des tubes, des feuilles, des paquets, qui n'ont rien de commun avec l'acquisition, par l'adolescent, de cette expérience professionnelle, qui fera de lui un bon ouvrier. C'est ce que M. Coupât, secrétaire de la Fédération des ouvriers mécaniciens, membre du Conseil supérieur du travail, déclarait à M. Martin-Saint-Léon, en 1906 (1). Il n'admettait pas que l'enfant fit son apprentissage de 12 à 18 ans, d'après lui, et la

(1) Martin-Saint-Léon, — Op. cit. p. 27 et 28.

chose nous semble évidente, ce n'est pas en regardant faire, c'est en travaillant soi-même à la fabrication qu'on apprend son métier dans la métallurgie, et il ajoutait : « un jeune homme qui commencerait à travailler dans un haut-fourneau, par exemple à 18 ans, ne tarderait pas à en savoir aussi long que le gamin confiné depuis de longues années dans les besognes secondaires. Il apporterait, en effet, à son nouveau travail, un esprit déjà formé, une capacité d'attention, et un sentiment de sa responsabilité, qui font défaut chez l'enfant. On s'intéresse infiniment plus à ce que l'on fait, qu'à ce que l'on voit faire aux autres ». M. Coupât, à l'appui de son opinion, nous apporte une observation qui lui est personnelle. Il l'a faite à l'école Diderot, dont il fait partie du Conseil d'administration. Il a pu remarquer que « les enfants entrés à 13 ans dans cette école, sont généralement de médiocres élèves mécaniciens, leurs bras ne sont pas assez forts pour les travaux qui leur sont demandés, ils les exécutent mal et se découragent très vite ; un enfant de 15 ans, apprend déjà beaucoup mieux ». Cette observation peut à fortiori s'étendre à la métallurgie, où les occupations des enfants, sont pénibles et ne constituent pas un apprentissage.

Dans certains cas très exceptionnels, où l'apprentissage est plus long et plus minutieux, comme

par exemple le laminage des tubes soudés par rapprochement, il sera parfois indispensable de prendre les enfants avant dix-huit ans. Dans ce cas, il ne sera pas absolument indispensable de les occuper la nuit. En organisant trois équipes travaillant 8 heures et dont une seule comprendrait des mineurs de dix-huit ans, la question serait résolue. Il suffirait d'organiser l'alternance pour la nuit entre les deux équipes de majeurs, celle des jeunes garçons de moins de dix-huit ans, étant constamment de jour. On nous a dit que le nombre des enfants participant à ce travail est très limité. La charge imposée à cette industrie, par l'organisation de trois équipes, ne serait pas considérable et la production s'en trouverait accrue.

Cet exemple, que nous avons choisi, notamment la fabrication des tubes à ailettes, pour chaudière de locomotive, constitue pour notre industrie nationale un monopole de fait, à raison de la perfection de nos produits. L'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, s'approvisionnent chez nous. Une légère élévation des prix nous ferait-elle perdre cette situation ? C'est fort douteux. Si toutefois elle devait la compromettre, l'Etat dispose de moyens pécuniaires efficaces pour maintenir les industries menacées ; il y aurait là, selon nous, une occasion opportune d'en user.

Pour les trains de laminoirs, les industriels

pourraient facilement se passer d'enfants la nuit. Le travail de laminoir ne fait pas nécessairement cycle continu avec les fours de fabrication des métaux, bien que, de plus en plus, on tende à utiliser la chaleur conservée par le métal solidifié. La continuité du travail n'a lieu qu'avec le four à réchauffer le métal ; or, les dépenses occasionnées par ce dernier ne sont pas très considérables. On peut aussi couvrir le feu. C'est un moyen auquel on a fréquemment recours, le train ne marche alors que sur un poste. Il arrive assez souvent — chaque train étant autonome — que dans une même usine, des trains sont arrêtés pendant que les autres fonctionnent. Dans ce cas, il n'y aurait qu'à arrêter la nuit ceux employant des enfants et laisser continuer les autres. Les moyens à employer pour résoudre notre question sont nombreux, il faudrait choisir le moins préjudiciable à l'industrie.

Si nous nous rappelons que les laminoirs occupent plus de la moitié de adolescents de la métallurgie, que, d'autre part, et de l'aveu même des industriels, de nombreux enfants sont occupés à des tâches accessoires où l'on pourrait facilement les remplacer par des manœuvres (1), employés le

(1) Les statistiques nous signalent 48.870 hommes travaillant exclusivement de jour (rapp. 1907).

jour au transport des objets ou nettoyage des locaux . Nous pouvons facilement nous rendre compte que la portée de l'objection formulée par les patrons et déclarant que, supprimer le travail de nuit des enfants, c'est du même coup leur supprimer le travail de jour, est singulièrement réduite.

Si le cas se présentait encore pour quelques enfants, n'y aurait-il pas un moyen de les occuper avant dix-huit ans ? L'Etat ne pourrait-il pas, par des moyens à déterminer, leur assurer temporairement du travail, prolonger d'un an ou deux l'instruction primaire ? Il serait dangereux de laisser prendre à ces adolescents des habitudes de paresse et de vagabondage. Mais c'est là le seul danger à redouter d'un retard à l'entrée dans l'usine. Il ne peut en résulter, autrement, que des avantages pour la santé physique des jeunes ouvriers. Il n'en reste pas moins, qu'une telle réglementation qui tendrait à les mettre à la charge des parents, à un âge où ils pourraient, par leur salaire, contribuer à l'entretien de la famille, aurait sans doute pour résultat d'orienter vers une autre profession les enfants destinés à la métallurgie ou à la verrerie.

Mais pourquoi ne pas songer à les occuper de douze à dix-huit ans aux travaux agricoles ? L'espérance d'un haut salaire après leur dix-huit

ans suffirait, peut-être, à les y orienter, pour attendre. Le travail aux champs est parfois pénible ; il l'est moins, cependant, que dans nos usines à feu continu ; surtout il est plus sain, parce que pratiqué au grand air. Un stage de quatre ou six ans à la campagne serait une excellente préparation physique pour le jeune garçon qui va entrer à l'usine. Il indiquerait peut-être leur voie aux plus faibles de ces enfants, à ceux que l'usine tuera et qui auraient fait de bons ouvriers agricoles. Il y aurait, certes, des difficultés à une telle organisation, l'ouvrier métallurgiste ou verrier, professe trop de mépris pour celui qu'il traite dédaigneusement de « paysan », pour que nous espérons la voir se réaliser. Si cependant la suppression du travail de nuit des mineurs de dix-huit ans, en tarissant les sources du recrutement dans la métallurgie, obligeait d'y recourir, cela vaudrait bien mieux que le régime barbare et archaïque sous lequel nous vivons encore, et dont nous aurions mieux voulu montrer les détestables conséquences.

Déjà, plusieurs usines ont supprimé complètement ou en partie le travail de nuit des enfants. Malgré cela, le nombre des enfants occupés dans ces conditions augmente chaque année d'une façon inquiétante. Les accidents s'y multiplient d'une manière effrayante ; il serait temps qu'une interven-

tion législative vienne supprimer un mal que les progrès constants de l'industrie sont impuissants à enrayer.

SECTION IV

Verrerie

Nous avons réservé pour la fin l'étude de l'industrie verrière, à raison de son importance au point de vue qui nous occupe. C'est que parmi le personnel protégé des usines à feu continu, elle tient la première place et emploie, à elle seule, près de la moitié des enfants astreints au travail de nuit.

Sans avoir à faire ici l'histoire de la verrerie, nous pouvons dire qu'elle a chez nous un très long passé ; nos plus lointains aïeux la connaissaient et l'avaient portée à un haut degré de perfectionnement : l'usage des vitres était connu au III^e siècle de notre ère.

La matière première n'a joué aucun rôle dans la répartition géographique de cette industrie. Avec de la silice, on mélange de la potasse, de la soude ou de la chaux, et l'on obtient le verre à vitre ou

à glace. Si l'on y ajoute de l'oxyde de fer, on a le verre à bouteilles; l'oxyde de plomb donne le cristal, et l'oxyde d'étain, l'émail. Or, la silice, base fondamentale du verre, se trouve partout. La soude et la potasse également. Il semble que ce soit la question du combustible qui ait déterminé la répartition géographique de la verrerie en France. Dès le ^{xiii}^e siècle, on trouve des verreries établies dans le Forz, au ^{xvi}^e siècle, elles abondent, (4 dans le Hainault, la verrerie du Perche à Montmirail, de Nohant, de Tortisombert en Normandie, la glacerie de Reuilly ou faubourg Saint-Antonin, qui devait devenir notre célèbre manufacture nationale des Gobelins) (1). Jusqu'à 1730, on en créa assez peu de nouvelles, on craignait qu'elles aient pour conséquence la destruction des forêts, mais, à partir de cette époque où l'on commençait à exploiter les mines de houille, l'industrie verrière s'accrut rapidement, on en fonda un peu partout près des mines en exploitation.

Sous l'ancien régime, la verrerie fut considérée comme métier d'art, les nobles pouvaient exercer cette profession sans déroger.

Ce caractère de métier d'art n'empêche pas la verrerie d'imposer un travail extrêmement pénible.

(1) Germain Martin. — La grande industrie en France sous le règne de Louis XIV, p. 195 à 197.

La température de 400 degrés, et souvent beaucoup plus élevée, à laquelle sont exposés les ouvriers, justifie l'expression « viande à feu », dont ils ont coutume de se désigner entre eux. Les nécessités d'un travail intensif et de la production à outrance expliquent seules la transformation profonde des conditions de la fabrication.

Les conditions techniques et économiques varient beaucoup suivant la branche envisagée. Nous pouvons ramener l'industrie verrière à quatre groupes principaux : 1° la gobeletterie et flaconnerie ; 2° la verrerie à bouteilles ; 3° la verrerie à vitres ; 4° la glacerie.

Flaconnage et gobeletterie. — Le verre s'obtient par la fusion de 1.500 à 2.000 degrés d'un silicate de potasse ou de soude et d'un silicate terreux ou métallique (plomb, zinc, manganèse). Ce mélange, préparé dans les conditions voulues, est introduit dans le creuset et l'ouvrier surveille la potée par les *ouvreaux* ou gueules de la fournaise. C'est par là qu'il retirera le verre liquide. Chaque *ouvreau* est muni d'un *flotteur* ou vase en terre réfractaire, qui navigue sur la matière en fusion et se trouve disposé de manière que cette matière y pénètre. C'est dans le *flotteur* que le *gamin* prend avec la canne le verre nécessaire à la confection de l'objet. Cette cueillette opérée, il asperge la canne d'eau froide pour pouvoir la tenir. Le *grand*

garçon prend alors la canne garnie, après avoir tassé la bulle de verre (paraison) sur le marbre (plaque de fonte), il souffle légèrement pour lui donner une première forme. Le souffleur prend la bulle ainsi dégrossie et la place dans le moule, qui donnera la forme définitive quand il aura soufflé à nouveau. L'objet est alors détaché de la canne, le col une fois fois façonné, il est confié à un porteur, tout jeune enfant, qui porte l'objet au four à recuire (1).

Verrerie à vitres. — Ici, le four est très grand, 15 ou 20 mètres de circonférence. Sur ce four se trouvent 8 ou 10 ouvreaux. Une équipe (1 souffleur, 1 apprenti, 1 cueilleur) est en face de chaque ouveau (place). Les 3 hommes sont là sur une plate-forme surélevée de 0^m,75 environ. Les places sont séparées par une fosse de longage d'une profondeur de plusieurs mètres, elle sert à allonger le verre pâteux fixé à la canne. L'apprenti cueille en plusieurs fois la masse de verre dont on fera la vitre et qui pèse jusqu'à 15 et 20 kilos ; le gamin effectue le *bloquage*, qui est l'équivalent de la *paraison* ; il souffle le verre après l'avoir réchauffé et passe la canne au souffleur, qui combine le

(1) L. de Seilhac : *La grève de Carmaux et la verrerie ouvrière d'Albi*. — Ch. Benoist : *La Verrerie* (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1903). — Léon et Maurice Bonneff : *La vie tragique des Travailleurs*.

soufflage à un mouvement de balancier imprimé au manchon, dans la fosse de longage. Quand les pièces sont légères, on leur fait décrire un tour complet dans la fosse : c'est le moulinage. Le manchon détaché de la canne et une fois refroidi, est fendu dans sa longueur au moyen d'un diamant et porté au four d'étenderie, par de tout jeunes enfants (1). Sous l'action de la chaleur, le verre devient maléable, on l'étend alors au moyen d'un rateau spécial, le polissoir ; une fois refroidies, les feuilles de verre sont bonnes à livrer au commerce.

Cette description, un peu sommaire, des opérations successives qui constituent la fabrication du verre, nous permet d'apercevoir, qu'ici, à la différence de ce qui a lieu dans la métallurgie, les ouvriers sont divisés en trois ou quatre grandes couches, variant avec l'âge et la force de chacun. Les plus jeunes (12 à 13 ans) et jusqu'à 15 ou 16 ans, les plus faibles sont employés au transport au four à recuire de la bouteille ou du canon de verre. De 13 à 18 ans, les plus forts sont cueilleurs de verre : *gamins* ; après cela, ils deviennent *grands gamins* et commencent à souffler le verre. Enfin, ils deviennent *souffleurs*, lorsque leurs

(1) Ces enfants sont exposés à de graves accidents (Bonneff, op. cit.).

forces le permettent ou que les besoins de la fabrication l'exigent.

Cette superposition de couches par âge, s'explique ici très facilement. Il n'y a pas, comme nous l'avons observé dans la métallurgie, pluralité de métiers, mais un seul : la fabrication du verre, à laquelle tous les ouvriers sont candidats, et pour arriver à ce métier de souffleur, il faut à chacun suivre les trois étapes naturelles : 1° gamin ou cueilleur ; 2° grand gamin ; 3° souffleur.

La statistique annexée au rapport des inspecteurs pour 1907, nous fait connaître la proportion des enfants de moins de dix-huit ans dans les verreries ; elle porte, en effet, parmi les ouvriers travaillant de jour et de nuit, 5.389 enfants contre 27.537 hommes adultes, c'est-à-dire 16 1/2 p. 100 (1). Les travaux permis à ces enfants sont énumérés dans les décrets des 13 mai et 15 juillet 1893, rendus en exécution de la loi du 2 novembre 1892.

§ 1^{er}. — Application des dispositions réglementaires

Comment ces dispositions réglementaires ont-elles été exécutées dans la pratique ? comment le

(1) Nos 151 verreries emploient 51.558 ouvriers, dont 18 470 exclusivement de jour, et 33.088 de jour et de nuit.

travail des enfants a-t-il été organisé ? c'est ce que les rapports de l'inspection vont nous apprendre.

Un fait qui frappe tout d'abord le lecteur attentif de ces longs et consciencieux comptes rendus de l'œuvre des inspecteurs dans toutes les régions de notre pays, c'est la diversité des régimes auxquels ces enfants sont soumis. Et ces systèmes ne varient pas seulement d'une circonscription à l'autre, mais dans la même région, dans la même ville, d'une usine à l'autre. Pour certains industriels, c'est l'organisation à deux équipes qui a les préférences ; pour les autres, le travail est partagé entre trois postes de 8 heures. Ici, on ne travaille que le jour, la nuit étant consacrée à la fusion. Là, on travaille jour et nuit. Dans telle usine on a conservé les fours à pots, dans telle autre on a adopté les fours à bassin, plus perfectionnés, et permettant une bien plus grande production. Ici enfin on accorde le repos hebdomadaire à tout le personnel, alors qu'ailleurs on ne l'accorde qu'aux personnes protégées, plus ou moins intégralement.

Nous regrettons que dans ces rapports si bien documentés, une chose ait été omise, qui nous eût été très précieuse : c'est l'indication de la spécialité produite par telle ou telle verrerie, dont on nous dit qu'elle a supprimé le travail de nuit, ou qu'elle n'y a jamais recouru. On nous le dit bien quelquefois, mais c'est par accident, sans insis-

ter, surtout ce n'est pas pour nous renseigner d'une manière précise. Nous ne pouvons donc vraiment pas faire état de ces quelques indications, rencontrées par hasard, au cours des rapports. La chose eut cependant été intéressante à connaître, car du genre de production de telle verrerie dépend la possibilité de suspendre le travail, ou la nécessité de le continuer la nuit comme le jour, dans l'état des choses actuel tout au moins. Ainsi dans la gobeletterie, par exemple, il est relativement facile de suspendre le travail la nuit, il est moins facile de le faire dans la verrerie à bouteilles, plus difficile encore dans la verrerie à vitres.

Malgré cette lacune, et parmi cette diversité de régimes nous pouvons essayer de dégager quelques idées générales.

Au point de vue de l'organisation du travail, on peut dire que deux systèmes principaux sont employés dans la verrerie : 1° deux équipes de 12 heures, correspondant à un travail effectif de 10 heures, ou alors, 2°, trois équipes de 8 heures avec seulement une demi-heure ou trois quarts d'heure de repos. (On rencontrait peu, dans la verrerie, de ces durées excessives de travail au moment de l'alternance ; à cause du caractère extrêmement pénible du travail, et d'une commodité plus grande d'éteindre le feu. On préférerait souvent, même avant 1906, faciliter l'alternance

des équipes par le repos hebdomadaire accordé à tous les ouvriers, que de profiter du décret du 28 mars 1902. Cette pratique était usitée surtout là où on travaillait sur deux postes. Dans les usines à trois postes de 8 heures, le travail était généralement ininterrompu ou suspendu seulement une partie de la journée. Nous avons vu en étudiant ce système, qu'un repos lors de l'alternance ne s'imposait pas avec la même impérieuse nécessité que pour les deux équipes).

A côté de ces deux organisations les plus communément adoptées, on peut en indiquer quelques autres. Dès 1893 l'inspecteur de la 5^e circonscription nous signale une pratique assez originale (1). Les *ouvriers d'étenderie* et les gamins qui leur étaient adjoints après 12 heures de travail, jouissaient d'un repos ininterrompu de 24 heures consécutives. Cette organisation nous laisse supposer la présence de trois équipes, faisant chacune 12 heures et ne reprenant le travail que toutes les 36 heures. De cette manière les mêmes ouvriers, sauf au cas de doublage, ne travaillaient jamais deux nuits de suite.

Nous n'apprécierons pas la valeur d'un pareil régime, la chose est délicate. Il présente évidemment des avantages très appréciables pour les

(1) Rap. 1893, p. 122

hommes adultes ; il semble moins recommandable pour les enfants qui ont un indispensable besoin de régularité dans leur repos. La régularité existe bien ici, mais la fréquence du sommeil aussi indispensable qu'elle, fait défaut. Nous n'avons d'ailleurs aucune compétence pour résoudre une question qui est du ressort de la médecine, plus que de la législation industrielle. Signalons toutefois en passant, qu'en dehors de l'industrie, ce régime est en vigueur chez les employés de l'octroi de la ville de Paris, et qu'il est tout particulièrement apprécié du personnel.

L'inspecteur de la 2^e circonscription, en 1896, nous indique un essai qui ne semble pas avoir été très imité. Il est dû à l'initiative d'un directeur d'usine. Celui-ci avait remarqué que les enfants ayant travaillé la nuit dormaient fort peu le jour, d'où il en résultait une fatigue très grande pour eux. Il imagina de créer deux équipes : A, travaillant de 2 heures du matin à 1 heure de l'après-midi, et B, de 2 heures du soir à 1 heure du matin. Cette combinaison avait l'avantage de laisser à tous les enfants une partie de la nuit pour se reposer ; elle ne comportait pas d'alternance. Le travail de chaque équipe portant sur 5 heures du jour et 4 heures de la nuit légale, l'alternance n'aurait eu que l'inconvénient de supprimer la régularité des repos. Ce partage de la journée entre

bien dans les vues de certains médecins hygiénistes, qui prétendent qu'un travail toujours de nuit est moins fatigant, même pour l'enfant, que le travail alternant chaque semaine. Ils soutiennent, en effet, que l'on prend parfaitement l'habitude de se reposer le jour. Si cette affirmation est exacte, et elle nous paraît fondée, le système décrit plus haut était assez ingénieux. En donnant satisfaction à cette théorie, il divisait la journée de la façon la plus judicieuse, et l'on comprend que M. Boyer l'ait vu s'établir avec sympathie.

Nous avons déjà vu que la loi du 2 novembre 1892 faisait aux chefs d'établissements l'obligation d'accorder le repos hebdomadaire aux enfants de moins de 18 ans. Il ne semble pas que cette prescription ait toujours été très appliquée. On s'y soumettait d'autant moins facilement que la durée du travail était moindre. Les rapports nous indiquent que c'est là où le travail comportait 3 postes de 8 heures, que l'on s'est montré le plus réfractaire à la loi. L'inspecteur de la 8^e circonscription (1) constate une infraction de cette nature, il n'en loue pas moins l'industriel qui en est l'auteur, parce que, dit-il, le travail n'y est que de 7 heures et demie par jour, et la durée de présence à l'usine, beaucoup moins longue qu'avec le système légal.

(1) Rap. 1898. 8^e circ.

Sans doute, les indications qui nous sont fournies par M. Gouttes sont précieuses à enregistrer, elles nous montrent un modèle d'organisation qui serait à imiter. Mais nous ne voyons pas de lien nécessaire entre cette organisation plus parfaite et l'inobservation du repos hebdomadaire. Ce dernier pouvait d'autant plus facilement être accordé que la présence de trois équipes n'exigeait une suspension de tout travail que pendant quelques heures.

Ailleurs, on nous signale une organisation à trois postes de 8 heures, accordant le repos hebdomadaire seulement toutes les trois semaines. La question de savoir si la loi était satisfaite a soulevé des controverses ; mais le Comité consultatif des arts et manufactures a considéré que cette pratique n'était pas contraire à l'article 5 de la loi de 1892. Son avis, bien que très discutable, n'en a pas moins été adopté, le 9 août 1897 (1).

N'insistons pas sur cette question qu'il nous fallait cependant indiquer, mais qui depuis 1906, ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif.

§ 2. — Obligation de l'embout personnel

Le décret du 13 mai 1893, fait une obligation pour les patrons verriers, dans les usines où le

(1) Rap. 1897, p. 103.

soufflage se fait encore par la bouche, de fournir à chaque ouvrier un embout personnel. C'est là une prescription qui s'est heurtée à l'inertie des ouvriers aussi bien que des patrons. Les rapports nous signalent que dans certaines verreries où ces embouts ont été mis à la disposition des ouvriers, ceux-ci ne s'en servent pas (1). La chose se comprend bien. Qu'on s'imagine, en effet, un court tube de caoutchouc, que chaque ouvrier doit appliquer à la canne avant de s'en servir et retirer lorsqu'il la passe, garnie, à son camarade, on verra aisément, que la chose est impossible, à raison de la rapidité avec laquelle s'exécutent les phases diverses de la fabrication. L'emploi de l'embout amènerait un ralentissement dans la fabrication, et comme l'ouvrier est payé aux pièces, il préfère ne pas s'en servir. La canne, qui par les nécessités mêmes du travail de verrerie, passe sans interruption de bouche en bouche, est le véhicule le plus ordinaire de propagation des maladies contagieuses entre verriers. Dès que l'un d'eux est atteint de tuberculose ou de syphilis, ses camarades courent de grands risques d'être contaminés, et le mal ne guette pas seulement les membres de l'équipe, mais aussi ceux des autres places et des autres équipes, car les cannes, une fois arrivées

(1) Rap. 1894 p. 34, p. 94 ; 1896 p. 174 ; 1899 p. 272.

au four à récuire, sont mélangées et dirigées vers les différentes places au fur et à mesure des besoins.

Quelques industriels ont compris les effets désastreux d'une telle organisation et ont pris des précautions fort utiles. M. Boulisset, inspecteur divisionnaire de Lille, signale une réforme accomplie à ce point de vue dans la verrerie Wagret (1). Un jeu de cannes est affecté à chaque place sans confusion possible, grâce à un porte-canne qui remplace l'ancienne casselle. « Sitôt la bouteille détachée de la canne, le souffleur engage la dite canne entre deux cornières en plan incliné ; elle reste alors suspendue dans le vide par une bague d'arrêt. Elle glisse jusqu'à un point tout proche du gamin, qui la prend une fois refroidie, pour faire son cueillage ».

Cette réforme, limite les dangers de contamination aux ouvriers de la place, c'est-à-dire des deux ou trois équipes, qui s'y succèdent au cours des 24 heures. Il semble que l'hygiène la plus élémentaire, devrait conduire les ouvriers de chaque équipe, lors de leur arrivée, à prendre certaines mesures de préservation, en passant par exemple à l'eau bouillante ou tout simplement

(1) Voir description. — *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1904 p. 281.

à la chaleur du four l'embouchure des cannes. De cette manière, les dangers seraient plus étroitement limités.

Nous avons cité, parmi les maladies contagieuses que la profession du verrier est de nature à propager la syphilis et la tuberculose. Cette dernière est assez peu à redouter ; elle compromet trop profondément un des appareils essentiels à la vie, pour que celui qui en est atteint puisse résister au travail pénible de la verrerie ; quelques jours, un mois tout au plus, suffit à le mettre hors d'état de continuer le travail. La verrerie tue donc le tuberculeux et l'empêche ainsi de contaminer ses camarades. •

Il en est autrement du syphilitique, dont le mal se dissimule mieux et n'oblige pas à cesser le travail. Avec lui, on court les plus grands dangers. Les frères Bonneff (1) nous citent le cas de cent quatre-vingts verriers de Rive-de-Gier, qui furent mis récemment en quarantaine par la population, tenus à l'écart comme des lépreux, chassés des cafés, hôtels, salons de coiffure, parce qu'on les croyait atteints du terrible mal. Il serait à souhaiter qu'un système plus pratique que l'embout personnel, vienne parer au danger inhérent à notre procédé actuel de fabrication du verre. En

(1) Bonneff : *La Vie tragique des Travailleurs*, p. 42.

attendant, les accidents de ce genre sont encore très nombreux ; des difficultés se sont élevées sur la question de savoir s'il n'y avait pas dans la transmission de la syphilis par la canne, un accident du travail de verrerie tombant sous le coup de la loi de 1898 et donnant droit à indemnisation. Parmi les tribunaux qui ont eu à examiner la question, trois d'entre eux et une cour d'appel (1) se sont prononcées dans le sens d'un accident du travail.

Le jugement du tribunal civil de Saint-Etienne exprime des attendus assez suggestifs. Après avoir établi un lien de causalité entre la syphilis en cours d'évolution du sieur L... et celle contractée dans son travail par l'ouvrier C..., demandeur, et constaté que ces faits sont admis par l'administration de la verrerie, qui réclame cependant le rejet de la demande, parce que, d'après elle, il y a maladie professionnelle et non pas accident. Le tribunal, repoussant cette distinction, qu'il juge non fondée, s'appuyant sur un arrêt de la Cour de cassation, qui considère comme des accidents : « Les affections pathologiques accidentelles, con-

(1) Trib. civ., Marseille, 23 décembre 1902. — Tribunal de Montbrison, 21 février 1903. — Cour d'appel de Lyon, 5 août 1905. — Tribunal de Saint-Etienne, 28 mai 1906. (Cités par Bouneff, op. cit., p. 42).

tractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, qui *prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail* », déclare « qu'on ne saurait refuser de considérer la syphilis comme une de ces affections pathologiques, dont parle la Cour suprême ».

Le tribunal s'appuyant, d'autre part, sur une circulaire du garde des sceaux qui commente la loi de 1898, et définit l'accident du travail : « Une lésion corporelle, provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure », et considérant que c'est bien là le cas du sieur C..., demandeur : « Par ces motifs, dit C... recevable de son action, la loi de 1898 applicable à l'accident du travail dont il a été la victime (1).

Nous avons résumé brièvement les attendus du tribunal de Saint-Etienne, qui indiquent une très heureuse interprétation de la loi de 1898. Il est à désirer, en attendant qu'une assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail ait été faite par voie législative, que la jurisprudence se maintienne sans défaillance dans cette voie. Cette application de la loi de 1898 à la syphilis contractée au cours du travail de verrerie, aura sans doute pour résultat de susciter des

(1) Voir l'arrêt, Bonneff, op. cit., p. 48 et suiv. (note).

recherches dans le sens d'un soufflage mécanique plus perfectionné.

Déjà, des découvertes en ce sens ont été faites, certaines usines pratiquent même le soufflage mécanique (1). Mais ces procédés, encore imparfaits, n'ont pu être généralisés, et l'ancien système est encore le plus en usage. Les verriers courent donc toujours le risque de contracter le terrible mal. Ses conséquences sur la santé de l'ouvrier seraient intéressantes à examiner. Ce que nous en savons nous permet d'affirmer qu'il y a là un très grave danger pour la famille ouvrière et pour la race qu'il compromet dans ses espérances immédiates et lointaines, car avec le travail prématuré de la femme qui vient d'être mère, la syphilis est la grande cause de mortalité infantile. Et si elle a sur l'homme adulte une fâcheuse répercussion, combien plus détestable encore sur l'enfant qu'elle atteint en plein développement, déjà fatigué par un travail excessif. Il est regrettable que l'on n'ait pu, jusqu'à présent, édicter une réglementation vraiment efficace contre les dangers de contamination syphilitique.

§ 3. — Suppression du travail de nuit des enfants

En présence de la situation que nous révèle

(1) Rap. 1905, p. 252.

l'application de la loi de 1892 à la verrerie, nous pouvons, sans crainte, poser la question de la suppression du travail de nuit des jeunes enfants dans cette industrie.

Que pourrait-on attendre d'une réglementation plus étroite ? très peu de chose assurément. Nous savons avec quelle facilité on tourne les prescriptions légales, nous avons pu nous apercevoir des difficultés du contrôle. C'est dans la verrerie, en effet, qu'on refuse le plus d'afficher les tableaux détaillés, seul moyen efficace de se rendre compte si la durée du travail est dépassée. Tout le monde connaît l'insuffisance numérique des inspecteurs du travail et sait que leurs visites ne touchent pas en moyenne une fois par an chacun des établissements de leur juridiction. En présence d'un pareil état de choses, il faut se montrer sceptique sur les effets d'une réforme partielle. Une seule solution nous paraît efficace, parce qu'elle est simple et radicale celle là, parce qu'elle a le mérite de créer une situation nette : c'est la suppression complète du travail de nuit pour les mineurs¹ de 18 ans, dans la verrerie. Voyons les difficultés qu'une telle mesure pourrait susciter, les objections formulées par les industriels, l'avis des organisations ouvrières, les améliorations techniques qui pourraient faciliter la réalisation d'une telle réforme.

Dans la description que nous avons donnée

d'une verrerie, nous avons peu insisté sur le caractère particulièrement pénible du travail confié aux enfants. Qu'on s'imagine un jeune garçon, qui souvent n'a pas quatorze ans, obligé d'affronter 1.000 ou 1.500 fois par jour la température de l'ouvreau qui s'élève jusqu'à 1.600 degrés dans les verreries à bouteilles. (Car pour gagner sa nourriture, il faut que dans les 8 heures l'ouvrier fasse suivant les sortes, de 400 à 700 bouteilles.) On comprendra à quel point son organisme peut être débilité. Comme le dit M. Hamelin, dans un langage expressif, « l'ouvrier a le feu dans le corps, à l'instar des pompiers il jette de l'eau sur ce brasier pour éteindre l'incendie. A ce point que nous avons vu des hommes boire jusqu'à 25 litres d'eau en 8 heures de travail. » (1)

Mais le feu n'a pas toujours une action lente, il fait courir à celui qui l'approche le risque d'un effet soudain qui se traduit par ce que les verriers appellent le « coup de chaleur », nous dirions l'hémorragie cérébrale. Les cas en sont assez fréquents surtout en été, lorsque l'on a le « mauvais vent » et que les ouvriers n'ont pas le temps de « mettre bas » à temps (c'est-à-dire quitter le travail).

(1) Hamelin. — *La verrerie ouvrière d'Albi*. (*Humanité*, 1^{er} mai 1905). Voir aussi *l'Émancipation*, décembre 1905,

Cet argument, tiré du caractère extraordinairement douloureux de la tâche confiée à l'enfant dans la verrerie, pourrait à lui seul légitimer la suppression du travail de nuit. Mais quelle que soit sa force, il ne doit pas nous arrêter, il faut nous placer au point de vue de l'industrie verrière et voir si le sacrifice de ces hommes n'est pas cependant nécessaire à la marche de l'exploitation.

Les objections des industriels s'élèvent au sujet des porteurs et des cueilleurs. Examinons, tout d'abord, la situation que créerait le nouvel état de choses à l'égard de ces derniers, car c'est pour eux que se manifestent les plus vives résistances.

Travail de nuit des jeunes cueilleurs. —

Il faut savoir que pour chaque place, le souffleur a la situation d'un chef ; il choisit le plus souvent le grand garçon et le cueilleur. L'équipe présente une si grande homogénéité que lorsqu'un des deux aides fait défaut, les deux autres préfèrent ne pas travailler, plutôt que de s'adjoindre un nouvel élément. Cependant, il y a dans toute verrerie des hommes de relai pour le remplacement des absents. Si c'est le cueilleur qui manque, le grand gamin le remplace ; la fabrication se poursuit entre deux ouvriers seulement, le salaire se partage alors entre 2 et non plus 3 (1), ce qui n'en change pas

(1) Le travail est aux pièces dans la verrerie.

le taux, la production seule s'en trouve diminuée.

Dans l'entretien qu'il a eu avec M. Fagnot, au cours de son enquête, M. Chappuy (1) a déclaré que la mesure proposée lui paraissait d'une application assez difficile, il faudrait un personnel plus nombreux ; or, à ce point de vue, les mines font un tort considérable à la verrerie et prennent tous les enfants (2). Le moyen à employer serait de réserver les cueilleurs majeurs de 18 ans pour l'équipe de nuit ; il présenterait beaucoup de difficultés ; la solution pour M. Chappuy serait dans l'invention d'une machine permettant de fabriquer mécaniquement les bouteilles.

M. Wagret déclarait que sur 83 cueilleurs, la moitié ont plus de 18 ans. Pour les autres, il ne saurait être question de les remplacer par des manœuvres ou des vieux ouvriers, le seul moyen serait avec une organisation à trois équipes, de répartir les enfants sur les deux postes de jour, tout en permettant aux majeurs de 18 ans de ne pas toujours travailler la nuit. Cela entraînerait une organisation assez compliquée, mais non

(1) Fagnot, op. cit., p. 27.

(2) M. Fagnot, au cours d'un entretien que nous avons eu avec lui au Ministère du travail, nous disait qu'à Anzin, les mines font une razzia complète des jeunes gens. Le père mineur, doit son fils à la mine, c'est une convention tacite de son contrat de travail ; il lui serait extrêmement difficile de s'y soustraire, en orientant son fils vers la métallurgie, par exemple.

impossible. Il craint seulement l'opposition des ouvriers souffleurs et grands garçons, qui ne pourraient travailler avec leurs cueilleurs habituels que lorsqu'ils seraient de jour. Pour M. Wagret cette réforme ne nuirait pas à l'apprentissage, encore moins au recrutement, il croit que les industriels doivent bien faire quelques efforts pour ménager la santé des enfants.

M. Aupécle a formulé les mêmes observations, il n'a demandé qu'une exception pour les deux mois d'été où le personnel préfère travailler de 1 heure à 9 heures du matin, la fatigue est moindre et la production plus forte.

Les renseignements que nous venons de reproduire concernent les verreries à bouteilles. Dans les verreries à vitres, la nécessité des cueilleurs paraît aussi simposer, les objections sont identiques.

M. Caton (1) ne voit pas comment il pourrait les remplacer ; les jeunes gens de plus de 18 ans, n'ayant encore travaillé dans la verrerie, ne voudraient pas commencer à cet âge, et il faudrait leur payer un salaire plus élevé. L'interdiction du travail de nuit, n'aurait-elle pas pour conséquence inattendue de tarir les sources de l'apprentissage ? M. Caton, accepterait cependant la

(1) L'agnot. — Op. cit. p. 30, 32, 36.

réforme, mais par voie de convention internationale, car nos verreries à vitres ont de la peine à soutenir la concurrence étrangère.

M. Wagret, ne conserve dans son usine, que les cueilleurs indispensables au recrutement, aussi tous les postes n'en ont-ils pas ; dans plusieurs, les grands gamins font le cueillage. Grâce à cette réduction volontaire du nombre des cueilleurs, M. Wagret, ne voit pas d'inconvénient à supprimer le travail de nuit des apprentis ; il se déclare prêt à faire un sacrifice dans l'espoir que ses ouvriers voudront bien le seconder.

Que pense-t-on du côté ouvrier ? Nous avons un renseignement intéressant émanant du congrès de la *Fédération nationale des Travailleurs du verre*, tenu à Reims en 1907. On réclame la suppression du travail de nuit pour tous les ouvriers. « Considérant que le travail de nuit est onéreux et nuisible pour la santé du verrier, le congrès décide que les camarades organisés s'efforcent à ne pas laisser s'implanter les fours à bassin dans les régions où ils n'existent pas et se refusent au travail de nuit » (1). Cette opposition aux fours à bassin laisserait supposer qu'ils nécessitent un travail continu, il n'en est rien, c'est du moins

(1) Compte rendu des travaux du congrès, p. 84.

l'avis de M. Hancart, trésorier de la Fédération des verriers. Il affirmait à M. Fagnot, au cours de son enquête, que bien que les fours à bassin exigent un feu continu, on peut cependant arrêter la fabrication tous les jours pendant 8 heures sur 24, et supprimer complètement le travail de nuit. M. Hancart ne voit là qu'une question d'argent, une augmentation du prix du verre. En ce qui concerne le travail de nuit des enfants, il le croit encore plus facile à supprimer. D'après lui, on pourrait très bien les remplacer par des jeunes gens âgés de 18 ans au moins. Il pense que cette réforme sera dans l'intérêt des enfants, qu'elle augmentera leur puissance de travail, et fera d'eux des ouvriers meilleurs.

M. Vinay, (1) maire de Rive-de-Gier, directeur de l'association ouvrière de production : la *Verrerie de Vernes*, donne un avis identique. L'administration de la verrerie ouvrière d'Albi croit que la réforme est possible, qu'elle amènera seulement une augmentation de frais.

De ces divers renseignements, qui nous proviennent des camps opposés, nous pouvons déjà tirer une conclusion : c'est que l'on peut supprimer le travail de nuit des cueilleurs. La chose ne se fera pas sans amener quelques com-

(1) Fagnot. — Op. cit. p. 21 et 23.

plications administratives, quelque augmentation de frais, c'est ce que tout le monde reconnaît en y insistant plus ou moins. On admet volontiers que l'apprentissage n'aura pas à en souffrir. Le principe de l'organisation nouvelle, c'est la généralisation des trois équipes de 8 heures et la distribution des enfants sur les deux postes de jour. Nous remarquerons aussi, que les ouvriers n'élèvent pas l'objection annoncée par les industriels, c'est-à-dire le refus par le souffleur de changer de gamin. Qu'il en résulte une gêne pour la rapidité de la fabrication, nous ne le contestons pas, mais il nous semble certain que les résistances ne viendront pas du côté ouvrier. Les idées de solidarité font des progrès tous les jours, les groupements professionnels tendent à devenir permanents et contribuent beaucoup à l'éducation sociale de leurs membres. Il serait étrange de voir les travailleurs s'élever contre une mesure si éminemment bienfaisante pour les enfants de la verrerie.

Travail de nuit dès jeunes porteurs. —

A côté des cueilleurs, il existe une autre catégorie de plus jeunes garçons dont le travail de nuit est extrêmement pénible en raison de sa nature elle-même, et aussi à cause du jeune âge de ceux qui y sont employés. Nous voulons parler des

enfants occupés au transport des bouteilles ou canons de verre au four à recuire. Nous avons déjà dit, qu'il comprenait tous les enfants de douze à treize ans et les plus faibles jusqu'à dix-huit ans. Pour cette catégorie, la question qui nous occupe, a soulevé beaucoup moins de résistances de la part des industriels. Il eut été difficile d'invoquer ici les nécessités de l'apprentissage, le travail y étant tout matériel.

Laissons la parole à un maître verrier, M. Chappuy, il possède un transporteur mécanique qu'il a lui-même inventé et perfectionné. Tandis que les autres conduisaient la bouteille en ligne droite, le sien peut décrire les lignes courbes nécessaires. Cette modification est souvent imposée par la disposition des fours, il est le seul utilisable dans la gobeletterie. Pour la verrerie à bouteilles, le problème est complètement résolu. Chez le même industriel, son transporteur fonctionne depuis quatre ans et lui donne une complète satisfaction. Il permet de supprimer presque tous les petits porteurs ; la production n'a pas diminué et le personnel est enchanté. M. Chappuy n'hésite pas à admettre la possibilité de la suppression du travail de nuit pour les porteurs. Les jeunes enfants pourront être remplacés la nuit par des manœuvres occupés durant le jour à des travaux de cour. L'augmentation de dépenses, qui en

résulterait, est compensée par l'économie provenant de l'emploi du transporteur mécanique.

Mêmes déclarations de la part de M. Wagret, qui a adopté une organisation analogue ; il a pu ainsi réduire de 120 à 20 le nombre de ses porteurs. Au point de vue technique, le problème est complètement résolu, sauf pour les verreries, où la recuisson de la bouteille exige un traitement spécial. Pour les bouteilles de champagne, par exemple, chaque ouvreau nécessitant une arche spéciale, on ne peut utiliser les transporteurs mécaniques jusque là inventés. M. Aupècle nous signale qu'à sa verrerie de Châlons-sur-Saône (bouteilles champenoises), on éprouve déjà de grandes difficultés à trouver de jeunes porteurs ; à leur défaut, on recourt à des manœuvres difficilement recrutés en Savoie et en Italie.

Dans la verrerie à vitres, le problème des porteurs est remplacé par celui des gamins d'étendries. Le *pousseur de canons* (c'est-à-dire celui qui introduit le canon dans le four) est un enfant, l'*aiguilleur* (celui qui fait fonctionner les aiguilles, pour déplacer successivement les feuilles en verre dans le four), a tantôt plus, tantôt moins de 18 ans. On travaille généralement sur deux postes au four à étendre. M. Caton (1) déclarait à

(1) Fagnot, op. cit., p. 25 et suiv.

M. Fagnot qu'à la rigueur, on pourrait remplacer les pousseurs de canon par des adultes au travail de nuit, leur apprentissage en souffrirait un peu. Chez M. Wagret, il y a trois postes aux étendries; le personnel employé à pousser les canons et à tirer les feuilles comprend des fillettes et de jeunes garçons sur les deux postes de jour. La nuit ils sont remplacés par de vieux ouvriers et quelques adolescents. La rareté de la main-d'œuvre empêche seule d'affranchir complètement les jeunes du travail de nuit.

De ces renseignements, il ressort que la presque unanimité des industriels considère la question du transport des bouteilles comme résolue. On peut même espérer qu'une heureuse adaptation des transporteurs actuels aux nécessités de la bouteille champenoise permettra de réaliser la réforme, sans que le prix de revient soit accru du fait de l'emploi d'hommes adultes au travail de nuit. Il va sans dire que, du côté ouvrier, on n'élève pas d'objection. Aux fours à étendre le verre à vitre, le remplacement des enfants sera plus difficile, car leur proportion est assez importante; mais les patrons ne la considèrent pas comme impossible. Quoi qu'il en soit, nous ferons observer qu'ici les nécessités de l'industrie n'imposent pas le travail de nuit avec la même impérieuse nécessité. Il n'y a pas de cycle continu entre la fabrication des

canons et leur passage aux étenderies ; on les laisse refroidir, et on pourrait sans aucun inconvénient, les laisser plusieurs heures avant de les passer au four à cuire. Mais constater cela, c'est dire que les étenderies fonctionnent la nuit parce que cela facilite la production du verre, et non parce que c'est une nécessité de la production. Nous pouvons donc, sans aller plus loin, réclamer la suppression du travail de nuit des enfants aux fours à étendre. Les syndicats ouvriers la jugent tout à fait désirable.

Avant les lois de 1874 et 1892, on trouvait de très jeunes porteurs dans la verrerie, beaucoup n'avaient pas 10 ans, des fillettes y étaient employées jour et nuit. La législation n'a pas complètement changé ce triste état de choses.

De plus en plus les familles se refusent à donner leurs enfants à la verrerie ; cette industrie subit une crise dans son recrutement, et la rareté de la main d'œuvre perpétue les pratiques illégales. On signale l'emploi de filles mineures pendant la nuit (1). Le nombre de jeunes garçons en sous-âge est aussi très considérable. Un industriel du nord, M. Wagret, en a fait le triste aveu à l'inspecteur, M. Boulisset. Il lui a affirmé qu'avant l'invention de son transporteur, sur 70 jeunes

(1) Rap. 1895, p. 153 ; 1897, p. 189.

porteurs employés dans son usine et travaillant de jour et de nuit, 50 n'avaient pas 12 ans. Mais il y a des abus plus révoltants encore : « Alors que la traite des noirs est interdite par les nations civilisées, écrit M. Maurice Allard, l'industrie verrière se livre publiquement à la traite des petits blancs » (1). L'auteur de ces lignes veut parler d'une exploitation qui s'exerce surtout à l'égard de jeunes italiens, et qui a revêtu un caractère de barbarie difficile à imaginer.

Certains verriers qui ne trouvaient pas suffisamment de jeunes garçons autour de leurs usines, y ont recouru. Pour cela ils s'adressaient à une sorte de traitant, *padrone*, qui pour une somme minime, 1 franc ou 1 fr. 25 par jour, se charge de livrer de petits étrangers ; on en fera des porteurs. Cet individu parcourt les campagnes misérables de l'Italie méridionale : les Pouilles, la Basilicate, il achète les enfants de 8, 10, 12 ans, il prend les forts et les débiles, tous ceux qu'on veut bien lui livrer. Pour 100 ou 150 francs, les parents cèdent leurs enfants au marchand, qui, pendant trois années, en fait ce qu'il veut, les conduit où bon lui semble : le troupeau lui appartient. Le *padrone* passe ces enfants en France, se procure s'il en est besoin de faux états civils afin d'établir qu'ils

(1) Cité par Bonneff. — Op. cit. chap. verrerie,

ont bien l'âge requis légalement pour le travail industriel. Il les répartit alors dans les verreries du Nord, du Midi ou de la banlieue parisienne.

Avec la somme qui lui est versée, une trentaine de francs par mois environ, le *padrone* se charge de loger, nourrir ses petits esclaves, et de prélever un bénéfice.

Conduits le matin à la verrerie par le maître, ils sont ramenés de même, puis couchés sur de la paille dans des taudis infects et nourris d'épluchures de légumes. M. Maurice Allard estime que les *padroni* les plus généreux dépensent de 25 à 40 centimes par jour pour un enfant.

Le dimanche, ces petits êtres vont mendier ou jouer de l'accordéon dans les cours.

Les frères Bonneff (1) rappellent ces martyrs d'enfants que les verriers de Pantin n'ont pas oublié, ils citent le cas de l'un d'eux, arrivant à jeun à la verrerie, et déjeunant d'un morceau de pain et d'un verre d'eau, et ce galetas où on les logeait et qui a été démoli pour cause de salubrité publique.

Il faut lire le beau roman de M. Edouard Rod, *Un Vainqueur*, pour se faire une idée des traitements auxquels ces enfants étaient soumis. L'auteur n'a pas mis en scène des personnages

(1) La vie tragique des travailleurs.

imaginaires. C'est la triste réalité qu'il nous fait toucher du doigt, lorsqu'il retrace les souffrances et la mort d'un de ces petits italiens, succombant sous le poids d'un travail excessif, usé par les privations et la misère.

Terrorisés par leur bourreau, ces enfants restent muets à toutes les questions, ils ont reçu l'ordre de ne pas comprendre notre langue, et de se taire sous menace des plus terribles châtimens, ou s'ils parlent, c'est pour dire les bontés du *padrone*, tandis que leurs petits corps amaigris portent les traces des coups qu'ils ont reçus.

Les renseignements dont s'est servi M. Rod, lui ont été fournis par les articles du marquis Paulucci di Calboli (1), secrétaire de l'ambassade d'Italie, qui le premier a révélé cette situation. Car ce scandale devait éclater un jour ou l'autre. N'était-ce pas une honte pour notre pays que de tolérer ces excès ? Il faut bien le dire, on ne les ignorait pas complètement dans le monde de la verrerie. Si l'on ne connaissait pas la profondeur du mal, on en savait l'existence et on le tolérait.

M. Edouard Rod, a bien mérité de l'humanité, en mettant son beau talent, au service de la

(1) *Revue des Revues*, 1^{er} septembre 1897, 15 avril 1898. Giuseppe Prato et Luigi Einaudi, d^o la *Riforma Sociale* (fascic. II 8^{mo} année).

généreuse campagne menée contre la traite des petits Italiens.

Nous avons examiné jusque là la répercussion que pourrait avoir sur la verrerie la réforme que nous proposons, et sans envisager la possibilité de modifications fondamentales dans la production du verre, nous n'avons cependant pas hésité à demander la suppression du travail de nuit, parce qu'elle ne nous paraît nécessiter qu'un changement d'organisation et entraîner qu'une légère augmentation de frais. Mais avant de clore ce chapitre, nous porterons nos regards plus loin, et sans prophétiser, nous essaierons de scruter un peu l'avenir. Nous devons nous demander, si le machinisme qui a fait tant de progrès dans la plupart des industries, qui partout a révolutionné les anciens procédés de fabrication, n'est pas destiné à étendre un jour ou l'autre ses bienfaits à la verrerie, ou si, après s'être élevée dès l'origine et presque du premier coup à une quasi perfection, cette industrie, allait, figée dans son immuabilité, continuer d'assister aux transformations fondamentales qui s'accomplissent partout autour d'elle ? Nous ne le croyons pas. Affirmer le contraire, serait proclamer la faillite du génie de l'homme, or, nous n'en avons pas le droit ; les merveilles qu'il accomplit tous les jours sous nos yeux nous prouvent son inépuisable fécondité,

Mais il faut qu'il se donne de la peine, pour transformer les procédés actuels de fabrication du verre, or, comme le dit M. Frédéric Passy, « l'homme est un animal paresseux, il cherche toujours à éviter la peine, il n'a qu'un moyen, c'est de s'en donner, mais avec plus d'intelligence et de prévoyance, au prix d'un effort par lui-même improductif. diminuer la proportion de l'effort productif et en augmenter le résultat, donner pour avoir, faire pour avoir moins à faire » (1). C'est, en effet, au prix d'un effort de l'homme de science, que dans notre pays, des milliers d'hommes pourront se livrer à un travail plus compatible avec leur nature. C'est dans la découverte de nouveaux procédés de fabrication, bien plus que dans un changement d'organisation, que nous espérons trouver la solution du problème de la verrerie. Problème qui déborde notre question, car il est terrible et angoissant pour tous, les hommes aussi bien que les enfants. Utopie, dirait-on, que de compter sur l'avenir, de s'appuyer sur des bases si fragiles ! Cependant nous savons que les efforts déjà faits n'ont pas complètement échoué. Pour imparfaites que soient les machines à souffler ou à faire les bouteilles, elles ont mis sur la voie des découvertes plus définitives. Certaine

(1) Frédéric Passy. — *Siècle*, 19 septembre 1907.

machine récente, dont on tient à nous dire que peu de choses, nous permet d'augurer que la situation est près de se transformer profondément, il nous en faut, maintenant, dire quelques mots.

Nous avons signalé, en passant, la substitution des transporteurs mécaniques aux enfants qui, jusqu'à ces dernières années, avaient été employés à porter les objets du lieu de fabrication au four à cuire. M. Boulisset, inspecteur divisionnaire de Lille, apprécie, dans une intéressante note (1), les bienfaits de cette innovation au point de vue de l'application de la loi ; car, elle supprime l'emploi des enfants en sous-âge. La généralisation de ce système aura aussi l'avantage de parer à la crise de la verrerie ; on n'ignore pas, en effet, que le caractère extrêmement pénible de ce travail, a eu pour conséquence d'éloigner de cette industrie un très grand nombre d'enfants.

Beaucoup y viennent à 13, 14 ans, mais ils quittent bien vite un « métier qui tue ». Le plus grand nombre de défections a lieu de 14 à 18 ans. Quelques autres avant le service militaire.

L'usage du transporteur mécanique est enfin une excellente opération économique. Pour un four à dix ouvreaux, il faut chaque jour trente porteurs, plus neuf pour les relais, avec un salaire

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1904, p. 281.

moyen de 1 fr. 50, soit 58 fr. 50 par jour, 17.550 fr. pour une année de 300 jours.

Avec le transporteur, un gamin placé au garage peut desservir cinq places; il ne faut donc que six enfants gagnant 1 fr. 50, soit 2.700 fr. par an. Comme les frais d'installation s'élèvent à 100 fr. par place, c'est-à-dire 1.000 fr. pour le four que nous avons supposé; on se rend compte que l'installation du transporteur réalise une sérieuse économie pour l'industriel, et lui permet de couvrir ses déboursés en quelques mois.

La substitution du soufflage mécanique au soufflage à la bouche présente de plus grandes difficultés. On a cependant obtenu quelques résultats dans cette voie.

Une circulaire ministérielle du 18 novembre 1903 (1), communiquait aux inspecteurs le résultat d'une expérience pratiquée en Autriche, et consistant en l'introduction, dans une verrerie de Bohême, du soufflage mécanique. On avait abandonné la canne à cause de ses dangers de contagion. La circulaire rappelait que ce procédé inventé à Dresde en 1900, par M. Paul Sievert, pouvait être employé pour les objets creux, en verre, les plus volumineux.

(1) *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1903.

La même année, la *Voix du Peuple* (1) signale une machine qui doit révolutionner la verrerie à vitres. Les journaux américains ont donné à ce sujet des renseignements précis. La nouvelle machine supprime l'ouvrier souffleur, le cueilleur, le gamin, et ne laisse subsister que les étendeurs. Elle peut fabriquer des produits de plus grande dimension que ceux que peut donner le plus fort souffleur ; le verre ainsi fabriqué est de meilleure qualité, plus brillant, plus parfait, etc... Elle produit beaucoup plus avec moins de personnel (2).

Quelques jours après, le même journal (3) annonçait une nouvelle découverte due à M. Boucher, de Cognac, qui laissait espérer une transformation profonde dans la verrerie à bouteilles.

Assez imparfait encore, le procédé Boucher marqua cependant un grand progrès.

Nous ne voulons pas passer en revue toutes les tentatives plus ou moins heureuses destinées à transformer le vieux système de fabrication du verre (4). La grosse difficulté ne réside pas dans la découverte du procédé mécanique de fabrication.

(1) La *Voix du Peuple*, 19 avril 1903

(2) *Bulletin de la Société d'Encouragement à l'Industrie nationale*, 7 septembre 1903. (Art. de M. Appert.)

(3) *Voix du Peuple*, 31 mai 1903.

(4) Voir différents procédés décrits au *Bulletin de la Société d'Encouragement à l'Industrie nationale*, 1907. Procédé Colburn, p. 64 ; Fourcault, p. 144 ; Leistner, p. 769.

(A ce point de vue, beaucoup de systèmes ont atteint la perfection.) Elle consiste dans son accord avec les lois de la solidification du verre. On peut dire, en effet, de la plupart des machines, qu'elles fabriquent de belles bouteilles ou de superbes vitres, mais les unes et les autres sont cassées ou fendues, suivant le degré de perfection du procédé. C'est ce qu'il faut éviter.

A côté de ces systèmes qui ne sont encore que des indications, il est une invention qui, par son perfectionnement, dépasse de beaucoup les autres et mérite une place à part, c'est la machine Owens (1), du nom de l'inventeur, constuite à Toledo (Ohio).

Un four à bassin est pourvu de poches latérales alimentées au fur et à mesure des besoins par le bassin. La machine a 10 moules appropriés qui viennent l'un après l'autre au-dessus du verre. Celui-ci est aspiré à l'intérieur du moule, renversé et coupé automatiquement. Cette opération forme directement le col de la bouteille et réunit assez de verre pour la finir.

Le moule rempli de verre suit le mouvement de rotation de la machine, l'air comprimé arrive par

(1) Nous en avons trouvé la description dans un article du 10 janvier 1904, il est aux Archives du Musée social (carton de la verrerie), et provient de la *Voix du Peuple* ou du *Moniteur des Syndicats Ouvriers*.

le col et souffle la bouteille. La machine continue à tourner et les bouteilles se séparent successivement sur un ruban transporteur, qui les conduit au four à recuire. Un seul homme suffit pour trois machines. Les bouteilles sont de première qualité, une machine fait 540 bouteilles à l'heure.

On a donné sur cette machine nouvelle assez peu de détails; nous croyons savoir cependant, que le brevet de M. Owens a été acheté par un syndicat international des principaux patrons verriers, dans le but de l'exploiter d'une façon assez restreinte. Les quelques renseignements qui ont transpiré nous permettent cependant d'entrevoir dans la machine Owens le commencement d'une transformation profonde dans le travail du verre. C'est dans cette découverte et celles qu'elle promet que nous croyons trouver la solution définitive du problème des petits verriers.

Mais alors, une question angoissante se pose. En présence de ces changements rapides, on doit se demander, si à la crise provenant de la rareté de la main d'œuvre, il n'est pas près de succéder une crise terrible de chômage, qui résulterait de l'introduction des nouvelles machines et du renvoi en masse des anciens ouvriers? Le remède n'est-il pas pire que le mal? La question est évidemment très grave, et de nature à inquiéter les verriers.

On sera peut-être surpris de nous voir affirmer

que, même sur cette question, les organisations ouvrières sont favorables à la transformation. « Si chaque fois que s'introduit une machine dans une branche d'industrie, les travailleurs, au lieu de bouder la machine, au lieu de s'efforcer d'en retarder l'introduction, s'arrangeaient pour tirer d'elle le meilleur profit possible, ils seraient moins ses victimes. » C'est la *Voix du Peuple* (1) qui parle ainsi. Dans l'*Usine*, M. Camille Didier ne parle pas autrement. Il affirme que « la machine n'est pas l'ennemie de l'ouvrier ». La même thèse est soutenue dans la *Fonderie*.

Cette attitude des journaux ouvriers en présence du développement considérable de l'outillage industriel, montre bien le progrès réalisé par la classe ouvrière. Elle admet la machine au lieu de la combattre, parce qu'elle sent que derrière le chômage momentané provoqué par elle, il y aura en définitive un progrès réalisé, une diminution du coût de production, plus de bien-être pour les ouvriers.

Mais ce qu'aperçoivent bien les chefs du mouvement, c'est que la machine ne leur donne pas tout le profit qu'ils méritent à raison de leur collaboration à l'œuvre de la production.

« Dans une société bien organisée, c'est-à-dire

(1) La *Voix du Peuple*, 19 avril 1903. *Usine*, 6 mai 1908

libérée de l'exploitation humaine, une machine rendrait aux travailleurs de considérables services, elle accélérerait la production en supprimant beaucoup de causes de maladies et avec beaucoup moins d'efforts. Tous en profiteraient donc. Malheureusement, dans la société capitaliste actuelle, il n'en sera pas ainsi, elle coupera les bras aux verriers, sera pour eux une cause de chômage et n'apportera de profits qu'aux capitalistes ».

Sans croire aux conclusions si pessimistes de la *Voix du Peuple*, nous admettons que la machine ne doit pas profiter uniquement aux capitalistes et aux consommateurs, mais avant tout aux ouvriers qu'elle remplace. Les ouvriers verriers ont des droits contre la verrerie qu'ils ont longtemps servie. La machine (Owens ou autre) ne peut les jeter à la rue.

Lorsqu'au cours d'une visite que nous lui fîmes au Ministère du travail, nous demandions à M. Fagnot ce qu'il pensait de la question ; il n'hésita pas à nous répondre qu'il fallait se réjouir de la substitution de la machine au travail de l'homme en verrerie. Ce travail est tellement pénible et douloureux, il compromet si profondément la santé de l'ouvrier et de la race, qu'il est de l'intérêt de tous de le voir disparaître. Mieux vaudrait accorder des indemnités, des retraites, à ceux qui n'y travailleront plus, que d'abandonner les ma-

chines, afin d'éviter des renvois d'ouvriers. C'est aussi ce que nous pensons, et puisque les industriels se sont si merveilleusement entendus pour acheter le droit d'exploiter la machine Owens, ne pourraient-ils pas, avant de diminuer le prix de vente des bouteilles, prélever un capital destiné à faciliter aux ouvriers chassés de leurs usines, l'accès d'une profession plus humaine. Il nous semble que le consommateur, quelque intéressant qu'il soit, ne doit profiter de l'invention qu'après l'indemnisation de ses victimes.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Législations étrangères

Les législations protectrices du travail ont suivi, dans tous les pays, une marche parallèle. Partout, avec la même impérieuse nécessité, les répercussions de la révolution industrielle ont poussé les pouvoirs publics à intervenir dans le domaine du travail. C'est un exposé sommaire des diverses législations qu'il nous faut maintenant donner.

SECTION 1

A l l e m a g n e

La législation allemande a suivi les trois grandes

étapes classiques de protection : 1° de l'enfant ; 2° de la femme ; 3° de l'homme adulte.

La formation relativement récente de l'unité allemande rend difficile un historique de la législation protectrice des travailleurs dans ce pays. Il faudrait, pour être complet, suivre la question dans chacun des trente-huit Etats indépendants, jusqu'au jour où ils ont aliéné une partie de leur souveraineté au profit d'une autorité fédérale, c'est-à-dire jusqu'à 1871 pour la Bavière, le Wurtemberg et le duché de Bade ; jusqu'à 1867 seulement pour tous les autres pays constitutifs de l'Etat fédéral. Mais la question ne présente pas un grand intérêt ; il ne faut pas oublier, en effet, que l'Allemagne moderne n'est qu'une Prusse agrandie, que depuis plus d'un siècle, la Monarchie des Hohenzollern s'est substituée à la Maison d'Autriche dans la direction des peuples allemands, et que, dans les Etats où la féodalité n'a pas survécu aux bouleversements politiques qui, en Allemagne, notamment, ont marqué la première moitié du xix^e siècle, les petites monarchies gravitant autour de l'orbite prussienne, ont imité cet Etat dans sa législation protectrice du travail comme dans ses autres institutions. Dès lors, faire l'histoire de la législation du travail en Prusse jusqu'à 1867, c'est faire celle de l'Empire lui-même. Notre tâche ne sera pas longue, car les interventions, même en

Prusse, ont été limitées jusqu'à 1871. Il est à peine besoin de faire remarquer que leur nécessité ne s'imposait pas alors autant que de nos jours. C'est que l'unité politique du pays a été, pour l'industrie, la cause de l'essor considérable que nous savons et avec lui l'inévitable cortège d'abus, qui a nécessité une intervention des pouvoirs publics.

Le peuple prussien n'a été affranchi des privilèges corporatifs que 20 ans après nous, par la loi du 7 septembre 1811. Celle-ci instituait en retour un impôt, l'équivalent de nos patentes, qu'elle mettait à la charge de tout individu désirant exercer une profession industrielle ou commerciale. Ces principes ont été maintenus dans le code industriel du royaume de Prusse de 1845. Mais la liberté devait produire en Prusse les mêmes détestables effets que chez nous. Dès 1824, le ministre de l'Instruction publique, von Altens-
tein, prévenu de ces abus, adressa aux autorités placées à la tête des districts une circulaire et un questionnaire concernant la situation des enfants dans les usines. Elle révéla un état de choses déplorable ; on signalait des enfants de 6 ans travaillant 14 heures par jour, d'autres toute la nuit, exposés à de graves intoxications. En réponse à ce questionnaire, les autorités d'Aix-la-Chapelle et de Dusseldorf demandaient l'intervention de la loi ; le gouvernement d'Arnberg, préci-

sant davantage la formule de ses vœux, réclamait pour les enfants de 9 à 14 ans une demi-journée de travail et l'interdiction du travail de nuit (1).

En 1828, l'attention du gouvernement fut attirée à nouveau sur le travail prématuré des enfants, par une conséquence d'ordre militaire. Le major général Horn, dans son rapport annuel sur le recrutement, constatait que les régions industrielles étaient hors d'état de fournir leur contingent et il en voyait la cause dans le travail de nuit des enfants. Frédéric-Guillaume III adressa, à cette occasion, un ordre du jour aux ministres de l'Instruction publique, de l'Intérieur et du Commerce. Cette intervention n'eut pas d'effet prochain ; c'est seulement quelques années plus tard, à la suite d'une discussion au Landtag rhénan, qu'intervint le règlement du 6 avril 1839 interdisant l'emploi des enfants de moins de neuf ans, et limitant à 10 heures par jour le travail des enfants de moins de quatorze ans. Il interdisait aussi de les faire travailler la nuit (9 heures du soir à 5 heures du matin), les dimanches et les jours fériés.

A cette règle, quelques exceptions étaient prévues, parmi lesquelles nos usines à feu continu.

Si nous en croyons les historiens de l'interven-

(1) Günther et Anton, p. 15.

tion légale en Allemagne, la nouvelle réglementation fut appliquée avec fermeté.

La loi du 16 mai 1853 éleva de 9 à 12 ans l'âge d'admission au travail industriel, du moins lorsque celui-ci constituait une occupation régulière. (La loi de 1878 interdit toute occupation aux enfants de moins de 12 ans).

Quand, après Sadowa, s'écroula la Confédération germanique, le Reichstag constituant, d'où allait sortir la Confédération de l'Allemagne du Nord, n'oublia pas la question ouvrière. La Constitution (articles 3 et 4) établissait la liberté du travail et donnait aux pouvoirs fédéraux compétence en matière industrielle. Il invitait le chancelier à rédiger un code général de l'industrie. Celui-ci, promulgué le 21 juin 1869, a été étendu aux nouveaux Etats fédérés par l'article 4 de la Constitution impériale de 1871. Ce code est resté la base de la législation allemande. Emanant des pouvoirs fédéraux, il s'impose aux législations particulières qui ne peuvent réglementer que dans les limites de la loi.

La réunion dans un Parlement unique des députés allemands, tous issus du suffrage universel, devait donner un nouvel essor à la législation du travail. Les réformes allaient s'accomplir sous la poussée de deux groupes parlementaires nouveaux et hardis : le Centre catholique, et la

Démocratie socialiste⁽¹⁾. Signalons aussi l'influence de la Conférence de Berlin, de 1890, qui avait formulé un vœu dans le sens de la suppression du travail la nuit et le dimanche, pour les enfants de moins de 14 ans. et les femmes de moins de 21 ans.

Bientôt, une loi du 1^{er} juin 1891 venait, en effet, répondre au vœu de la Conférence de Berlin ; elle éleva à 14 ans l'âge d'admission au travail industriel (13 ans pour ceux qui avaient satisfaits à l'obligation scolaire, mais leur travail ne pouvait dépasser 6 heures), elle interdisait jusqu'à 16 ans le travail de nuit et du dimanche, et limitait à 10 heures par jour la durée de leur travail (art. 135 code industriel). Quelques exceptions étaient prévues à raison de nécessités techniques ; le soin de les déterminer, (art. 139 code industriel), était laissé au Conseil fédéral. La loi du 30 juin 1900 complète celle de 1891, elle modifie l'article 136 du code industriel en dispensant d'accorder le repos aux jeunes ouvriers qui ne feraient pas plus de 4 heures de travail par matinée et par après-midi.

Enfin, une loi du 30 mars 1903, sur « le travail des enfants dans les exploitations industrielles », atteint un certain nombre d'établissements restés

(1) Thèse J. Sarrate, Paris 1899 p. 86 et suiv.

en dehors des lois précédentes (industries à domicile, débits de boissons, restaurants, entreprises de transports, commerciales ou de représentation théâtrale. Cette loi est due à l'initiative des instituteurs allemands, qui avaient constaté que nombre d'enfants, employés dans ces établissements, ne fréquentaient pas l'école (1).

Ainsi donc, dans le dernier Etat de la législation allemande, les enfants ne sont admis au travail industriel qu'à 14 ans (13 ans pour ceux qui ont satisfait à l'obligation scolaire, mais ils ne peuvent faire plus de 6 heures par jour). De 14 à 16 ans, ils ne peuvent être occupés plus de 10 heures par jour. Le travail de nuit (8 h. 1/2 à 5 h. 1/2) leur est interdit. Entre les heures de travail, on doit accorder aux enfants des repos pendant lesquels ils ne pourront effectuer aucun travail. Les ouvriers ainsi protégés ne peuvent être occupés « les dimanches et jours de fêtes, ni pendant le temps fixé par les autorités ecclésiastiques ordinaires pour l'enseignement du catéchisme, pour la préparation à la confirmation, à la confession et à la communion ». (Code industriel, art. 136, *in fine*).

Telle est la règle.

(1) Circ., 9 décembre 1897, par laquelle le Chancelier invite les Etats fédérés à procéder à une enquête. Projet le 10 avril 1902.

Le conseil fédéral a usé de la faculté de fixer les exceptions que lui laissait l'article 139 du Code industriel; en conséquence, il a, par diverses ordonnances, déterminé les industries admises à bénéficier des dérogations et la mesure dans laquelle elles pourraient en user. Nous n'avons à nous occuper ici que des usines à feu continu (1) (des exceptions ont été accordées aussi aux mines et au cas d'accident).

Aux termes de ces ordonnances, dans les laminoirs et forges, il est défendu d'employer les enfants de moins de 14 ans. Les jeunes garçons de 14 à 16 ans peuvent être employés la nuit, mais aux conditions suivantes : 1° Qu'ils aient obtenu un certificat d'un médecin commis à cet effet par l'autorité administrative supérieure et constatant que l'ouvrier peut travailler dans l'atelier sans danger pour sa santé; 2° que le travail effectif ne dépasse pas 10 heures ou 12 heures, y compris les repos. La durée du travail ne peut s'élever à plus de 60 heures par semaine. Deux tours successifs doivent être séparés par un repos de 12 heures;

(1) Ordonnances du 5 mars 1902, « concernant l'emploi des femmes et jeunes ouvriers dans les verreries, les ateliers de polissage et de gravure du verre, ainsi que dans les souffleries de verre ». — 5 mars 1902, « concernant l'emploi de femmes et jeunes ouvriers dans les fabriques de sucre, raffineries et sucreries ». — 27 mars 1902, relative à l'emploi des jeunes ouvriers dans les laminoirs et forges.

l'alternance des équipes a lieu chaque semaine. Enfin, le travail du dimanche est interdit aux jeunes ouvriers entre 6 heures du matin et 6 heures du soir. De plus, s'ils sont employés pendant les heures qui précèdent ou suivent, c'est à la condition qu'il leur soit accordé, avant ou après, un repos ininterrompu de 24 heures. Un tableau doit être affiché.

Un arrêté ministériel du 11 juin 1902, a déclaré ces dispositions applicables aux seules usines dans lesquelles on travaille le fer et l'acier, à feu continu et uniquement pour les travaux qui ont un rapport direct avec les fours (1). D'après le même décret, l'extension du travail de nuit des enfants et adolescents, a été interdite plusieurs fois en Prusse pour d'autres divisions de ces usines, notamment à Trèves (2). La tentative des fabriques de zinc, en vue de se faire classer parmi les usines à feu continu n'a pas abouti.

En ce qui concerne les verreries, le décret du 5 mars 1902 les classe en deux grandes catégories : 1^o celles où la fonte et la fabrication ne se font pas en même temps ; ici, les femmes et les enfants ne peuvent séjourner dans les locaux où se pré-

(1) Franke : die Nacharbeit der jugendlichen arbeiter in Deutschland, p. 13.

(2) id. p. 14

pare la fusion, ni souffler à la canne, ni travailler près des fours ou au polissage à sec ; 2° les verreries où la fonte et la fabrication se font en même temps. Dans ces dernières, les enfants pourront travailler la nuit en face des fours, souffler à la canne, etc... ; pourvu toutefois que leur travail ne dépasse pas 12 heures avec, ou 10 heures sans le repos, et 60 heures par semaine. Le travail de chaque équipe doit être coupé par des repos d'au moins 1 h. 1/2. Les suspensions de moins d'un quart d'heure ne comptant que lorsque la durée du travail sera inférieure à 8 heures. L'alternance et le repos dominical sont réglés comme dans la métallurgie.

Cette division des fabriques de verre en deux catégories montre que la préoccupation de la législation allemande a été de ne permettre le travail de nuit des jeunes gens que là où une nécessité technique semblait l'imposer.

Une ordonnance du 5 mars 1902, concernant l'emploi des femmes et jeunes ouvriers dans les fabriques de sucre, raffineries, et sucrateries, autorise une dérogation à l'interdiction du travail de nuit, mais avec quelques restrictions. C'est ainsi que les personnes protégées ne pourront être employées aux trémies de trempage et de lavage des betteraves, aux monte-charges et transport de betteraves dans les wagonnets. Les femmes et

enfants ne pourront séjourner dans les locaux où règne une chaleur particulièrement élevée (séchoirs, salles de cristallisation, ateliers de distillation, etc.).

On peut remarquer que la liste des exceptions à l'interdiction du travail de nuit, est beaucoup moins longue que chez nous ; par contre, l'âge de protection est moins élevé. Les exceptions prévues atteignent près de 10.000 enfants.

Dans son rapport présenté à Genève, en 1906, le professeur Franke (1) regrette que la violation de ces dispositions légales ne soit sanctionnée que par des amendes de 20 à 30 marks ; il croit que l'interdiction du travail de nuit des enfants et jeunes gens, ne présente plus de difficultés, et il conclut à l'extension de cette mesure aux jeunes gens jusqu'à 18 ans et aux industries qui bénéficient encore de l'exception.

SECTION II

Angleterre

Avec l'Angleterre, nous touchons le pays qui, le premier, a souffert des méfaits de la grande

(1) Franke, op. cit. p. 35.

industrie et a cherché dans une intervention de la loi, un remède aux abus du travail industriel. L'Act du 22 juin 1802, dû à l'initiative de Robert Peel, réglementait le travail dans certaines fabriques textiles. Celui du 29 août 1833 y interdit le travail de nuit pour les mineurs de 18 ans, et fixe à 9 ans l'âge d'admission des enfants ; l'Act du 6 juin 1844 étend aux femmes la protection réservée jusque là aux enfants, limitée à 7 heures la journée de travail de ces derniers, mineurs de 13 ans. Bientôt après, l'Act du 5 août 1850 réduit à 10 h. 1/2 par jour et à 60 heures par semaine, la journée des enfants, adolescents et femmes.

Mais, par une bizarrerie, qui ne s'explique que par le développement considérable de l'industrie textile en Angleterre, toutes ces lois ne concernaient que les fabriques textiles ; leurs dispositions furent étendues par la loi du 27 mai 1878, à toutes les industries. Elle distingue :

1° Dans les fabriques textiles, elle interdit le travail des adolescents pendant une période de 12 heures, qui pourra se placer entre 6 heures du soir et 6 heures du matin, ou 7 heures et 7 heures, (art. 11). Les enfants ne seront occupés qu'une demi-journée ou une journée sur deux (art. 121) ;

2° Dans les fabriques non textiles, la journée de travail des adolescents et des femmes sera comprise entre 6 h. du matin et 6 h. du soir ou 7 h. et 7 h.

Un repos d'une demi-heure au moins sera accordé après 5 heures de travail continu. Les enfants ne travailleront qu'une demi-journée. Si le repos de midi dure deux heures consécutives, ils pourront travailler un jour sur deux. Les relais étaient interdits par l'article 17, qui oblige les industriels à donner le repos aux mêmes heures, pour tout le personnel de l'usine.

L'Act du 6 juillet 1895, restreint notablement, en ce qui concerne le travail de nuit, les dispenses accordées par la loi antérieure (art. 14 et 16).

L'Act du 17 août 1901, confirme et amende les lois précédentes. L'une des plus importantes de ces innovations, c'est l'attribution à l'administration centrale (secrétaire d'Etat pour l'intérieur) d'un pouvoir réglementaire très étendu, qu'il ne peut exercer, toutefois, qu'après avoir consulté les intéressés et sous le contrôle du Parlement. Le ministre peut, en effet, prendre toutes les mesures convenables par voie d'ordre ou de défense, à l'égard des fabriques et industries qu'il juge insalubres ou dangereuses ; elles doivent être précédées d'une enquête de 21 jours, pendant lesquels, les patrons, les ouvriers ou autres personnes doivent être entendus. Les arrêtés rendus peuvent être annulés (mais non modifiés) dans les 40 jours. Passé ce temps, ils ont force de règlement d'administration publique et même sanction que la loi.

Cet Act de 1901 élève à 12 ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel et détermine les dérogations à apporter à la suppression du travail de nuit. Elles s'appliquent : 1° Aux hauts fourneaux ; 2° établissements métallurgiques ; 3° imprimeries typographiques ; 4° fabriques de papier et seulement pour les travaux mentionnés à l'annexe de la loi. La réglementation spéciale aux travaux du samedi ne s'applique pas ici.

Les garçons de 14 ans et au-dessus peuvent être occupés pendant la nuit, à condition que leur travail ne dépasse pas 12 heures consécutives, qu'un repos du même temps précède et suive la période de travail. Ils ne doivent pas être occupés plus de six nuits consécutives ou sept s'il s'agit de fabriques de papier ou de hauts fourneaux, pendant une période de deux semaines. Ces dispositions n'excluent pas l'organisation en trois équipes de 8 heures.

La loi (art. 54 in fine) laisse au secrétaire d'Etat à l'intérieur, la faculté d'étendre la dérogation, en ce qui concerne l'emploi des jeunes gens de 16 ans et au-dessus, à des ateliers ou fabriques qui établiront que la nature de leur fabrication exige un travail continu pendant la nuit.

La loi s'occupe spécialement des verreries (art. 56), elle y autorise l'emploi des enfants, la nuit, à partir de 14 ans, à condition que la durée de leur

travail hebdomadaire ne dépasse pas 60 heures (14 heures en quatre tours, 12 heures en cinq tours, 10 heures en six tours, ou moins d'heures encore en un nombre de tours qui ne peut dépasser neuf en sept jours). Ces précautions, prises par le législateur anglais, indiquent qu'il n'a pas voulu interdire les relais, mais limiter, en quelque sorte, leur effet fâcheux. Le repos doit être au moins égal au travail, et celui-ci ne peut dépasser 5 heures consécutives, sans une interruption d'une heure au moins. La dérogation, ainsi réglementée, n'a pas lieu le dimanche.

Le travail de nuit des jeunes gens de 16 à 18 ans, est encore autorisé (art. 56) pour l'impression des journaux, mais seulement deux fois par semaine, et pas plus de 12 heures sur 24.

Usant des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, le secrétaire d'Etat a étendu par trois décrets l'autorisation du travail de nuit :

1° Aux garçons de plus de 16 ans, travaillant en trois équipes de 8 heures au maximum, au devidage de la cordite, au trempage et au moulage du coton poudre. (1)

2° Aux parties de fabriques où il est fait usage de fourneaux, régénérateurs ou reverbérateurs, et qui travaillent nécessairement à feu continu, afin

(1) Ordonnance du 9 août 1902.

d'éviter toute perte de matière première ou de combustible.

Les ateliers des fabriques de raffinage de sucre en pains, dans lesquels il est procédé à l'écaillage et au coupage.

Les travaux de galvanisation de plaques et de fils métalliques, exécutés dans les fabriques.

Les parties des ateliers de préparation mécanique des minerais en Cornouaille qui sont affectés au brocardage et au calcinage.

Les ateliers où se travaille le kaolin. (1)

3° Aux garçons de 16 ans et plus, travaillant au tréfilage du fil de fer dans les fabriques non textiles. (2).

SECTION III

Autriche

La réglementation du travail en Autriche commence avec le décret de la Cour du 11 juin 1842, qui interdit le travail de nuit aux ouvriers mineurs dont on avait, jusqu'alors, autorisé l'emploi nocturne.

(1) Ordonnance du 4 mai 1903.

(2) Ordonnance du 18 février 1905. (*Annuaire de la législation du travail*, publié par l'Office du travail en Belgique, 1902, 1903, 1905.

A cette époque, l'Autriche ne connaissait pas encore les garanties constitutionnelles. La Monarchie absolue pouvait, sans contrôle, permettre toutes les dérogations qu'elle jugeait utiles. Cet état de choses a changé en 1848. Depuis, un règlement industriel est intervenu (20 décembre 1859), modifié par la loi du 8 mars 1885. Il défend d'employer la nuit, (9 h. du soir à 5 h. du matin), les personnes au-dessous de 16 ans. Toutefois, pour les industries à travail continu, et dans les cas d'urgence, les autorités peuvent permettre, pendant la nuit, l'emploi des ouvriers de 14 à 16 ans, à condition d'établir des relais réguliers. Cette interdiction qui ne visait que les fabriques, (établissements de plus de 20 ouvriers) n'atteignait même pas les hauts-fourneaux, considérés comme faisant partie de la mine près de laquelle ils étaient généralement établis.

De 12 à 14 ans, la durée du travail ne peut dépasser 8 heures par jour, (art. 94), et 11 heures jusqu'à 16 ans. (1)

Cinq ordonnances du 27 mai 1885 sont venues autoriser un certain nombre de dérogations au principe. Elles sont relatives :

1° Hauts-fourneaux : dans les forges, pour les

(1) Kuzmany. — *Le Travail de nuit en Autriche* p. 1 et 2 (Rapport présenté à Paris en 1900).

opérations, du moulage, graissage, et pour les manœuvres ; dans les fabriques de faulx, sous la condition qu'il y ait un changement convenable des équipes de jour et de nuit.

2° Fabriques de papier : Jeunes gens et jeunes filles.

3° Verreries : Jeunes gens pour ouvrir et fermer la forme et pour d'autres travaux faciles.

4° Fabriques de sucre.

5° Boulangeries : Apprentis, de 8 heures du soir à 5 heures du matin, pendant 4 heures.

SECTION IV

Belgique

Nous avons trouvé, sur la protection légale des travailleurs en Belgique, des renseignements très complets dans le rapport que M. Brants, professeur à l'Université catholique de Louvain, a présenté au nom de la section belge au congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni à Genève en 1906.

Resté très longtemps en retard, le législateur belge n'est entré dans la voie de la protection légale des travailleurs, que par la loi du 13 décem-

bre 1889. Elle interdit aux enfants de moins de 16 ans tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. Mais cette règle n'est pas absolue, le roi peut autoriser des dérogations en ce qui concerne les enfants de plus de 14 ans, pour les travaux qui, en raison de leur nature, ne peuvent être interrompus ou retardés, et ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées.

En vertu de ces pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, le gouvernement a permis l'emploi des enfants de 14 à 16 ans la nuit : 1° aux fabriques de papier (1); 2° fabriques de zinc (2); 3° fabriques de verre à vitres (3); 4° fours à coke et récupération de sous-produits, usines métallurgiques (4); 5° fabriques de produits émaillés (5); fabriques de sucre.

M. Brants, dans son rapport, envisage la question d'une suppression absolue des dérogations prévues par la loi de 1889, il fait quelques objections tenant à l'apprentissage et aux difficultés que présenterait le remplacement du jeune personnel pendant la nuit, aussi, croit-il nécessaire de maintenir encore quelques dérogations.

(1) Arrêtés royaux 26 décembre 1892, 31 mars 1903.

(2) — royal 26 décembre 1892.

(3) — — 31 décembre 1892.

(4) — — 15 mars 1893.

(5) — — 20 novembre 1898.

Si nous recherchons comment sont appliquées, chez nos voisins les prescriptions légales et réglementaires, nous nous apercevons que l'inspection manque d'énergie ; elle ne veut pas être tracassière et s'efforce d'agir par voie de persuasion. Ainsi, elle aboutit à une violation presque complète de la loi. Le rapport général de l'inspection pour 1895 (p. 101) le constate. Pour l'industrie verrière en particulier, il note que sur 979 ouvriers travaillant la nuit, 274 étaient illégalement employés, ils avaient moins de 14 ans. Les inspecteurs belges laissent faire, parce que le zèle de certains a conduit, paraît-il, à ce double résultat : 1° Emploi nocturne permanent des enfants de 14 à 16 ans ; 2° diminution de la production.

La situation n'est pas meilleure dans la verrerie à vitres ; sur 2.004 personnes employées, il y a 700 enfants en sous-âge.

En présence de ces violations de la loi, le Conseil supérieur du travail a proposé de réduire à treize ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel, mais il n'a pas réussi, on a préféré tolérer un échec à la loi que de réaliser un recul législatif.

La situation est un peu meilleure dans la cristallerie et la gobeletterie, bien qu'on y constate aussi des infractions. M. Brants signale à ce sujet l'initiative de quelques industriels, en vue d'une

suppression complète du travail de nuit, notamment celle de la société du Val Saint-Lambert, dans son établissement de Jemappes. Cette initiative ne tient pas à une situation spéciale de l'industrie dont il est question. La possibilité d'une telle mesure est assez généralement admise, et le rapport de l'inspection pour 1901 mentionne à ce sujet l'aveu d'une personnalité des plus compétentes.

Contre la mesure proposée, les objections sont les mêmes partout. Nous ne développerons pas ici l'argument de l'apprentissage, nous l'avons rencontré en étudiant la question dans notre pays. Celui de la concurrence internationale, n'est pas davantage propre à la Belgique. Il milite en faveur d'une entente internationale.

Quels que soient les abus signalés dans l'application en Belgique de la loi de 1889, M. Brants la croit cependant nécessaire, ne serait-ce que pour maintenir la question à l'ordre du jour et empêcher un retour à l'emploi d'enfants plus jeunes encore, qui se pratiquait avant la loi.

En Belgique comme chez nous, certaines industries, notamment les fabriques de sucre et de papier, renoncent à employer la nuit le personnel protégé, c'est un renseignement qu'il importe de retenir : il indique bien la possibilité de supprimer certaines exceptions.

Le rapport belge divise la métallurgie en trois catégories d'établissements :

1° et 2° Hauts-fourneaux, fonderies de zinc et de plomb, ateliers de grillage en dépendant. Aucun protégé ne travaille la nuit dans ces établissements ;

3° Laminoirs à fer, acier, cuivre et laiton, aciéries, fabriques de fer, tréfileries, usines à ouvrir le fer. Sur 17 usines visitées et comprenant 765 ouvriers, l'inspecteur a compté 65 ouvriers de 14 à 16 ans. Dans le laminage et le puddlage du fer, on en comptait, en 1896, 539 sur 7298.

En somme, la législation belge, sur le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu, n'est pas très différente de la législation française, mais la situation de fait est très mauvaise à raison des faiblesses de l'inspection.

SECTION IV

Danemark

C'est la loi du 23 mai 1873 qui a introduit au Danemark un régime spécial de réglementation

des exploitations industrielles. Cette réglementation ne visait que les fabriques ou ateliers « exploités comme des fabriques » où étaient occupés des ouvriers de moins de 18 ans.

Les progrès de la fabrication, l'apparition de procédés techniques plus compliqués et souvent plus dangereux, avaient rendu nécessaire une loi sur la sécurité des ouvriers (enfants, adolescents et adultes); la loi du 12 avril 1889 édicta les mesures indispensables, enfin la loi du 11 avril 1901 élargit encore le cadre de cette réglementation, en soumettant à l'inspection du travail toutes les fabriques et exploitations assimilées, sans tenir compte de l'âge des ouvriers qu'elles occupent.

D'après la loi de 1873, les enfants ne pouvaient être employés avant 10 ans, de 10 à 14 ans leur travail ne devait pas dépasser 6 heures, coupées par une demi-heure de repos, il était limité à 12 heures jusqu'à 18 ans, enfin; pour tous il ne pouvait avoir lieu entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Remarquons que le travail des hommes adultes n'était à cette époque soumis à aucune réglementation au Danemark, alors que depuis 1848, il était chez nous limité à 12 heures. En retour, le travail de nuit était interdit aux adolescents mineurs de 18 ans, alors que la loi de 1874 qui

allait bientôt intervenir en France, ne s'appliquerait qu'aux mineurs de 16 ans, avec les quatre exceptions que nous avons mentionnées.

La loi danoise du 11 avril 1901 fixe à 12 ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel. Jusqu'à la fin de la période scolaire ils ne peuvent être occupés plus de 6 heures par jour, et jusqu'à 18 ans plus de 10 heures. Le travail de nuit (8 heures à 6 heures) leur est interdit. Un repos d'une demi-heure au moins doit suivre toute période de travail de 4 heures 1/2.

A cette règle, l'article 10 de la loi prévoit un certain nombre d'exceptions. « Toutefois, le ministre de l'intérieur peut, sur proposition du Conseil du travail, à la suite d'une requête en ce sens, autoriser les jeunes ouvriers du sexe mâle qui ont accompli leur quinzième année, à travailler entre 8 heures du soir et 5 heures du matin, dans une mesure réduite, lorsque ce travail est jugé nécessaire pour leur instruction professionnelle. »

La loi du 11 avril 1901, organise l'inspection du travail, crée un Conseil supérieur et édicte des pénalités (amendes), comme sanction des règles qu'elle édicte. Elle décide (art. 34), que son texte actuel ne pourra faire l'objet d'aucune proposition de revision avant la session du Rigsdag de 1910.

Le législateur danois a été bien secondé par l'administration; celle-ci, en effet, n'a accordé

que les exceptions strictement indispensables à l'industrie. M. Faber (1) nous indique que jusqu'à 1901 les verreries et une fabrique de papier ont seules obtenu l'autorisation du travail de nuit pour le personnel protégé. Depuis 1902, la dispense en faveur des verreries a même été supprimée, et là où subsiste la dérogation les jeunes gens de moins de 18 ans, doivent produire un certificat médical constatant qu'ils peuvent, sans inconvénient pour leur santé, supporter les fatigues du travail de nuit. (2)

Remarquons qu'à la législation très protectrice de ce petit pays du nord, correspond une très grande prospérité économique.

SECTION VI

Espagne

La législation du travail, en Espagne, est de date beaucoup plus récente que dans la plupart

(1) Die Nachtarbeit der Jungendlichen in Danemark, p. 6. (Rap. présenté à Lucerne 1908).

(2) Une loi du 6 avril 1906, classe les boulangeries dans les industries à feu continu. Les enfants de 16 à 18 ans peuvent être employés la nuit, pour une durée qui ne peut dépasser 9 h. 1/2 à Copenhague, 10 heures dans le reste du pays. Un repos hebdomadaire de 24 heures doit leur être accordé.

des autres nations occidentales. Nous n'avons pas ici, à en chercher les raisons, elles sont communes à l'état de la plupart des institutions de ce pays et tiennent à des causes historiques très anciennes. En remontant à la constitution de l'unité Espagnole, on trouverait, sans doute, dans la politique économique du siècle qui l'a suivie, la cause de cette décadence si profonde de l'industrie de ce pays. Les querelles dynastiques qui, depuis 1833, ont divisé la nation, n'étaient pas de nature à aider son relèvement économique.

Quoi qu'il en soit, de ces causes et de l'avenir réservé à l'industrie espagnole, les découvertes modernes et les abus qu'elles ont entraînés dans la durée du travail, n'ont pas laissé le législateur indifférent, il est intervenu par la loi du 13 mars 1900.

Cette loi fixe à 10 ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel, limite à 6 heures pour l'industrie et 8 heures pour le commerce, la durée du travail pour les mineurs de 14 ans. Leur travail doit être coupé par un repos d'une heure. Le travail de nuit (7 heures du soir à 5 heures du matin) est interdit à toutes ces personnes et peut l'être jusqu'à 18 ans, pour les industries déterminées par les comités locaux.

Un décret du 13 novembre 1900, rendu en exécution de la loi, en réglemente l'application ; il

permet, avant 10 ans, l'emploi des enfants sachant lire et écrire (1), et décide que le travail de nuit pour les enfants de 14 à 16 ans, ne pourra dépasser 8 heures par 24 heures. L'admission des enfants mineurs est subordonnée à l'autorisation du père ou du tuteur; encore, faut-il que l'enfant ne soit atteint d'aucune maladie contagieuse et soit vacciné.

Le repos hebdomadaire est réglementé par la loi du 1^{er} mars 1904. Dominical en principe, il peut exceptionnellement être fixé à un autre jour de la semaine dans un certain nombre d'industries, notamment « celles qui, à raison de la nature des opérations auxquelles sont soumises les matières premières, exigent pour leur développement et leur achèvement des durées de plus de 24 heures ». C'est le cas des usines à feu continu. La réglementation a eu lieu par le décret du 9 avril 1905.

Telle est la situation légale de notre question en Espagne.

Dans son rapport présenté au nom de la section espagnole à l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, M. José Manuel de Bayo (2) nous donne des indications sur l'état

(1) Guy, Thèse, Paris, p. 21 et 22.

(2) José Manuel de Bayo. — *La prohibicion del trabajo nocturno de los menores de 18 años en las industrias españolas a fuego continuo* (Madrid 1908).

de fait du travail de nuit dans son pays. L'enquête qu'il a entreprise nous révèle certains abus (travail prématuré, durée excessive, etc.), qui n'ont rien de spécial à l'industrie espagnole, et nous fait connaître l'avis des industriels et des ouvriers sur une interdiction absolue du travail de nuit pour les mineurs de 18 ans.

La situation des enfants est particulièrement pénible dans la verrerie, dans la boulangerie, les mines, dans les usines métallurgiques et la papeterie d'Alcoy. M. J.-M. de Bayo a emprunté ces renseignements à une enquête de l'Athénée ouvrier de Gijon (1).

La résolution adoptée à Genève en 1906 par l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et tendant à la suppression absolue du travail de nuit pour tous les mineurs de 18 ans, a soulevé en Espagne diverses objections dont la première tient à la précocité des races méridionales. Il fallait s'attendre, en effet, à ce que la fixation d'un âge unique pour tous les pays, relativement à la protection légale des travailleurs, soulevât des résistances de la part des nations du midi, moins avancées au point de vue industriel, plus précoces au point de vue du développement

(1) José-Manuel de Bayo. — *La prohibición del trabajo nocturno de las menores de 18 años en las industrias españolas a fuego continuo*. — Madrid, 1908, p. 8 et 9.

physique des individus. Les Espagnols, et M. Bayo le soutient éloquemment, sont arrivés à leur plein développement physique plus tôt que les peuples du nord; pourquoi donc vouloir priver des jeunes gens robustes du salaire qu'ils peuvent recueillir sans danger pour leur santé, sous le prétexte que ceux des nations septentrionales ont besoin de plus de temps? De nombreux facteurs entrent en jeu dans la réglementation du travail, et parmi eux figurent, au premier plan, les conditions climatiques, l'état de l'industrie et de la race. Or les conditions économiques des divers pays ne sont pas identiques; les Espagnols sont en retard au point de vue économique; interdire un travail à des jeunes gens qui peuvent le faire, ne serait-ce pas, de la part de l'Espagne, sous couleur de discipline internationale, signer l'arrêt de mort de son industrie qui soutient très péniblement la concurrence étrangère.

Ce raisonnement ne manque pas de logique, et il nous fait toucher du doigt une très grosse difficulté, provenant de l'application d'une loi uniforme à des pays d'inégale force économique.

Les ouvriers Espagnols eux-mêmes sont assez peu partisans de la réforme, à cause de la réduction qu'elle produirait nécessairement dans le salaire familial. C'est du moins l'avis recueilli par M. José Manuel de Bayo, près de la *Fraternal*,

société des vitriers de Mataro, (1), une des plus progressives de la Catalogne. Les ouvriers papetiers d'Onteniente (Valence), pensent de même. L'enquête de Sueca et de la Commission locale d'Alcoy n'a pas donné de résultat différent (2).

Ces objections, très sérieuses, nous laissent un peu sceptique sur le succès réservé en Espagne à une convention internationale qui supprimerait tout travail de nuit des mineurs de 18 ans. Mais il n'y a pas là une raison suffisante pour arrêter les autres pays ; d'ailleurs, les Espagnols ne sont pas opposés à toute réforme, ils reconnaissent que la tendance moderne est à l'élévation des âges limites et croient ne pas s'opposer au mouvement progressif, en suivant une marche parallèle (3). Ils demandent seulement à être séparés des autres peuples, par l'avancé naturelle (2 ans) que leur donne le climat et la précoce maturité de la race.

SECTION VII

Italie

L'Italie est entrée assez tard dans la voie de la

(1) José Manuel de Bayo, op. cit., p. 12.
(2) id. p. 13.
(3) id. p. 22.

réglementation du travail, c'est seulement par sa loi du 18 août 1886 qu'elle a édicté quelques mesures relatives au travail des enfants. Les causes de ce retard sont multiples; il faut les chercher dans les préoccupations politiques qui ont absorbé les hommes d'Etat depuis la formation de l'unité italienne, dans l'état longtemps arriéré de l'industrie, dans la précoce maturité des habitants qui, là comme en Espagne, tient à la situation géographique du pays. Ces raisons, et d'autres encore, expliquent le retard dans la voie d'une réglementation du travail.

Avant 1886, on ne peut signaler qu'une seule intervention et elle est antérieure à l'unité, c'est l'Edit de novembre 1843, intervenu sur l'ordre de de S. A. R. le sérénissime archiduc vice-roi de Lombardie et de Vénétie. Il prohibait le travail de nuit (9 heures à 5 heures) des enfants de 9 à 10 ans dans les ateliers, interdisait l'usage des punitions corporelles et fixait à un maximum de 10 heures la durée du travail journalier des enfants de moins de 12 ans, et 12 heures celle des enfants de moins de 14 ans. L'Edit ordonnait encore qu'un repos de 8 heures leur serait accordé pour dormir.

Les conditions politiques dans lesquelles se trouvaient alors la Lombardie et la Vénétie, nous laissent apercevoir dans les dispositions de l'Edit

de 1843, une inspiration autrichienne. (Décret de la Cour 11 juin 1842).

La loi du 18 août 1886, première mesure protectrice vraiment italienne, a son origine dans un projet Cairoli de 1879. Elle consacre le résultat d'une vaste enquête, ouverte alors par le ministre, auteur du projet sur cette question, et dont le résultat fut favorable à une intervention législative. M. Berti, ministre du Commerce, reprenait le projet de 1879 et le déposait sur le bureau du Sénat, le 31 janvier 1885. M. Luzzatti, en fut le rapporteur à la Chambre des députés, il est devenu la loi du 18 août 1886.

Cette loi, ne se préoccupait pas du travail de nuit, elle exigeait seulement (art. 2) pour les enfants de 9 à 15 ans, un certificat de visite médicale, pour être admis au travail de leur choix. C'est le décret du 17 septembre 1886, (article 9), qui par un subtil et innocent abus de pouvoir, a réglementé le travail de nuit, en le faisant entrer dans la catégorie des travaux dangereux et insalubres. A ce titre, il l'interdit aux enfants de moins de 12 ans et le limite à 6 heures pour ceux de 12 à 15 ans.

Le décret royal, du 5 janvier 1889, le complète ainsi : « Dans les établissements industriels où le travail est continu, par suite des nécessités techniques et économiques, le ministre de l'Agriculture,

de l'Industrie et du Commerce peut, sur l'avis favorable du Conseil supérieur de santé et du Conseil de l'industrie et du commerce, autoriser le travail de nuit, même pour les enfants de moins de 12 ans, mais en limitant toujours sa durée à 6 heures ».

L'emploi de ces enfants était subordonné aux conditions suivantes : « L'enfant qui a travaillé la nuit, ne peut plus être admis au travail de jour pendant une autre période de la journée. Ne peut-être de même admis au travail de jour pour une durée quelconque, l'enfant qui doit travailler la nuit suivante ».

La loi du 19 juin 1902 : « Sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, ateliers, etc. », élargit les dispositions de la loi précédente. Elle interdit le travail de nuit (20 heures à 6 heures, du 1^{er} octobre au 31 mars ; de 21 heures à 5 heures, du 1^{er} avril au 30 septembre) aux garçons de moins de 15 ans, limite à 8 heures la durée de la journée de travail des enfants de 10 à 12 ans, 11 heures pour ceux de moins de 15 ans, 12 heures pour les femmes adultes, et institue le repos hebdomadaire pour toutes ces personnes protégées.

La loi ne prévoit aucune dérogation à l'interdiction du travail de nuit des enfants, même pour les usines à feu continu. Elle autorise seulement

l'emploi, entre 5 heures du matin et 11 heures du soir, des enfants de moins de 15 ans, dans les industries où le travail est organisé à deux équipes. Système assez original qui, tout en étendant les limites de la journée, laisse cependant à tous les enfants répartis sur les deux équipes, une grande partie de la nuit (de 11 h. à 5 h.) pour le repos. A ce repos, commun à tous, s'ajouteront quelques heures prises avant ou après, suivant que les enfants appartiendront à l'équipe du matin ou à celle du soir.

SECTION VIII

Suisse

Le pouvoir de réglementer le travail entre, en Suisse, dans les attributions de l'autorité fédérale. La chose est prévue par la Constitution du 29 mai 1871 (art. 34, 1^{er} al.) (1) C'est pour répondre à cette disposition constitutionnelle, qu'est intervenue la loi du 23 mars 1877. Elle limite dans toutes

(1) Jay. — *La question ouvrière en Suisse*. Appendice p. 269.

les fabriques la durée du travail à 11 heures, (10 heures les samedis et veilles de jours fériés). Ce travail doit être compris entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, (5 heures et 8 heures pendant juin, juillet et août). Les enfants ne sont pas admis dans les fabriques avant 14 ans. Jusqu'à 16, le temps réservé à l'enseignement scolaire ou religieux, ajouté au travail de la fabrique, ne peut dépasser 11 heures. Il est interdit d'occuper la nuit ou le dimanche, les jeunes gens de moins de 18 ans.

Mais cette règle souffre des exceptions. Ainsi pour les industries dont la nature réclame un travail ininterrompu, le Conseil fédéral peut autoriser l'emploi de garçons de 14 à 18 ans, s'il est démontré qu'il est indispensable et dans l'intérêt d'un bon apprentissage. Il en limitera la durée, réglera l'alternance, subordonnera son autorisation aux prescriptions jugées utiles à l'intérêt et à la santé de ces jeunes gens. (1)

Le pouvoir laissé par le législateur suisse de 1878 à l'administration, a eu les mêmes résultats que chez nous pour la loi de 1892. Si nous en croyons un inspecteur des fabriques, M. Wegman (2), l'expression « nécessités techniques »

(1) La suppression du travail de nuit des femmes ne comportait aucune dérogation.

(2) Wegman. — *Réglementation légale du travail en Suisse*.

n'est pas d'une précision suffisante et a permis au Conseil fédéral d'accorder un certain nombre de dérogations non indispensables.

En ce qui concerne nos usines à feu continu, on a accordé très peu de dérogations, celles-ci l'ont été en faveur des verreries et n'atteignent qu'une centaine d'enfants. Aussi, les inspecteurs suisses ont-ils émis un vœu en faveur d'une suppression complète des dérogations. Ils proposent de ramener l'article 16, 3^e al., à ce texte simplifié : « Le travail de nuit, ainsi que le travail du dimanche, est interdit aux jeunes gens de plus de 18 ans. » (1)

D'après M. Landmann, les dérogations accordées ne sont même pas indispensables pour les fabriques de bouteilles. En effet, sur cinq grandes verreries occupant les 4/5 des ouvriers, trois seulement ont l'autorisation d'employer la nuit des enfants de 16 à 18 ans. Le fait que deux d'entre elles peuvent s'en passer, établit bien que la dérogation n'est pas indispensable. (2)

M. Landmann espère que, sans attendre une

(1) Landmann : Die Nachtarbeit der Jugend lichen in der Schweiz. Bern. 1906, p. 82.

(2) L'union des travailleurs suisses demande une élévation à 20 ans de l'âge d'admission des jeunes gens au travail de nuit.

convention internationale, le législateur suisse dans une prochaine revision de la loi en 1877 admettra la modification désirée.

CHAPITRE II

L'Association Internationale pour la protection légale des travailleurs, et le Travail de nuit des enfants. — Les Conférences internationales.

L'étude des principales législations étrangères nous a permis de constater que dans tous les Etats dont nous avons parcouru l'œuvre législative, il s'était produit une marche progressive vers une réglementation plus sévère du travail de nuit des enfants, à deux points de vue notamment : 1° de l'âge de protection qui a toujours été en s'élevant, et qui, à l'heure actuelle, est de 16 ou 18 ans suivant les pays, mais tend à s'uniformiser partout à 18; 2° de la durée du travail pour ces mêmes personnes, qui a toujours été en décroissant, et tend incontestablement vers la journée de huit heures, même pour les adultes.

Pour ces personnes ainsi protégées, le principe qui domine les législations, c'est l'interdiction du

travail de nuit. Ses funestes effets sur la constitution de la famille sont universels, « il démoralise les ouvriers », dit M. Hirsch, membre du Landtag prussien (1). « Au point de vue de ses effets physiques, dit M. J.-M. de Bayo (2), l'unanimité de sa réprobation est un axiome d'hygiène ». « A moins d'être d'une nécessité qui saute aux yeux, dit M. Wegman, on peut affirmer qu'il est généralement détesté ». (3)

Et cependant, même ainsi catégoriquement affirmé dans sa nécessité, le principe de l'interdiction du travail de nuit devait comporter des exceptions, du fait de nécessités techniques et économiques, de circonstances accidentelles ou de force majeure. Expressions bien vagues, bien larges, que nous trouvons dans la plupart des lois, et dont l'interprétation a varié beaucoup suivant la tendance propre des divers gouvernements.

On a surtout abusé des nécessités économiques. Sous cette rubrique, on a classé toutes les dérogations en vue de faciliter le relèvement d'une industrie, de l'armer pour la concurrence internationale. Cette situation a ému l'opinion. Dans tous les pays, des hommes désintéressés ont élevé la voix pour protester contre un tel état de choses,

(1) Hirsch. — Op. cit. p. 10.

(2) José-Manuel de Bayo. — Op. cit.

(3) Wegman. — Op. cit., p. 5.

leurs bonnes volontés se sont rencontrées au-dessus des frontières qui séparent les intérêts particuliers de chaque peuple, et, bientôt, des conversations engagées relativement aux moyens de réparer les maux qui proviennent de la concurrence, ont préparé la voie aux Conférences internationales.

Il y a, en effet, au fond de toutes les nécessités techniques et économiques que l'on oppose aux réformes radicales, la crainte plus ou moins consciente d'être la première victime de sa générosité. Un Etat hésite à prendre une mesure qui pourra donner une supériorité économique à son voisin dans la lutte sur le marché mondial. Il risque ainsi de se fermer un débouché et de porter le chômage là où, par son intervention, il avait voulu réaliser une réforme bienfaisante. Cette observation n'est pas particulière aux relations d'Etat à Etat, on la remarque entre particuliers d'une même nation, et, dans ce domaine plus réduit, le progrès n'est possible que par l'entente entre intéressés ou l'intervention de l'Etat, institué au-dessus des égoïsmes, pour la sauvegarde des intérêts généraux. Pourquoi, dès lors, ne pas réaliser dans les relations entre Etats, le seul possible de ces deux moyens : une entente entre les pouvoirs publics, chargés partout de la même mission. Au fond, les intérêts de l'humanité sont les mêmes, bien que leur aspect varie parfois avec

les pays, et partout les institutions sont en marche vers une amélioration progressive du sort des travailleurs.

Ces idées ont commencé de faire leur chemin, l'organisation à l'intérieur des Etats d'associations professionnelles puissantes et parfois menaçantes, a vaincu la force d'inertie de beaucoup de Gouvernements. Les initiatives de certaines nations en vue de réaliser des ententes pour le travail, jadis reçues froidement ou poliment refusées, sont accueillies aujourd'hui avec enthousiasme. Les réformes les plus hardies sont étudiées avec bienveillance et sympathie; on commence à sentir que depuis vingt-cinq ans il y a quelque chose de changé.

Est-ce à dire que les premières conférences aient donné des résultats vraiment remarquables? Certes non. Dominés par leurs intérêts particuliers, privés de renseignements sur les législations étrangères, peu habitués aux concessions réciproques, les délégués qui ne se connaissaient pas et se comprenaient mal, ne sont arrivés qu'à formuler péniblement des vœux (1).

Ces efforts n'ont cependant pas été inutiles, ils ont démontré que pour réussir, des discussions comme celle de Berlin ne s'improvisent pas; il est

(1) Conférence de Berlin, 1890. — Echec de la tentative Suisse, 1896, — Congrès de Zurich et de Bruxelles, 1897.

nécessaires de les préparer longuement, avec l'aide d'organismes permanents établis dans les divers pays et en relation constante les uns avec les autres. Ces idées ont conduit à la formation de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (1), fondée à Paris en juillet 1900 sur l'initiative de certains professeurs français et définitivement organisée à Bâle l'année suivante. Il nous faut dire quelques mots de son organisation, avant de voir l'influence qu'elle a exercée au point de vue qui nous occupe. C'est à elle, en effet, que revient l'honneur de l'avoir mise à l'étude.

Le Congrès de Paris, en 1900, avait mis quatre questions à son ordre du jour : 1^o limitation de la journée de travail ; 2^o interdiction du travail de nuit ; 3^o inspection du travail et les réformes à y apporter ; 4^o création d'une union permanente.

Les trois premières n'ont abouti qu'à des vœux, la quatrième à une fondation effective. L'Association a son siège à Bâle ; un Office international du travail est chargé de la publication d'un bulletin mensuel, qui donne le texte des résolutions de Congrès et des lois protectrices du travail dans les divers pays. Le nombre des sections nationales s'est élevé de 8 en 1901 à 16 en 1907.

(1) André Lichtemberger : *l'Association pour la protection légale*.

SECTION I

Résultats obtenus par l'Association

Depuis sa fondation, l'Association a poursuivi sa tâche avec succès, elle a déjà réussi à faire voter deux conventions internationales relatives à l'interdiction : 1° du travail de nuit des femmes ; 2° de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.

Ces deux questions avaient été mises à l'étude lors du Congrès de Bâle en 1901, les résultats en furent communiqués à Cologne en 1902, là, un Comité fut chargé d'étudier le moyen de faire aboutir cette interdiction générale et d'envisager la suppression progressive des exceptions encore existantes. Il a abouti à Bâle en 1903 à la résolution suivante : « En exécution du mandat.... etc., la Commission charge le bureau de s'adresser au Conseil fédéral de la Confédération suisse, pour le prier de vouloir bien prendre l'initiative d'une Conférence internationale ayant pour but l'interdiction, par voie de convention internationale, du travail de nuit des femmes ». Une résolution analogue était votée pour le phosphore blanc. Le bureau était également chargé, d'accord avec une

sous-commission, d'élaborer deux mémoires sur les questions étudiées et de les transmettre aux divers gouvernements (1).

Le Conseil fédéral a répondu à l'invitation de l'Association internationale. Deux conférences officielles, réunies à Berne en 1905 et 1906, ont discuté sur la base des mémoires présentés par l'Association, et abouti à la signature de deux conventions : celle interdisant le travail de nuit des femmes, acceptée par 14 Etats, et celle relative à l'emploi du phosphore blanc, signée par 7 Etats seulement, les autres ayant craint la concurrence du Japon.

Certains Etats ont ratifié ces conventions avant le 1^{er} janvier 1909, elles entreront en vigueur en 1910.

SECTION II

Travail de nuit des enfants

Il peut sembler étrange, au premier abord, que l'Association internationale ait séparé dans son

(1) Deux mémoires présentés aux gouvernements des Etats industriels, en vue de la convocation d'une Conférence internationale de protection ouvrière (Public. de l'Association Berger-Levrault, 1905).

étude le travail de nuit des femmes de celui des enfants. D'autant plus que les questions étant connexes, elle aboutira vraisemblablement à la même solution pour celui-ci que pour celui-là. L'ordre dans lequel elle a procédé pour faire aboutir les questions n'est pas moins surprenant. Dans les études que nous avons faites de la législation protectrice en France et à l'étranger, nous avons constaté justement un ordre inverse dans l'élaboration des mesures protectrices. Partout, en effet, la première étape a été une protection de l'enfant; la femme n'est venue qu'après, et nous avons vu notamment chez nous, quelles difficultés il a fallu surmonter pour faire admettre sa protection dans notre loi de 1892. Il est donc légitime de se demander pourquoi l'Association a procédé autrement ?

L'explication en est fort simple. C'est que dans le problème qui restait à résoudre, la question de principe n'était plus en cause, elle était acceptée partout, et la Conférence internationale chargée de décider n'allait pas avoir à s'en inquiéter. C'est sur les dérogations encore admises, et qui différaient en étendue et en importance, suivant les pays, que son effort devait porter. Or, ces exceptions étaient appuyées sur des considérations différentes, suivant la catégorie de personnes à laquelle elles s'adressaient. Elles relevaient plus spécialement des nécessités de l'industrie, d'une

idée d'économie de frais, lorsqu'elles concernaient les femmes. C'étaient au contraire les exigences de l'apprentissage sur lesquelles on s'était appuyé pour tolérer le travail de nuit de certains enfants. Or, une convention internationale pouvait résoudre une objection élevée du fait d'une augmentation du coût de production ; elle était nécessairement désarmée contre une objection appuyée sur une nécessité inhérente à la nature propre de telle industrie déterminée. Voilà les raisons qui, selon nous, poussèrent les hommes clairvoyants qui ont étudié la question, à séparer deux réformes qui paraissent très étroitement unies. Ils n'ont pas voulu, par une exigence qui pouvait heurter l'opinion, compromettre le succès de l'œuvre. Leur tactique a réussi, et le résultat qu'ils ont obtenu est bien fait pour leur donner confiance.

Mais en aboutissant plus tôt à la suppression absolue du travail de nuit des femmes, l'Association internationale n'abandonnait pas la question des enfants, elle la mettait immédiatement à l'étude dans les sections nationales. A elles, allait incomber la tâche de démontrer à l'opinion que les objections élevées contre la suppression absolue des dérogations existant encore pour certains mineurs de 18 ans ne sont pas décisives, et qu'il est permis d'envisager dans un avenir prochain la réforme définitive.

C'est à l'Assemblée de Bâle (1) (septembre 1904) que la 3^e commission chargée d'examiner les moyens propres à faire aboutir notre question, proposait de l'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Association, et élaborait un questionnaire qui, sans préjuger du programme de la conférence qui allait se réunir à Berne, servirait à guider les sections dans leurs études particulières.

Le Bureau était autorisé à en confier, en même temps, l'étude à une commission et à inviter les sections à y désigner leurs délégués. Cette commission a été prise au sein de l'Assemblée de Genève en 1906 et eut pour porte paroles, MM. Pieper en langue allemande, et Martin-Saint-Léon, en français. Il nous faut maintenant résumer ici leurs observations.

§ 1^{er}. — Assemblée de Genève (2)

Sur le principe même de l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes ouvriers de l'industrie, il n'y a pas eu d'opposition, la commission

(1) *Compte rendu de l'Assemblée de Bâle*. Paris, Berger-Levrault, 1905, p. 61 et suiv.

(2) *Compte rendu de l'Assemblée de Genève*. Paris, Berger-Levrault, 1907.

s'appuyant sur des inconvénients d'ordre physique et moral l'a unanimement condamné. Il n'y a pas eu plus de difficulté à fixer à 18 ans l'âge auquel devait s'étendre le principe de l'interdiction, cependant, on a admis quelques tempéraments qui ne pourront toucher les enfants de moins de 14 ans. Les exceptions ainsi prévues avaient un caractère temporaire. La première a été admise pour le cas de force majeure ou pour les circonstances exceptionnelles telles qu'avaries de machines, explosions de générateurs, incendies, etc. Ces cas devront être dûment constatés par l'autorité compétente.

Une seconde exception a été prévue pour les industries employant des matières exposées à se gâter, par exemple, les fabriques de conserves de poisson ; mais ici, la dérogation est toute temporaire.

La discussion fut beaucoup plus délicate sur la question de savoir si une exception à l'interdiction du travail de nuit ne devrait pas être introduite, en ce qui concerne certaines usines à feu continu, et plus particulièrement les hauts-fourneaux et les verreries. Les divergences de vue des délégués apparurent, et deux opinions bien tranchées se manifestèrent.

D'après une première opinion, l'exception réclamée s'imposait en fait. Dans les verreries, notam-

ment, l'interdiction subite du gamin allait créer des difficultés insurmontables. Le délégué belge fit à cet égard les réserves les plus expresses, l'industrie de son pays travaillant surtout pour l'exportation, demanderait en retour, aux autres Etats, des détaxes douanières. Pour la métallurgie, nous avons déjà rencontré ailleurs les objections : 1° l'apprentissage ; 2° l'obligation pour certains ouvriers de travailler toujours la nuit.

Les délégués, qui soutenaient cette opinion, concluaient à l'établissement d'une exception, ils proposaient cependant d'élever à 15 ans, l'âge où ces enfants seraient admis au travail de nuit.

L'opinion contraire fut aussi vivement défendue, elle mettait en avant les intérêts généraux de l'humanité, rappelait l'invention des transporteurs mécaniques dans les verreries, et faisait observer que les usines métallurgiques de Suisse et du Danemark n'occupaient pas d'enfants la nuit. En conséquence, elle demandait le rejet de toutes les dérogations et l'interdiction du travail de nuit pour les mineurs de 18 ans, même dans les usines à feu continu. Cette opinion l'a emporté par cinq voix contre quatre et une abstention. (1)

Une solution identique a été admise pour les mines.

(1) Compte rendu, p. 27 et 28.

Ces dispositions s'appliqueraient-elles à la petite industrie ? Quelles seraient les limites de la nuit légale ? La Commission a pensé qu'il y avait lieu de faire concorder ces solutions avec les résolutions de Berne. Enfin, l'extension aux employés de commerce de l'interdiction admise pour l'industrie a réuni 5 voix contre 3.

Pour faciliter la mise en vigueur de ces dispositions, la Commission admettait le recours à des mesures transitoires à déterminer. Elle proposait enfin un projet de résolution au vote de l'Assemblée.

Une discussion s'engagea au sein de l'Assemblée générale, M. Jay fit observer que, selon lui, ces résolutions ne devaient pas seulement servir de projet à une convention internationale, mais aussi aux législations nationales. En conséquence, il critiqua vivement une disposition limitant la réglementation proposée aux établissements de plus de 10 ouvriers (art. 4), d'autant plus que cette disposition est un recul sur la législation française actuelle, qui atteint tous les ateliers autres que les ateliers de famille, et aussi sur la législation hollandaise. L'utilité de cette disposition était d'autant plus contestable, que par un autre texte formel on avait réservé la possibilité de mesures transitoires. Ces observations impressionnèrent l'Assemblée, elles furent appuyées par M. Mil-

lerand qui considéra la disposition critiquée comme inutile et dangereuse, et par M. von Furth, délégué autrichien. A l'unanimité, l'article 4, ainsi combattu, fut supprimé (1).

La discussion se poursuivit alors sur les exceptions à apporter à la suppression du travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu, entre MM. Fontaine (2), l'abbé Lemire et Jay.

Le premier orateur ne croyait pas possible une suppression radicale de toutes les exceptions, notamment pour les verreries et les forges, il demandait que la question fut réservée et renvoyée à la Commission.

M. l'abbé Lemire (3) établit au contraire :
1° Que nulle part, la santé des enfants n'est plus gravement exposée que dans les usines à feu continu ; 2° qu'il ne croit pas à l'argument de l'apprentissage ; il s'appuyait, pour cela, sur les rapports de M. Martin Saint-Léon et les déclarations de M. Coupat ; 3° que nombre d'industries avaient déjà supprimé le travail de nuit ; 4° il invoquait enfin les difficultés du contrôle ; puis, se fondant sur les résultats communiqués par les rapports allemand, autrichien, anglais, belge,

(1) Compte-rendu, p. 29.

(2) id. p. 33.

(3) id. p. 34.

danois, etc., établissant la diversité des dérogations ; il concluait que ces exceptions n'étaient pas indispensables et demandait leur suppression absolue.

M. Jay soutient cette conclusion en se basant sur le rapport du docteur Herbst (Autriche) et sur l'avis des inspecteurs suisses. Quelques orateurs prirent encore la parole ; finalement, les propositions de la Commission furent adoptées.

En voici le texte : (1)

1° Le travail de nuit est interdit pour les jeunes ouvriers d'une manière générale jusqu'à 18 ans.

2° L'interdiction est absolue jusqu'à l'âge de 14 ans.

3° Au-dessus de 14 ans des exceptions peuvent être faites : *a*) en cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles ; *b*) dans les industries où les matières sont exposées à se gâter, en vue d'éviter une perte absolue.

4° Le travail de nuit est interdit totalement dans tous les magasins, hôtels et débits de boisson. Il l'est également dans les bureaux annexés aux établissements commerciaux et industriels.

5° Le repos de nuit aura une durée maxima de 11 heures consécutives ; dans ces 11 heures, quelle que soit la législation de chaque Etat, devra être

(1) Compte rendu Genève, p. 160.

compris l'intervalle de 10 heures du soir à 5 heures du matin.

6° Des mesures de transition pourront être réservées.

7° On exprime le désir bien net que l'inspection soit sérieusement effectuée.

8° Le Comité charge une commission de rechercher les voies et moyens pour réaliser les résolutions ci-dessus. Cette commission devra présenter un rapport dans les deux ans. Chaque section a le droit de nommer deux délégués dans cette commission et de désigner des experts pris parmi les employeurs et les employés qui devront assister aux délibérations de la commission.

Les gouvernements seront informés en temps utile des réunions de cette commission, pour qu'ils puissent s'y faire représenter.

§ 2. — Assemblée générale de Lucerne

La commission spéciale, prévue à l'article 8 des résolutions de Genève, s'est réunie à Bâle, le 27 septembre 1908, à la veille de l'Assemblée de Lucerne; elle était composée de deux membres par sections nationales et d'experts ou spécialistes, notamment des inspecteurs du travail connaissant bien les diverses industries. Les débats présidés

par M. Victor Brants, délégué belge, furent animés et intéressants, ils avaient été préparés par une série de rapports et d'enquêtes (1).

L'office international du travail n'a pas encore publié le compte rendu des travaux de la commission réunie à Bâle et des débats auxquels ils donnèrent lieu devant l'Assemblée générale de Lucerne. Il nous faudra donc nous contenter de l'article publié par M. Mahaim dans la revue économique internationale (2).

Le principe admis à Genève n'était pas remis en question, la commission devait simplement déterminer les exceptions admissibles dans une convention internationale.

Une première distinction écarta du débat les industries qui, par leur nature propre, sont en dehors de la concurrence étrangère, telles que la boulangerie, l'imprimerie. Parmi les autres, le débat se limita à la verrerie et aux laminoirs ; on admit, une fois les techniciens entendus, que ces deux industries devaient bénéficier de faveurs

(1) Fagnot. — *Le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu* ; von Thienen. — *die Nacharbeit jugendlicher personen in die Niederlanden*, Amsterdam 1908 ; Faber. — *die Nacharbeit der jugendlichen in Danemark* ; Jose Manuel de Bayo. — *La prohibicion del trabajo nocturno de los menores de 18 anos en las industrias espanolas a fuego continuo* ; Brants. — *Travail de nuit*,

(2) N° des 15, 20 novembre 1908.

transitoires. Finalement, on se mit d'accord sur le texte suivant :

1° Le travail de nuit des jeunes ouvriers est interdit d'une manière générale, jusqu'à l'âge de 18 ans, pour les entreprises industrielles.

2° L'interdiction est absolue jusqu'à l'âge de 14 ans.

3° Au-dessus de 14 ans, des exceptions peuvent être faites :

a/ En cas de force majeure lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

b/ Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

c/ Dans l'industrie verrière pour les adolescents employés à cueillir le verre aux fours de fusion, lesquels pourront être occupés la nuit à condition qu'ils soient âgés de plus de 14 ans, que la durée de leur travail de nuit soit limitée par la loi, et que leur nombre soit limité à celui qui est nécessaire pour le recrutement des ouvriers. Cette exception n'est admise qu'à titre transitoire.

d/ Dans les établissements métallurgiques pour

les jeunes ouvriers des laminoirs âgés de plus de 16 ans.

4° En ce qui concerne la résolution prise à Genève et ainsi conçue : « Le travail de nuit est interdit totalement dans tous les magasins, hôtels et débits de boisson. Il l'est également dans les bureaux annexés aux établissements commerciaux et industriels », la commission s'abstient de décider ce point et renvoie aux explications du rapporteur.

On précisait ensuite comme à Genève que :

5° Le repos de nuit aura une durée maxima de 11 heures consécutives : dans ces 11 heures, quelle que soit la législation des Etats, devra être compris l'intervalle de 10 heures du soir à 5 heures du matin.

6° Des mesures de transition pourront être réservées.

7° L'assemblée des délégués renouvelle l'expression très nette que l'inspection soit sérieusement effectuée.

Cette commission devait également étudier les progrès techniques qui surviendraient dans les diverses industries et permettraient une extension plus grande de la prohibition du travail de nuit.

Enfin le Bureau, de concert avec une sous-commission prise au sein de l'Assemblée, était chargé de préparer un mémoire indiquant l'état du

travail de nuit dans les différents pays et le moyen d'arriver à son interdiction, il serait rédigé à la manière de celui qui fut fait pour l'interdiction du travail de nuit des femmes.

A la lecture des résolutions présentées à la Commission de Bâle, un esprit non prévenu, ne peut s'empêcher de remarquer un recul sur celle de Genève, car l'admission de deux exceptions en faveur de la verrerie et de la métallurgie, même à titre transitoire, n'avait pas été voulue par l'Assemblée de Genève. Il y avait eu, rappelons-le, un vote bien net à cet égard.

On ne peut pas voir davantage dans ces dérogations une réponse à l'article 6, qui réservait des mesures transitoires. Cette question n'est pas tranchée à Bâle, elle reste entière et se trouve encore inscrite à l'article 6 des résolutions nouvelles.

Ces considérations ne devaient pas échapper à l'Assemblée générale, « quand ces propositions vinrent devant l'Assemblée, dit M. Mahaim (1), elles furent très vivement attaquées par M. Jay, l'éminent professeur à la Faculté de droit de Paris. A son avis, la Commission avait méconnu l'intention des résolutions de Genève, en admettant des exceptions pour les verreries et les lami-

(1) *Revue économique internationale*, 15-20 nov. 1908.

noirs. Il regretta amèrement qu'on n'ait pas trouvé un mot pour réprouver le travail nocturne des enfants, et il ne craignit pas de dire qu'il y allait de l'honneur de l'Association qu'elle stigmatisât de tels abus. La vivacité de l'expression, le but très ferme et très clair de cette attaque, l'éloquence de la forme dans laquelle elle fut présentée, ne manquèrent pas d'agiter l'Assemblée. Aussitôt, un débat s'engagea, il était visible qu'il y avait en présence deux manières de voir radicalement opposées. Du côté de M.^e Jay vint se ranger, notamment, une dame américaine qui, affirmant qu'en cette matière comme en toutes autres, son pays était le premier du monde, s'étonna naïvement qu'on conseillât aux gouvernements de maintenir des exceptions abolies par les législations progressives. Des techniciens eurent beau exposer les nécessités des industries verrière et sidérurgique, l'argument ne portait pas sur une partie de l'Assemblée ».

M. V. Brants, puis le baron de Berlepsch prirent alors la parole pour exposer que l'inscription des exceptions relatives à la verrerie et à la métallurgie, était indispensable, si l'on voulait conserver l'espoir d'aboutir auprès des gouvernements.

L'Assemblée vota le texte intégral des résolutions présentées par la Commission, mais en y

ajoutant un amendement-vœu qui devait donner satisfaction à M. Jay. Il est ainsi conçu :

8° « L'assemblée des délégués tient à affirmer que l'emploi régulier des enfants et adolescents au travail de nuit reste un abus qu'on ne saurait en aucun cas tolérer, et, en attendant qu'il soit possible de faire disparaître ces abus par convention internationale, invite toutes les sections nationales à travailler énergiquement à la suppression ou au moins à la réduction d'un pareil abus ».

SECTION III

Le travail de nuit des enfants et la section de Lille

Les choses en sont là. La section française de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, n'a pas encore repris l'étude de la question, mais une de ses sous-sections, celle de Lille, a répondu à l'invitation de l'article 8 des résolutions de Lucerne. Elle propose au gouvernement français de revenir sur le décret du 15 juillet 1893, et de réduire la liste des dérogations prévues à l'article 6 de la loi du 2 novem-

bre 1892. La discussion n'a pas été publiée, nous allons reproduire ici les vœux que nous tenons de l'obligeance de M. le professeur Aftalion.

« L'Association, considérant les grands inconvénients résultant pour le développement de la race, du travail de nuit des enfants, estimant que les modifications techniques et économiques, depuis une quinzaine d'années, permettent de restreindre le travail de nuit des enfants plus étroitement que ne le fait le décret du 15 juillet 1893 et de l'interdire totalement dans les industries et les travaux autres que les suivants :

« Emet le vœu que l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 soit modifié ainsi qu'il suit :

« Dans les usines à feu continu où les enfants du sexe masculin sont employés la nuit, les travaux tolérés pour cette catégorie de travailleurs sont les suivants :

« Usines métallurgiques : aider aux travaux accessoires de laminage et de martelage.

« Verreries à vitres : présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage, porter dans les fours à cuire, en retirer les objets.

« Verreries à bouteilles : présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage.

« Lorsque les femmes et les enfants sont employés toute la nuit, le travail doit être coupé par des intervalles de repos, représentant un temps

total de repos au moins égal à 2 heures. L'un des intervalles de repos aura une durée au moins égale à une heure ininterrompue. La durée du travail effectif ne peut d'ailleurs dépasser, dans les 24 heures, 10 heures pour les femmes et les enfants ».

C'est une réforme immédiate que demande la section de Lille, elle ne paraît pas de nature à provoquer de sérieuses objections et nous espérons qu'elle recevra bientôt une consécration par décret. La réforme existe déjà en fait, du moins dans la plupart des industries qui seraient supprimées de la liste de 1893.

L'étude des législations étrangères nous a révélé que nous étions les seuls à admettre une dérogation en faveur des huileries et distilleries de betteraves. Pour les sucres (fabriques et raffineries) il n'y a, avec nous, que l'Autriche et la Belgique. La Grande-Bretagne se joint à ces deux Etats pour nous suivre dans la dérogation relative aux fabriques de papier. Enfin, seule, la Belgique prévoit une dérogation analogue à la nôtre pour les fabriques de produits émaillés.

La réforme proposée par la section de Lille ne semble donc pas devoir compromettre notre situation internationale.

CONCLUSION

Nous avons essayé d'exposer aussi complètement que possible la situation faite aux enfants des usines à feu continu, par la loi du 2 novembre 1892, modifiée le 30 mars 1900.

Dans huit industries, le travail de nuit des enfants est autorisé sous une double réserve : limitation de la durée, prescription de certains repos indispensables,

Les rapports des inspecteurs du travail nous ont révélé les difficultés d'ordres divers soulevées par l'application de cette mesure. Leurs causes ne tiennent pas à une méconnaissance des nécessités propres de l'industrie, mais plutôt aux complications inhérentes à tout changement d'organisation. Ces difficultés sont donc plus administratives que techniques. Nous savons, du reste, qu'elles seront passagères, car, à chaque étape

franchie par notre législation du travail, nous les avons vues apparaître et disparaître. Cette fois encore, le même phénomène semble devoir se réaliser. La loi a reçu une application de plus en plus intégrale, et nous en sommes venus à nous demander si une réforme plus complète n'est pas réalisable, si les enfants des usines à feu continu ne doivent pas obtenir enfin les bienfaits du droit commun ?

Un examen minutieux de l'état de nos huit industries d'exception nous a permis de le croire. Les chefs d'établissements que M. Fagnot a consultés ont reconnu la possibilité de la réforme. Ils ajoutent, il est vrai, qu'elle rencontrera des difficultés, qu'elle exigera de leur part beaucoup de bonne volonté. Nous ne le contestons pas, nous pensons même qu'il faudra leur donner le temps nécessaire et user de ménagements à leur égard.

De leur côté, les industriels devront avoir le souci d'utiliser les découvertes scientifiques qui viennent chaque jour leur donner des facilités nouvelles de se passer de la main - d'œuvre infantile.

Il est donc possible, dès aujourd'hui, de supprimer le triste privilège accordé par l'article 6 aux usines à feu continu.

Cependant, la plupart des hommes qui admettent cette possibilité, reconnaissent que la réforme

ne doit pas être l'œuvre d'un seul Etat. Elle risquerait, alors, de compromettre sa situation internationale. Il faut que les nations industrielles s'entendent pour réaliser simultanément une réforme également utile à toutes.

Les efforts de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs se sont portés dans cette voie. Nous avons rappelé son initiative et ses succès relativement au travail de nuit des femmes. La question du travail des enfants est à l'étude depuis plusieurs années. Malheureusement, les dernières résolutions adoptées à Lucerne jettent une ombre sur le rêve de ceux qui en attendaient une suppression radicale du travail de nuit.

Ce recul sur les résolutions de Genève, qui n'est autre chose que l'abandon de la question pour les enfants de la métallurgie et de la verrerie, n'est, il est vrai, que provisoire. Mais si la réforme complète a soulevé des objections aussi sérieuses à l'Assemblée de Lucerne; nous devons nous attendre à plus d'hésitations encore de la part de la Conférence internationale que l'on voudrait réunir. Il faudrait ménager beaucoup d'intérêts respectables, en particulier, passer outre à l'objection élevée par les nations méridionales. Cela dépasse les espérances que l'on peut fonder sur une convention internationale.

Mais alors, la possibilité d'une suppression complète du travail de nuit étant établie, pourquoi le gouvernement français n'en prendrait-il pas l'initiative ? Les Anglais, en 1850, n'ont pas hésité à accomplir des transformations autrement profondes, dont leur industrie n'a pas souffert.

Cette initiative est cependant assez improbable. C'est l'avis de la section de Lille dont nous avons reproduit les vœux. Elle a pensé que le gouvernement français n'était actuellement en mesure de consacrer par voie réglementaire qu'une situation de fait. Les rapports des inspecteurs établissent, en effet, que dans toutes les industries à feu continu autres que la métallurgie et la verrerie, le nombre des enfants diminue chaque année et que la plupart des établissements se passent de leur concours.

Si le projet de la section de Lille se réalisait, la question resterait entière pour les jeunes métallurgistes et « les petits verriers » qui seraient condamnés une fois de plus à demeurer en dehors du progrès réalisé. Cela, il ne le faut pas.

Mais, dira-t-on, on va sacrifier les intérêts de l'industrie nationale ? Ce n'est pas un sacrifice capital que l'on demande et l'industrie saura, une fois encore, se plier aux exigences de la loi. Elle invitera ses ingénieurs à rechercher des procédés nouveaux de fabrication et, en attendant, elle

remplacera les enfants par des jeunes gens de plus de 18 ans. La charge pécuniaire incontestable qui en résultera, n'est pas aussi considérable qu'on affecte parfois de le croire. Il ressort, en effet, des indications données par M. Ch. Benoist dans son livre et par M. Jaraczewski dans son rapport de 1896, que la différence de salaire entre les jeunes gens de plus de 18 ans et les adolescents jusqu'à cet âge, ne dépasse guère 1 fr. ou 1 fr. 50 par jour. Les salaires ne diffèrent pas davantage dans la verrerie.

Si nous nous rappelons que le total des mineurs de 18 ans est de 10.000 dans ces deux industries, nous apercevons qu'avec un travail de 300 jours, l'augmentation des frais s'élèverait à 4 millions 500 mille francs pour ces deux industries. Le total des ouvriers dans les industries visées étant environ de 151.000, l'augmentation de frais par ouvrier serait à peu près de 0 fr. 10 par jour.

Il n'y a pas là un obstacle suffisant pour empêcher une réforme indispensable. D'ailleurs, l'infériorité économique dont on parle, à supposer qu'elle existe, ne serait que momentanée. Les expériences déjà faites par nous-mêmes ou nos voisins, ont montré que lorsqu'elles sont établies avec mesure, les lois limitatives de la durée du

travail ne produisent pas le détestable effet qu'elles semblaient annoncer.

Le caractère indispensable de la réforme que nous proposons n'est pas discutable. Le travail de nuit, encore autorisé pour les enfants, est le plus pénible qui soit. Il est temps, dans notre pays de suffrage universel, de faire cesser cette servitude douloureuse, qui pèse encore sur une partie de la jeunesse ouvrière.

Sans attendre les conventions internationales, la France ne doit pas hésiter à prendre seule une mesure généreuse, si conforme à son génie national. Cette question du travail de nuit des enfants est, en effet, moins économique que sociale, elle intéresse moins l'industrie française que la nation dans sa race, dans ses essentielles espérances. Nous avons été douloureusement ému en étudiant la situation de ces enfants enlevés dès l'âge le plus tendre au foyer familial, privés de leur part de jeu, de liberté, arrêtés dans leur développement physique, intellectuel et moral, nous avons pensé qu'il y avait dans cet état de choses un regrettable anachronisme, une situation qui jure avec nos institutions démocratiques, et nous croyons qu'aucune nécessité industrielle ne saurait excuser le sacrifice d'une classe de travailleurs.

Lorsque, par surcroît, dans un pays comme le

notre, la population diminue, et par conséquent les forces productives, la richesse nationale décroissent, si le législateur n'a pas la possibilité de rechercher les causes de cette déchéance nationale, il a le devoir impérieux de réglementer le travail des enfants dans les « métiers qui tuent », de conserver la vie à des êtres que la nature lui a si parcimonieusement donnés.

« Nous pensons avec M. Leroy Beaulieu qu'« il est une tâche particulière, que l'Etat, en tant que représentant de la Nation, peut seul remplir, qui a pour but de ménager les forces nationales d'empêcher les générations de s'abâtardir même volontairement et inconsciemment » (1).

Mais, si le gouvernement persiste à ne pas agir, il ne faut pas que ceux qui se sont passionnément dévoués à l'amélioration du sort des travailleurs perdent courage. La cause des enfants est entre toute intéressante, car elle est une de celles où les droits de la justice et les intérêts du progrès social sont le plus visiblement confondus. Son recul actuel ne saurait être définitif. Les idées démocratiques font leur chemin à travers le monde et gagnent les Etats qui leur semblaient le plus obstinément fermés. L'intervention des pou-

(1) Leroy-Beaulieu, — *L'Etat moderne et ses fonctions*, p. 316.

voirs publics, dans le domaine du travail, est un fait universel. Le jour est proche où il faudra que, bon gré malgré, l'industrie se passe du travail de nuit des enfants. Puissions-nous, pour notre modeste part, contribuer à sa réalisation.

VU

Le Président de la Thèse,

VU

RAOUL JAY.

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU

et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.



BIBLIOGRAPHIE

Publications Françaises

Ch. BENOIST : *La crise de l'Etat moderne et l'organisation du travail.*

Léon et Maurice BONNEFF : *La vie tragique des travailleurs.*

Louis BOUQUET : *La réglementation du travail dans l'Industrie.*

HIRSCH : *Interdiction du travail de nuit*, Paris 1900

FAGNOT : *Le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu.*

Raoul JAY : *La question ouvrière en Suisse*, Paris, 1891.

Id. : *La protection légale des travailleurs*, Paris, 1904.

Id. : *Cours de législation industrielle*, 1907-1908.

KUZMANY : *Le travail de nuit en Autriche*, Paris, 1900,

LAGRÉSILLE (préface J. SIMON) : *Commentaire de la loi de 1892.*

André LICHTENBERGER : *L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs.*

Germain MARTIN : *La grande industrie en France sous le règne de Louis XIV.*

Id. : *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV.*

MARTIN-SAINT-LÉON : *Le travail de nuit des enfants dans l'industrie française.*

LÉON DE SEILHAC : *La grève de Carmaux et la verrerie ouvrière d'Albi.*

TALLON : *Commentaire de la loi de 1892.*

WEGMAN : *La réglementation légale du travail en Suisse*, Paris, 1900.

PAULUCCI DI CALBOLI : *Revue des Revues*, 1^{er} septembre 1897 et 15 avril 1898.

R. JAY : *Thèse*, Paris, 1880.

J. SARAUTE : *Thèse*, Paris, 1899.

BEAUDOIN : — — 1905.

GAY : — — 1907.

Rapport pour l'application des lois et règlements du travail.

Bulletin de l'inspection du travail.

Compte rendu de l'Assemblée de Bâle. (Publication de l'A. I. P. L. P. L. D. T.), Paris, 1905.

Compte rendu de l'Assemblée de Genève, Paris, 1907.

Deux mémoires présentés aux gouvernements des Etats industriels en vue de la convocation d'une conférence internationale de protection ouvrière.
(Publication de l'A. I. P. L. P. L. D. T.), Paris, 1906.

Publications Etrangères

Annuaire de la Législation du travail, publié par l'Office du Travail de Belgique.

JOSÉ MANUEL DE BAYO : *La prohibición del trabajo nocturno de los menores de 18 años en las industrias españolas a fuego continuo* (Madrid, 1908).

VICTOR BRANTS : *Travail de nuit des jeunes ouvriers en Belgique*.

FABER : *Die Nachtarbeit der Jungendlichen in Danemark*, 1908.

FRANKE : *Die Nachtarbeit der Jungendlichen Arbeiter in Deutschland*, 1906.

LANDMAN : *Die Nachtarbeit der Jungendlichen in der Schweiz*, 1906.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	5
HISTORIQUE.....	11

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Le principe de l'interdiction du travail de nuit.....	29
CHAPITRE II. — La suppression du travail de nuit dans les usines à feu continu. (La loi et les décrets).....	41
CHAPITRE III. — Problèmes généraux soulevés par l'application de l'article 6 de la loi de 1892 aux usines à feu continu.....	49
CHAPITRE IV. — Problèmes spéciaux soulevés dans chacune des industries à feu con- tinu par l'application de la loi du 2 novembre 1892.....	76
Section I. — Distilleries de betteraves. — Fabriques d'objets en fer et fonte émail- lés. — Usines pour l'extraction des huiles. — Fabriques et raffineries de sucre.....	77

	Pages.
Section II. — Papeteries.....	85
Section III. — Usines métallurgiques.....	93
Section IV. — Verrerie.....	124

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Législations étrangères.....	167
Section I. — Allemagne.....	167
Section II. — Angleterre.....	177
Section III. — Autriche.....	182
Section IV. — Belgique.....	184
Section V. — Danemark.....	188
Section VI. — Espagne.....	191
Section VII. — Italie.....	196
Section VIII. — Suisse.....	200
CHAPITRE II. — L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs et le travail de nuit des enfants.....	204
Section I. — Résultats obtenus par l'Asso- ciation.....	209
Section II. — Travail de nuit des enfants...	210
Section III. — Travail de nuit des enfants et la section de Lille.....	225
Conclusion.....	228
Bibliographie.....	236



